# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

## *Dans ce numéro :*

**BERLIN, enfer de la faim**

*par Styr-Nhair*

Le Carnet du Sauvage

*par Pierre Monatte*

**COUP D'ŒIL sur la nouvelle Centrale syndicale**

*par Roger Lapeyre*

L'Assemblée algérienne

*par J.-P. Finidori*

18e année. — N° 324. — Nouvelle série n° 23. FEVRIER 1949. — Prix : 40 francs

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

**Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)**

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..................... 230 fr.
Un an ....................... 400 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..................... 300 fr.
Un an ....................... 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

**Révolution prolétarienne,**

**14, rue de Tracy — PARIS (IIe)**

Téléphone : Central 17-08

PERMANENCE

**Tous les soirs, de 17 à 19 heures le samedi, de 16 à 19 heures**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux :

**Révolution prolétarienne 734-99 Paris**


## Sommaire du N° 23 - Février 1949



# LA LIGUE SYNDICALISTE

*La Ligue syndicaliste se propose :*

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

*Sous la botte des vainqueurs...*

# BERLIN, ENFER DE LA FAIM

Pendant que les chefs d'Etat continuent à se faire des offres de déclarations communes et d'entrevues, en vue de négociations qui n'aboutissent jamais, et qu'ils n'ont le moindre désir de voir aboutir, les Allemands, pomme de discorde et cobayes de toutes ces manœuvres diplomatiques, mènent une existence infernale. Pour de machiavéliques calculs, sur lesquels je reviendrai plus loin, les communistes français non seulement nient cette misère, mais affirment encore que les Allemands vivent mieux que les Français. Ils ont la partie d'autant plus belle pour mentir qu'ils refoulent les doutes dans les esprits en entretenant la haine et exploitent au mieux le manque d'information objectif sur l'état de choses d'outre-Rhin, parce que dire la vérité n'est que faire le procès des occupants et que, pour y obvier, ceux-ci ne laissent entrer personne dans leur zone, ou seulement des gens dont ils sont sûrs du silence ou de la complicité. En ce sens-là, le fameux « rideau de fer » n'est pas sur l'Elbe, mais sur le Rhin. Heureusement, il n'est point de frontière sans fissure... Et c'est ainsi que je pus gagner Berlin en décembre 1945 et m'y fixer pendant plus de deux ans, vivant et étudiant de près l'expérience dont je me proposais de parler.

Que se passe-t-il en zone soviétique et particulièrement à Berlin ? Pour répondre à cette question, il faut non seulement avoir vécu ce dont on parle, mais encore n'être animé par aucune haine chauvine et n'être le domestique d'aucun parti ni occupant. Je ne me propose pas d'évoquer aujourd'hui le problème général allemand, mais uniquement le problème du ravitaillement, de la vie matérielle, en relation avec ses conséquences sur le plan de la politique étrangère. Il est grand temps d'expliquer ce qui se passe et de dénoncer ce que se proposent les spoliateurs et les exploiteurs de l'affamement allemand.

## Le rationnement affameur

Un bref historique est indispensable pour saisir la situation en clair. L'Allemagne connaît deux grands systèmes de rationnement : le rationnement uniforme, ne connaissant qu'une catégorie de consommateurs, avec l'octroi de suppléments pour certaines catégories de producteurs : c'est le système en vigueur dans les zones de l'ouest ; le rationnement à catégories, en vigueur dans la zone russe. On a beaucoup discuté sur les avantages et les inconvénients de chaque système. Je ne m'occuperai que de la signification politique du système à catégories, regardé par ses auteurs et partisans comme un moyen d'encouragement au travail. En vérité, ce n'est qu'un moyen de contrainte pour remettre le producteur à un travail qui a perdu toute valeur sociale.

La carte d'alimentation est devenue en Allemagne le salaire réel et les catégories de rationnement une échelle déguisée de salaires. A première vue le rationnement à catégories semble une application du fameux principe : à chacun selon ses œuvres, ou de cet autre plus révolutionnaire encore : qui ne travaille pas ne mange pas. Or travailler, c'est en Allemagne non produire pour ses besoins, mais d'abord pour ceux de l'occupant : c'est suer les Réparations. Si encore on était rétribué — nourri — en fonction de l'effort dépensé... Mais tel n'est pas le critère : *on est rétribué non en fonction de l'effort, mais en fonction de la valeur utilitaire de cet effort pour l'occupant.*

Et je précise. Dans les usines allemandes travaillant directement pour les Russes, l'ouvrier reçoit très souvent une meilleure carte d'alimentation que son camarade de la même profession travaillant pour la consommation allemande. Une meilleure carte, c'est peu dire; le plus souvent, c'est d'une double carte qu'il s'agit ou de suppléments-matières donnés de la main à la main ou par le truchement des cantines d'entreprise. Et cette politique des suppléments-matières donne lieu à des répartitions publicitaires pour les besoins de la propagande syndicale — communiste, ça va sans dire. C'est ainsi que les comités d'entreprise sont peuplés de communistes et que ce sont encore des communistes qui deviennent « grands électeurs » pour la désignation, au second degré, du Comité directeur de la Centrale syndicale, placée ainsi sous leur coupe : le F.D.G.B.

Ces pratiques ont été souvent dénoncées. Elles ne sont pas l'apanage de l'Allemagne russifiée. Le 17 août 1946, le « Manchester Guardian » se faisait l'écho d'une protestation du gouvernement autrichien contre la pratique de la double carte d'alimentation et du double salaire dans les usines travaillant pour les Russes, pratique qui, selon lui, menaçait de détraquer toute l'économie.

Parmi les consommateurs les moins utiles à l'occupant, figurent en première ligne les vieillards, les malades et les enfants, et aussi les ménagères, en un mot tous les gens hors du marché du travail. Parmi les moyennement utiles, figure par exemple la petite dactylo, qui, bien qu'elle ait toute la journée les pieds au chaud, surtout si elle travaille pour l'occupant, reçoit une meilleure carte que la ménagère qui court toute la journée à la recherche de la pitance et fait la queue des heures durant par tous les temps. La « réputation » est aussi un titre à mieux manger : l'écrivain ou le journaliste « reconnu », c'est-à-dire celui faisant des bonnes grâces à l'occupant — sinon comment publierait-il sa prose ? —, le plumitif aux ordres, la « brosse à reluire », l'homme du parti, et naturellement du parti communiste. Quant à l'outsider qui n'encense personne, il a beau avoir tous les talents qu'on voudra, il reste un « second plan », un alimentairement « déclassé ». Outre la bonne carte, le « bonze » du parti reçoit encore discrètement une foule de cadeaux, baptisés par la Kommandantura russe « colis destinés aux camarades dans le besoin ». Ces répartitions spéciales ont joui souvent de la publicité. La dernière indiscrétion en ce domaine remonte au 14 novembre dernier. Le « Telegraf » berlinois de ce jour

révéla — ce qui, je le répète, n'était plus depuis longtemps pour les Berlinois une « révélation » — que les membres du Volksrat (Conseil national du mouvement pour la convocation d'une assemblée nationale allemande, en vue de réaliser, entre autres, l'unité de l'Allemagne, c'est-à-dire de commander à toute l'Allemagne, depuis Berlin-secteur-soviétique) recevaient chaque semaine les « gratifications » suivantes :

| | *Beurre* | *Viande* | *Farine* | *Sucre* | *Pâtes aliment.* | *Cigarettes* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| de la S.E.D. ... | 350 gr. | 500 gr. | 500 gr. | 1.000 gr. | 500 gr. | 96 unités |
| de la D.K.W. ... | 125 gr. | 500 gr. | 750 gr. | 125 gr. | 250 gr. | 50 unités |
| de la S.M.A. ... | 125 gr. | 500 gr. | 750 gr. | 125 gr. | 250 gr. | 25 unités |
| TOTAL ....... | 600 gr. | 1.500 gr. | 2.000 gr. | 1.250 gr. | 1.000 gr. | 171 unités |

Sans préjudice de la plus forte carte, des repas sans tickets lors des sessions et des quelque 400 kilos de patates et 1.500 kilos de charbon pour l'hiver. Les Lander payent : la Saxe, la Thuringe, le Saxe-Anhalt, le Brandebourg et le Meckembourg y sont allés chacun de 500.000 marks ! On aura une idée du caractère royal de ces « gratifications » par les données qui vont suivre concernant les rations octroyées à la population. Les communistes français ont donc raison de dire que des Allemands s'empiffrent, seulement il faudrait, comme je viens de le faire, nous indiquer lesquels !...

Quand on parle de rationnement en zone soviétique, il ne faut pas confondre le secteur soviétique avec la zone soviétique. Le rationnement est très différent de l'un à l'autre. C'est ainsi qu'on compta jusqu'à fin 1946 ou début 1947 six catégories de consommateurs en zone soviétique et seulement cinq à Berlin : la sixième catégorie comprenait les gens en quarantaine, qui ne recevaient *ni viande ni matières grasses*. A Berlin, les cinq catégories existèrent jusqu'en mars 1947, puis devant les ravages causés par le féroce affamement de la cinquième catégorie, comme je l'évoquerai en chiffres plus loin, les Russes prirent l'initiative d'en réclamer la suppression : seuls les Français renâclèrent ! Quatre catégories subsistèrent. Puis à partir du premier novembre 1948, le blocus entraîna, dans les secteurs occidentaux, l'augmentation de certaines denrées plus légères à transporter et plus riches en calories, en remplacement de la viande et des pommes de terre fraîches. Ces modifications eurent des conséquences inattendues : n'entendant pas se laisser distancer par ses « améliorations », l'autorité soviétique accorda, elle aussi, certaines augmentations, bien que les pommes de terre, les légumes et la viande fraîches continuassent comme avant à arriver dans le secteur soviétique, de telle sorte que le *secteur* (non la zone) devint le mieux ravitaillé non seulement de Berlin, mais encore très probablement de toute l'Allemagne.

Que représentent ces modifications et y a-t-il vraiment amélioration ? '

*Répartitions des catégories et rations afférentes à chaque catégorie jusqu'en mars* 1947

| *Groupe* | *Nombre des titulaires* | *Pourcentage de la population* |
|---|---|---|
| I. — Travailleurs de force .. | 67.195 | 2, % |
| II. — Travailleurs .......... | 870.895 | 27,9 % |
| III. — Employés ............ | 662.937 | 21,3 % |
| IV. — Enfants .............. | 549.590 | 18,9 % |
| V. — Non travailleurs ou consommateur normal ................ | 966.191 | 30,9 % |

*Quantités journalières*

| *Groupe* | *Pain* | *Mat. grasses* | *Pâtes* | *Viande* | *Sucre* | *Pommes de terre* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| I. | 600 gr. | 30 gr. | 80 gr. | 100 gr. | 30 gr. | 400 gr. |
| II. | 500 gr. | 15 gr. | 60 gr. | 65 gr. | 20 gr. | 400 gr. |
| III. | 400 gr. | 10 gr. | 40 gr. | 30 gr. | 20 gr. | 400 gr. |
| V. | 400 gr. | 7 gr. | 30 gr. | 20 gr. | 15 gr. | 400 gr. |

J'ai éliminé à dessein la quatrième catégorie, concernant les enfants et divisée en divers groupements d'âge.

A partir du 1er mars 1947, la catégorie V étant supprimée, tous ses titulaires furent versés dans la catégorie III, devenue désormais celle du « consommateur normal ». A partir du 1er novembre 1948 les trois catégories de consommateurs adultes furent modifiées ainsi qu'il suit (On verra au premier coup d'œil les « améliorations » apportées et les différences entre les secteurs occidentaux et soviétique) :

| *Groupe* | *Pain* | | *Matières grasses* | | *Pommes de terre* | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Secteurs occident.* | *Secteur soviétique* | *Secteurs occident.* | *Secteur soviétique* | *Secteurs occident.* | *Secteur soviétique* |
| I. | 600 gr. | 600 gr. | 35 gr. | 35 gr. | 400 gr. | 600 gr. |
| II. | 500 gr. | 500 gr. | 30 gr. | 30 gr. | 400 gr. | 550 gr. |
| III. | 400 gr. | 400 gr. | 30 gr. | 20 gr | 400 gr. | 550 gr. |

| Groupe | Pâtes | | Viande | | Sucre | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Secteurs occident. | Secteur soviétique | Secteurs occident. | Secteurs soviétique | Secteur occident. | Secteur soviétique |
| I. | 80 gr. | 80 gr. | 100 gr. | 100 gr. | 40 gr. | 50 gr. |
| II. | 60 gr. | 60 gr. | 65 gr. | 65 gr | 40 gr. | 40 gr. |
| III. | 50 gr. | 55 gr. | 40 gr. | 40 gr. | 40 gr. | 35 gr. |

En calories, le rationnement s'établit dans les secteurs occidentaux de la façon suivante, depuis le 1er novembre 1948 :

Groupe I : 2.609 calories ; groupe II : 2.202; groupe III : 1.882.

Quittons ces arides données pour voir comment les choses se passent dans la pratique.

A quelle table donc peut s'installer le Berlinois ? Prenons comme exemple la plus modeste de toutes : celle des cuisines populaires, avec leur « soupe paysanne » pour laquelle il faut donner : 5 gr. de matières grasses, 25 gr. de pâtes alimentaires et 200 gr. de pommes de terre. Jusqu'en mars 1947, les quatre catégories de consommateurs adultes pouvaient recevoir respectivement : les titulaires des cartes I et II chacun deux soupes, mais non trois, parce qu'il leur manquait les pommes de terre; le « carte III » n'en pouvait manger qu'une, parce que, avec sa ration journalière de 40 gr. de pâtes, il lui manquait 10 gr. pour une seconde soupe ; quant au plus mal loti, le « carte V », il lui était doublement interdit d'en commander une deuxième, parce qu'il lui manquait et les pâtes et les matières grasses. Aussi, quand à partir de mars 1947 la catégorie V fut supprimée et ses titulaires versés en catégorie III, il n'y eut *absolument rien de changé :* le nouveau « carte III » ne pouvait toujours manger qu'*une* soupe.

Enfin, 1er novembre 1948 : l'heure des améliorations a sonné ! Les titulaires des cartes I et II ne peuvent toujours manger que deux soupes, parce qu'il leur manque encore les patates pour une troisième, mais le titulaire de la carte III les a rattrapés ; il peut, désormais, manger lui aussi deux soupes ! Mais s'ils pratiquent ainsi, nos Berlinois n'ont plus de tickets pour aller au restaurant le soir : il leur reste donc à sucer leurs quatre morceaux de sucre, ou à se composer un menu avec leurs 80 ou 0 grammes de pâtes, leurs 100 ou 40 grammes de viande, leurs 20 à 25 grammes de matières grasses et leur quignon de pain noir. La vie de château !

Quant à s'approvisionner au marché noir, c'est complètement exclu, les prix étant, avant la réforme monétaire, 100 à 150 fois le multiple du prix normal, et encore actuellement 20 à 30 fois ! Combien de fois j'ai observé la courbe de la clientèle dans ces restaurants populaires : au début du mois, avec les nouvelles cartes, s'étendant sur trois décades, les restaurants sont pleins. On n'arrive pas à se faire servir ! Les clients font des « folies ». Celui-là, qui vient de manger une soupe et un plat de viande, est un « carte III » : il dévore donc ses tickets d'avance. Bientôt, il sera en faillite. Et en effet, au bout d'une dizaine de jours, on remarque déjà une diminution sensible de la clientèle, les gens mangent plus vite, le service est plus rapide... Mais nombre de clients ont l'air affairés : ils vont d'une table à l'autre, chuchotant quelque chose de mystérieux à l'oreille d'un dîneur. Ils cherchent à faire des échanges de tickets pour se composer un menu, alors qu'un écriteau, bien apposé à la vue de tout le monde, nous avise qu'il est « polizeilich verboten » de faire du troc, quel qu'il soit, dans le restaurant. Un tel n'a plus de patates, mais il a encore des matières grasses ou des pâtes. Il cherche donc un dépourvu dans la situation inverse. Enfin arrive la dernière décade : les clients n'ont plus rien à échanger, le problème est résolu, ils ont disparu ! Les seuls survivants de cette débâcle alimentaire sont les grosses cartes et les trafiquants, qui peuvent s'acheter des tickets : 5 grammes de matières grasses, 5 marks. Les petites gens ne donnent pas leurs coquilles ! Dans les maisons, les mendiants rappliquent. Généralement, ils refusent de l'argent et demandent une tartine. La faim vient vous voir à domicile, elle vous poursuit partout, vous l'avez dans vos entrailles, elle vous tenaille, son spectre s'agite sans cesse devant vos yeux, elle vous parle sur les tombes : « Elle ne connaîtra plus ni la faim ni la soif et Dieu essuiera toutes les larmes de ses yeux », telle est l'épitaphe que je lus dans le cimetière huguenot, non loin du Stettiner Bahnhof, sur la tombe d'une femme de 47 ans. Oui, la faim a vraiment quelque chose d'apocalyptique !

## Berlin, cité de mort

Avec les scènes du restaurant et les épitaphes des cimetières, les titres de la presse — sauf celle contrôlée par les Russes — vous clament la faim : « Entretiens sur la faim », « La tuberculose, danger public numéro 1 », « 500.000 Berlinois tuberculeux », « Haute mortalité chez les vieillards et les enfants », etc. Le mal est connu, ses ravages dénoncés, mais la rapacité des occupants ne se laisse pas attendrir. Les services allemands compétents avouent leur impuissance à endiguer le mal. Et je le répète, les statistiques ou données de 1946 ou 1947 sont toujours valables, parce qu'il n'y a *rien de changé*, et que la réalité d'hier est celle d'aujourd'hui.

Relatant une visite d'un hôpital berlinois, un reporter explique comment on peut faire de la sous-alimentation sans s'en douter. Car se remplir l'estomac et fournir à l'organisme les éléments nécessaires à sa vie sont choses bien différentes : « Notre alimentation actuelle, écrivait ce reporter, nous conduit à un affamement partiel par suite du manque d'albumine, dont les répercussions se traduisent par des œdèmes... Les membres enflent comme dans l'hydropisie. Le développement de la tuberculose, des épidémies, des maux d'estomac et des infections intestinales sont les conséquences de la faim. La haute mortalité enregistrée dans ces maladies est imputable à l'affaiblissement de l'organisme. *C'est sous ses diverses formes qu'on meurt de faim.* » (« Tagesspiegel », 22-5-1946).

Un médecin-chef parle en ces termes de ses malades : « Les malades hospitalisés atteints d'œdèmes consécutifs à la sous-alimentation

ont tous les membres gonflés. Dès que cette eau a disparu, ces malades deviennent d'une maigreur effrayante. La peau se ride. Le poids des femmes victimes de cette affection varie entre 30 et 40 kilos. Les nouveau-nés meurent peu après leur venue au monde. La mortalité chez ces malades oscille entre 20 et 30 p. 100 » (« Tagesspiegel » : « Entretien sur la faim », 22-5-46). Il n'y a pas, conclut le médecin, *d'autre remède qu'une alimentation normale.*

Un autre rapport, traitant des affections osseuses localisées surtout à la colonne vertébrale, se terminait ainsi : « Quand la destruction atteint la moelle épinière la paralysie fait son apparition. L'apport de phosphore et de vitamines, ainsi que la mise dans le plâtre, sont très indiqués, mais ces remèdes sont *très difficiles à trouver* ». (« Tagesspiegel », 17-7-46). « Le manque général de force, qui se traduit par de la lassitude, de l'ennui, une humeur irritable et de l'apathie est une maladie moderne » — déclare un autre médecin qui poursuit : « Les gens sont surtout peu résistants aux refroidissements, qui conduisent trop facilement à la tuberculose. La lumière, l'air et le soleil ne suffisent pas pour guérir. » (« Telegraf », 7-6-46). « Les gens, dit un pharmacien, viennent chez moi en pleurant et se laissent tomber sur une chaise. Ils veulent avoir un fortifiant quelconque, parce qu'ils se sentent complètement épuisés. »

Le professeur Erich Schilf écrivait le 18 juin 1946 : « Nous, médecins allemands, sommes aujourd'hui souvent priés par des gens âgés et incapables de travailler de mettre fin à leur existence sans espoir, dépourvue de joie et torturée par la faim. Il faut savoir faire preuve en ces circonstances de tact et de bonté pour combattre ces détresses morales, réconforter et aider. » (« Tagesspiegel »). Un rapport du Polizeipraesidium de Berlin constata que les suicides étaient surtout nombreux (150 à 200 par mois à Berlin, selon la saison) à la fin du mois, c'est-à-dire à la fin des cartes d'alimentation. Le 11 novembre 1947, les Services de la Santé publique de Berlin Reinickendorf (secteur français) convoquèrent la presse et les médecins pour leur donner communication d'un rapport, résultat d'une vaste enquête ayant porté sur près de 10.000 personnes et montrant la perte de poids subie par la population de 1939 à 1947. Je n'en extrairai que les données suivantes :

| *Catég. d'âge* | *Poids en* 1939 | *Poids en* 1947 | *Différence* |
|---|---|---|---|
| | HOMMES | | |
| 30-39 | 72,3 | 60 | — 12,5 |
| 40-49 | 75,2 | 59 | — 16,2 |
| 50-59 | 77,2 | 57,6 | — 19,6 |
| 60-69 | 79,1 | 56,8 | — 22,3 |
| Plus de 70 ans | 79,9 | 55,1 | — 24,8 |
| | FEMMES | | |
| 30-39 | 63,6 | 53 | — 10,6 |
| 40-49 | 67,8 | 52,5 | — 15,3 |
| 50-59 | 72 | 50,6 | — 21,4 |
| 60-69 | 73,8 | 49,1 | — 24,7 |
| Plus de 70 ans | 72,6 | 47,1 | — 25,5 |

Le tableau fait clairement ressortir que ce sont les plus mal armés pour la lutte, donc les plus vieux, qui pâtissent surtout de cet état de choses. La sous-alimentation frappe surtout les vieillards et les enfants. Au sujet des premiers, on enregistra en janvier 1946 dans un hospice de vieillards une mortalité de 35 p. 100. Il est vrai qu'il s'agissait surtout de rapatriés, épuisés par des semaines de voyage : « Ils arrivent à Berlin pour y mourir, dit un rapport, parce qu'il n'y a rien pour les remonter. » (« Tagesspiegel », 10-2-46). Quant aux enfants, pour lesquels on distribue des soupes dans les écoles, les services de l'Assistance sociale de Berlin déclaraient en juin 1946 que 50.000 réclamaient des soins spéciaux, mais qu'on ne pouvait en héberger que 20.000 dans les établissements de cure.

Résumant le contenu de divers rapports faits par des médecins inspecteurs des établissements scolaires et des instituteurs, le « Tagesspiegel » écrit le 3 juillet 1946 : « Le nombre des cas de tuberculose continue à s'accroître et presque tous les enfants sont scrofuleux. Il leur faudrait de l'huile de foie de morue et autres fortifiants. Il n'y a pour ainsi dire aucune possibilité d'isoler les enfants tuberculeux. » Même situation d'ailleurs en zone britannique. Le 20 juillet suivant le « Manchester Guardian » publiait quelques données d'une enquête sanitaire dans quatre villages de la région de Berken (Munster) : 46 p. 100 des écoliers sont sous-alimentés. Dans la province de Nord-Rhein, la mortalité infantile s'élevait à 18 p. 100, en Westphalie à 16,8 p. 100 et dans l'ensemble de la zone britannique à 13,4 p. 100, alors que dans le Pays de Galles, par exemple, elle n'est que de 4,9 p. 100. Même situation en zone française, où la mortalité infantile était passée de 5 p. 100 à 18,8 p. 100 en 1946.

Pour soulager la misère des gosses, dont beaucoup ne peuvent aller à l'école par suite du manque de vêtements et de souliers, les Anglais leur font des distributions de soupe, les Suisses et le gouvernement militaire russe des répartitions de vêtements usagés et rafistolés.

Neumann, président du parti socialiste berlinois, dans son rapport aux assises du parti du 18 août 1946 révéla que les décès étaient six fois plus élevés que les naissances. La tuberculose, le typhus et consorts n'étaient pas les seuls fléaux rongeant les corps épuisés : la malaria, maladie exotique par excellence, fit son apparition, et en juillet 1946 on en comptait 300 cas à Berlin. Pour la combattre, on fonda des instituts spéciaux et les avions américains se mirent à asperger lacs et marais. A la malaria vint se joindre la poliomyélite, qui décima non seulement les enfants, mais toucha aussi les plus solides gaillards des troupes d'occupation. Pour enrayer ou prévenir toutes ces épidémies, la population berlinoise est soumise à des vaccinations continuelles : le contrôle de ces vaccinations se fait sur la carte d'alimentation... Et les Berlinois de grogner : « Plus de pain et moins de vaccin ! »

Puis la nature soumit les Berlinois à une suprême épreuve : le dur et interminable hiver 1946-47, durant lequel, pendant trois mois, de la Noël 1946 au début de mars 1947, le thermomètre oscilla sans désemparer entre — 15 à — 12 le jour et — 30 à — 22 la nuit ! Trois mois dans la glace et la neige, le ventre creux et sans feu. Ce fut la catastrophe : 14.000 personnes périrent du froid ou des suites du froid, selon les chiffres fournis le 19 août 1948 par

le conseiller à l'Economie berlinois Gustav Klingelhoefer. 500 personnes furent trouvées mortes chez elles « conservées » à la glace...

Il faut avoir vécu cela pour le croire ! Il n'y avait pas beaucoup de pas à faire pour trouver la misère et la mort sur son chemin... Et je demandai à une commission médicale, chargée de dépister les taudis et les gens en détresse, de l'accompagner dans ses tournées. Je vis alors l'horreur au concentré ! Je vis des gens rendus fous par le froid et la faim, refusant de quitter leur taudis ; d'autres, qui avaient, dans leur folie, brûlé leur carte d'alimentation et celles de leurs proches et menaçaient de nous faire un mauvais parti, parce que, prétendaient-ils, nous voulions les expulser pour leur prendre leur « logement » ! Tous ceux qu'on pouvait emmener étaient parqués dans des centres d'accueil improvisés dans les écoles fermées par manque de charbon ou des baraquements inchauffables. Il y avait bien parfois des bois de lits, mais ni paillasses ni couvertures, ni lait ni médicaments.

J'ai encore devant les yeux ces dépôts de moribonds hagards, divagants, de vieilles gens pour la plupart. Mais je me souviens surtout de cet homme, qu'on me dit âgé de 40 ans et qui en paraissait 60 ! C'était un ouvrier métallurgiste, célibataire. On l'avait trouvé étendu chez lui, en partie gelé. Il commençait à recouvrer la raison. Avec un sourire sardonique, il me demanda si la guerre était finie et si on allait le laisser enfermé dans ce refuge contre avions ! Ce qu'il prenait pour un refuge était une cave de villa de Steglitz transformée en salle d'hôpital.

Aux dires des membres de la commission médicale la situation était surtout tragique dans les secteurs français et américain — où les villas de messieurs les occupants étaient « chauffées à blanc » — les autres s'étant débrouillés pour amener un peu de combustible. Les Berlinois savaient qu'on avait démonté en novembre précédent des installations charbonnières dans le Lausitz, à quelques kilomètres de Berlin, et que, pour compenser cette perte, on était parvenu à faire descendre les mineurs le dimanche dans les puits voisins, l'extraction dominicale devant être réservée, assurait-on, à la consommation ménagère allemande. Mais ce que le non-démontage eût peut-être évité, la mésentente entre les occupants l'aurait accompli, et les Berlinois n'auraient quand même pas vu une seule briquette de la zone soviétique. Et nous touchons là à une question qui fit couler beaucoup d'encre à l'époque : chaque occupant justifiant sa carence, dans la fourniture du contingent de charbon promis, par la non-fourniture de son contingent par l'occupant d'en face ! Ce fut ce que les Berlinois appelèrent le « charbon politique », car bientôt les trains de charbon de la zone soviétique — pour les centrales électriques et non pour les ménages — n'arrivèrent plus qu'au son de la grosse caisse : et effectivement une fanfare les attendait parfois à l'arrivée, des clichés reproduits dans la presse sous contrôle soviétique l'attestent.

Malgré cela, on eut dans les secteurs occidentaux jusqu'à 16 heures de coupure de courant par jour. « Généreusement » les Russes fournirent en certaines grandes occasions un contingent supplémentaire de courant, prélevé sur une partie quelconque de leur zone : après le « charbon politique », on eut ainsi le « courant politique ». Mais tout cela m'entraînerait trop loin, parce qu'au démontage des charbonnages et à l'exportation du charbon venait s'ajouter le démontage des centrales électriques. Cette catastrophe n'a rien appris : que l'hiver 1946-47 se répète et les Berlinois mourront comme hier dans leurs appartements endommagés et glacés.

En arrivant à Berlin, les Russes avaient apposé de grands panneaux proclamant que les « Hitler passent mais que le peuple allemand demeure ». Expérience faite, les Allemands sont convaincus que si cela continue ils finiront bien par « passer » avec le Führer !

Finissons-en avec cet hiver tragique, durant lequel la mortalité sextupla. On dut ouvrir dans la terre gelée des tranchées à la dynamite pour enterrer les morts. Il n'y avait pas de bois pour se chauffer, il y en avait encore moins pour faire des cercueils : on avait une « boîte » pour la décence de la cérémonie, mais le cadavre ne descendait en terre que dans un linceul de papier. Le four crématoire, débordé, n'eut pas assez de charbon : ceux qui avaient payé toute leur vie pour une mort ardente n'échappèrent pas à la décomposition, puisqu'il leur fallait attendre plus d'un mois pour être brûlés. Il n'était pas plus possible d'honorer leur contrat avec les pompes funèbres que leur carte de charbon ! Les étuis de masques à gaz servirent d'urnes funéraires.

## Les affameurs

Les Occidentaux ont beau apporter des améliorations apparentes en remplaçant les pommes de terre et la viande fraîches par quelques grammes de matières grasses et de sucre, les Allemands savent que leurs souffrances et privations sont causées par la rapacité des vainqueurs, car il est incroyable qu'ils aient dû attendre le blocus pour voir augmenter leurs rations.

Ils savent que les 2/5e de leur production agricole sont raflés par les sociétés soviétiques d'achat pour l'exportation et qu'on retrouve leurs mottes de beurre sur les marchés suisse et suédois, et que sur les 3/5e restant il faut servir en priorité les troupes d'occupation. Même situation pour les 10 p. 100 restant de la production industrielle (90 % filant en Russie).

C'est ainsi qu'il n'y a *aucune* répartition régulière sur carte de textiles ou de chaussures. On ne les obtient que sur bons. Mais pour les obtenir, il faut remplir d'innombrables conditions : être sinistré, expulsé des territoires annexés, exercer un emploi, être membre des syndicats, etc. Ceci pour la voie régulière.

Il y a naturellement une autre voie pour les affiliés au parti, pour ceux qui travaillent dans une entreprise soviétisée ou produisent pour l'occupant. Le parti, le syndicat et le conseil d'entreprise ont le bras long... Et quelle ne fut ma surprise quand j'entendis un jour un fonctionnaire des bureaux d'approvisionnement du secteur américain me demander si, pour introduire ma requête pour une paire de chaussures, j'avais une attestation de mon syndicat ! « Quoi, il faut donner son adhésion à un syndicat domestiqué par les communistes que la presse sous licence américaine combat chaque jour à longueur de colonne ! Plutôt courir nu-pieds ! » Le fonctionnaire me regarda d'un air ébahi et s'excusa en me disant qu'il n'avait fait que transmettre une consigne.

Aussi, les Allemands de la zone soviétique n'ont-ils pas tort de regarder les Russes

comme les artisans de leurs privations. Ils savent ce que représente la perte des territoires de l'Est : 113.000 km2, soit le 1/4 de la superficie de l'ancienne Allemagne. Les terres de l'Est nourrissaient 13 millions d'Allemands, elles pourraient aujourd'hui en nourrir 17 millions rationnés à 2.800 calories, c'est-à-dire jouissant d'un standard de vie presque normal et de 250 calories supérieur à la meilleure carte de Berlin. Malgré l'apport des terres de l'Est, l'Allemagne devait importer avant guerre pour 2 milliards de marks de produits nécessaires à l'alimentation humaine et animale ; sans ces terres, elle devrait importer aujourd'hui pour 3,1 milliards de marks. Mais avec quelles devises ou en échange de quoi, puisque ces territoires entraient dans l'économie allemande pour :

18 % de l'extraction charbonnière,
9 % de la production industrielle,
20 % de l'industrie du bois,
20 % des dérivés du bois (pâte à papier, cellulose, etc.),
27 % de la production des alcools,

le tout représentant 12 % du revenu national (soit 70 milliards). Et je ne parle pas de la perte de la Ruhr et de la Sarre...

Il est clair qu'à ce compte les Allemands n'auront jamais rien à exporter. Et opéreraient-ils le miracle de tirer quelque chose de rien, qu'on ne le leur permettrait pas de le négocier ! Car ce n'est pas pour leur rouvrir les marchés de bonne grâce que les Anglo-Saxons se sont lancés dans deux guerres. Et en ce sens-là, le salut pour les Allemands ne peut être qu'à l'Est. Ou s'arranger avec les Russes, en se réconciliant, comme l'avait prévu Bainville, sur le « tombeau de la Pologne », ou en appeler aux Occidentaux pour reprendre ces territoires par la force.

Il n'y a pas de paix possible avec la mutilation de l'Allemagne à l'Est. Les Occidentaux ont besoin du « brise-lame » allemand et d'une Allemagne vivant le plus possible sur elle-même. Les territoires de l'Est allemand seront la cause du prochain conflit européen.

## La misère tu exploiteras...

Pour détourner les Allemands de cette crue réalité des mutilations à l'Est, les communistes allemands s'évertuent à démontrer que la ruine de l'Allemagne est voulue par les impérialistes occidentaux qui veulent morceler le pays en lui imposant un Etat fédéral et en s'emparant de ses richesses naturelles, en particulier de la Ruhr. Et le parti communiste français, en faisant les pressions que l'on sait sur nos gouvernants pour exiger la séparation de la Ruhr de l'Allemagne ou son placement sous contrôle international, leur apporte un très précieux concours. Et cette duplicité n'est plus camouflable avec les récentes déclarations de Billoux au congrès socialo-communiste de Berlin. Il y a bien certes la mainmise sur la production des usines dans la zone soviétique, mais à cela Ulbricht, leader communiste berlinois, a trouvé une explication : « Les Allemands aiment mieux voir leurs usines tourner pour la Russie soviétique que pour les capitalistes. » Naturellement, il n'a consulté personne pour déclarer cela, mais ce n'est jamais nécessaire... Cette astuce se retrouve à propos de la politique des salaires et de la dénazification, que je me propose d'étudier ici un jour.

Si cette thèse, consistant à présenter les Occidentaux comme les seuls responsables de la misère allemande, finissait par trouver créance outre-Rhin, on se trouverait bientôt sous la menace d'un coup de force communiste et d'un bloc germano-soviétique. Heureusement, les Russes sont, en face des Allemands, atteints d'un terrible complexe d'infériorité et ils sont provisoirement incapables d'une authentique réconciliation, qui les obligerait à traiter d'égal à égal. Les Allemands ne sont pas hostiles à une collaboration économique avec l'U.R.S.S., pour l'aider à relever ses ruines. Mais ils n'acceptent pas de payer les pots cassés des nationaux-socialistes et surtout d'être rançonnés comme ils le sont. Ils se demandent à quoi rime la notion de rachat, quand Staline déclare, dans son grand discours du 9 février 1946 : « Il serait faux de penser que la deuxième guerre mondiale est un effet du hasard ou le résultat de fautes commises par tel ou tel homme d'Etat, bien que des fautes fussent indubitablement commises. En réalité la guerre est la conséquence inévitable du développement des forces économiques et politiques mondiales, qui sont à la base du capitalisme moderne et monopolisateur. »

Les Allemands pensent au contraire que ce sont les Russes qui ont à se racheter d'avoir souillé leurs femmes, de les avoir exploités à outrance en leur présentant une farce de socialisme, plus rapace que les autres impérialismes. Si les Allemands n'avaient le cœur ulcéré et rempli de déceptions amères, il y a longtemps que la sottise des Occidentaux leur aurait fait entrevoir le salut à l'Est et qu'ils se seraient jetés dans les bras des Russes ! Et qui ne se souvient des arrogantes et stupides paroles du colonel américain Frank L. Holey, prononcées lors de l'arrivée des premiers camions de ravitaillement américains à Berlin en été 1945 : « Nous apportons à manger, non parce que nous aimons nourrir les Allemands, mais parce que nous ne voulons pas que leurs corps malades infectent nos troupes ! » (Reproduit par le « Survey Graphic » de novembre 1945).

Les Russes se refuseront-ils toujours à cette grande réconciliation ? Le jour où ils l'oseront, le glas du vieil Occident aura sonné. Et on peut s'imaginer sans peine ce que serait une croisade germano-soviétique contre un Occident qui n'aurait cessé de cultiver la haine et la calomnie contre tout ce qui est allemand ! Et dans ce déchaînement de vengeance, les communistes français, ne faisant que susciter la haine contre l'Allemand, auraient leur bonne part de responsabilité. La tâche des Occidentaux est de prévenir la catastrophe en apaisant ces haines et en rendant à l'Allemagne vaincue, qui n'est plus un danger pour personne, un niveau de vie compatible avec son degré de civilisation. Pour briser toute possibilité d'une conjoncture germano-soviétique, il faut arracher les Allemands à leur désespoir en s'élevant contre toute mutilation de leur patrimoine national. Avec une authentique réconciliation franco-allemande, et je pense à une Allemagne socialiste, on fera d'une pierre deux coups : on empêchera les Allemands d'être les auxiliaires des Russes et aussi, dans le sens contraire, de devenir les mercenaires des Anglo-Saxons pour une croisade contre l'U.R.S.S. Mais céder à la démagogie chauvine, comme le font nos gouvernants, entrant ainsi bêtement dans le jeu communiste, c'est se faire le complice de l'affamement allemand et verser de la poudre dans le baril qui nous fera tous sauter. Qui ne la encore compris ?

G. STYR-NHAIR.

# Le Carnet du Sauvage

**AU TOUR DE LA F.S.M. D'ECLATER**

Vous rappelez-vous les déclarations faites en décembre 1944 par un secrétaire de la C.G.T., déclarations que j'ai rapportées dans ma « Deuxième Lettre d'un Ancien » ?

« Quand l'Allemagne sera soviétisée, la soviétisation sera possible partout. Et les Anglo-Américains seront chassés d'Europe. »

Fin 1944, c'était pourtant le moment où l'on mettait sur pied la Fédération Syndicale Mondiale. Les chefs des syndicats russes faisaient alors mille politesses aux chefs des syndicats américains du C.I.O. et à ceux des Trade-Unions anglaises. Bras dessus bras dessous, on partait pour une nouvelle vie. En réalité on allait faire un bout de chemin ensemble. Le temps de pousser certaines opérations d'infiltration et d'investissement, de se renforcer et d'affaiblir le camarade, en attendant de le jeter à la mer. Les Anglo-Américains chassés d'Europe, c'était la nouvelle croisade en vue. Au nom de quelle idée ? Sûrement pas au nom de l'internationalisme prolétarien.

Vous supposerez peut-être que le secrétaire de la C.G.T. prenait cela sous son bonnet. Ne retenez pas cette hypothèse. Notre homme est assez intelligent pour comprendre une consigne de ce genre et l'appliquer. Mais pas assez pour la trouver tout seul. Avouez d'ailleurs que c'est là de la très haute stratégie révolutionnaire — si l'on peut dire. Nous autres, Français, nous ne sommes pas aussi malins. Et nous ne voyons pas aussi grand.

Faut-il s'étonner aujourd'hui que la Fédération Syndicale Mondiale ait éclaté ? On peut tout au plus se demander comment elle a pu vivre trois ou quatre ans.

Des difficultés étaient apparues assez vite ; les Secrétariats professionnels internationaux que l'on voulait incorporer mais priver de toute autonomie regimbaient naturellement ; au fond on voulait faire d'eux sur le plan international ce que les vieux syndicaux français ont fait des Unions départementales ; ici au bénéfice des Fédérations, là, au contraire, au bénéfice des C.G.T. nationales. Dans les deux cas pour éviter les manifestations d'indépendance de pensée et d'action. Mais le plus grave malaise venait de l'appui constant apporté par la F.S.M., en la personne de ses dirigeants, et particulièrement de Saillant, à la politique russe, même dans les cas les plus scabreux, comme celui de l'Allemagne ; demandant l'institution du travail forcé dans les mines de la Ruhr ; menaçant les syndicats allemands s'ils s'opposaient au dépècement de leur pays.

Un jour le malaise s'est brusquement aggravé du fait du plan Marshall. Les syndicats américains — l'American Federation comme le C.I.O. — voulant témoigner leur solidarité envers les ouvriers d'Europe, condamnés à la sous-alimentation et menacés par le chômage, se font les plus ardents protagonistes du plan Marshall. Ils poussent leur gouvernement à faire vite et grand. Ils entrent même, Carey notamment, dans l'administration du plan. Convaincus d'avoir accompli une œuvre admirable, ils se retournent du côté de leurs camarades d'Europe. Que voient-ils ? Visages renfrognés, visages hostiles. Ils sont effarés de l'accueil qui leur est fait. La F.S.M. ne discutera pas du plan. Les Russes le vilipendent ; et naturellement tous leurs domestiques dans tous les pays. Alors, c'est le dégrisement ; la situation apparaît telle qu'elle est depuis le début ; c'est le divorce forcé.

Sans entrer dans l'examen du plan, reconnaissons que s'il y a une garantie pour les ouvriers d'Europe, c'est bien celle que les organisations syndicales d'Amérique ont données et donnent au plan Marshall.

On connaît les circonstances et les étapes du divorce. Au bénéfice de quel conjoint va-t-il être prononcé ? Pour qui se rappelle la déclaration de notre secrétaire confédéral et pour qui regarde sans parti pris l'attitude des conjoints durant les trois ou quatre années du mariage, le moindre doute est impossible. On peut tout au plus s'étonner du jobardisme des militants du C.I.O.

Vous pensez bien que ce n'est pas ainsi que nos staliniens présentent les faits. Prenez leur grand appel aux travailleurs du monde entier. Ils dénoncent le viol de l'unité syndicale internationale par les Trade-Unions anglaises et par le C.I.O. américain. Deakin et Carey y sont accusés de tous les crimes et de toutes les contradictions possibles. On les paye ainsi de leur longanimité et de leur lenteur à comprendre le jeu qui se jouait. C'est eux qui sont accusés d'avoir brisé l'unité. Ce ne sont pas ceux qui les ont obligés à claquer la porte. En espérant les chasser bientôt d'Europe.

« Gutenberg », l'hebdomadaire des typos suisses, a publié la déclaration faite le 19 janvier, au cours de la réunion du Bureau exécutif de la F.S.M. par le délégué du C.I.O. Remarquez la conclusion :

« Cela ne sert à rien d'arriver à des accords qui ne sont pas appliqués. Cela ne sert à rien d'arriver à des compromis sans aucun sens qui ne font que dissimuler nos différends. Cela ne sert à rien de prétendre que la F.S.M. est quelque chose d'autre qu'un cadavre. Ensevelissons-le. »

Il est sûr que la F.S.M. est morte. Morte sous sa première forme. Mais les staliniens sont trop heureux d'en garder l'enseigne. Ils en restent les seuls maîtres, exactement comme ils sont restés seuls maîtres de la C.G.T. française.

Les autres mouvements syndicaux, à l'appel des Trade-Unions d'Angleterre et d'Amérique, vont-ils réussir à mettre quelque chose debout rapidement ? Une conférence est prévue à Bournemouth pour le 8 mars, à laquelle assisteront les délégués d'une cinquantaine de pays. C'est beaucoup de temps perdu. Sans doute s'opposent des conceptions différentes de ce que doit être une véritable Internationale syndicale.

Entre nous, ce n'est pas une petite affaire. Il n'y a jamais eu encore de véritable Internationale syndicale. Y en aurait-t-il une cette fois ?

La première idée qui a sauté à l'esprit de certains, c'est qu'il n'y avait qu'à revenir à l'ancienne F.S.I. Remontant même un peu plus haut ils répéteraient volontiers : Internationale d'Amsterdam contre Internationale de Moscou; ceux-là — ce sont peut-être les mêmes — ne font que renouveler l'erreur commise par F.O., recommençant en 1948 la C.G.T. de 1922. Cela n'a guère réussi pourtant à F.O. Cela ne réussirait guère mieux à la nouvelle Internationale. Au bout d'un an, F.O. n'a acquis aucune force d'attraction. Il en serait probablement de même pour une Internationale bâtie sur le même modèle.

Les problèmes qui se posent en 1949 sont complètement différents de ceux qui se posaient en 1922. Les syndicats russes n'étaient pas alors ce qu'ils sont devenus ; ils représentaient une grande espérance révolutionnaire. Ils ne représentent plus aujourd'hui qu'une réalisation d'Etat totalitaire ; ils ne sont plus des organismes se dirigeant eux-mêmes, ils sont un instrument inférieur de cet Etat totalitaire. Le communisme d'alors a dégénéré en stalinisme, c'est-à-dire en fascisme rouge.

Quant aux organisations syndicales réformistes, fameuses en eau douce, on sait maintenant par expérience qu'elles ne résistent pas à la mer démontée. La merveille des merveilles, l'organisation syndicale allemande, l'a bien prouvé. Jean Mœri, dans la « Revue syndicale suisse » de janvier, s'il n'en tire peut-être pas les conséquences, n'hésite pas à le reconnaître : « Quand on songe à l'appareil syndical allemand d'avant guerre, on comprend aussitôt que le nombre et la force organique du nombre ne sont pas grand-chose en définitive s'il ne reste que des individus et pas d'âmes. »

Dans une période historique mouvementée, comme celle où nous sommes, le réformisme est certainement aussi incapable de tenir tête aux staliniens que d'être à la hauteur des événements. Aussi je comprends mal Carey quand il se contente de ramasser l'étiquette de réformiste que lui jettent à la face les staliniens. Il a l'air de dire : Va pour réformiste !

Non, le problème n'est par Réformisme contre Révolution, mais syndicalisme libre dressé devant la contre-révolution personnifiée par les dirigeants russes et leur valetaille.

Les vieux dirigeants syndicaux paraissent incapables de voir cette situation. Un militant F.O. de province me disait dernièrement que Jouhaux leur avait déclaré qu'on verrait ce qu'on verrait, qu'il jouerait peut-être quelque jour un rôle d'arbitre entre la Russie et l'Amérique. Il leur avait encore dit d'autres choses aussi stupides, mais qui confirment ce que l'on avait senti au départ de F.O. et que l'on sent pour la deuxième fois à la naissance de la nouvelle Internationale syndicale : on se bat à gants fourrés contre les staliniens. En 1922, contre Lénine et Trotsky, on se battait sauvagement ; en 1949, contre Staline on y va comme à regret. Il n'y a pas si longtemps d'ailleurs qu'un vieil adjoint de Jouhaux disait qu'il n'avait aucun grief contre Staline. Celui-ci les a en effet vengés de Lénine et de Trotsky et de leurs attaques. Contre les social-traîtres.

La lutte présente n'est pas un match de football où l'on voudrait remplir le rôle d'arbitre. C'est une lutte pour contenir, refouler et briser la vague de fascisme rouge qui menace de déferler sur l'Europe entière. L'an dernier, la Tchécoslovaquie a été recouverte. Au tour de quel pays, Allemagne, Italie, France, si le grand barrage n'est dressé sans retard ?

Schevenels, l'ancien secrétaire de la F.S.I., qui s'apprêtait à prendre le secrétariat de la nouvelle organisation est, parait-il, l'objet d'un veto de la part de l'American Federation. Pour quelles raisons ? Je l'ignore. Mais si c'est parce qu'il incarne le vieil esprit de la F.S.I., l'argument aurait un certain poids.

Reste à savoir ce que veut l'American Federation. Et si ce qu'elle veut concorde avec ce que réclame la situation historique présente. Aussi avec ce que peuvent accepter les organisation européennes ; elles viennent d'échapper à la tyrannie russe ; elles ne tiennent pas, cela se conçoit, à passer sous la domination américaine ; elles veulent un mouvement d'égaux. Certaines déclarations de militants autorisés de l'American Federation proclament cette égalité. Que les actes soient conformes aux déclarations et beaucoup de difficultés disparaîtront.

Pas toutes, c'est sûr. Quand Irving Brown, dans plusieurs interviews au « Figaro » et au « Monde », nous dit qu'il est opposé à la lutte de classes, qu'il faut abandonner les idéologies, nous sommes obligés de constater qu'il ne comprend pas la situation, en Europe et même dans le monde. Il recueille peut-être sur ce point l'approbation des vieux chefs syndicaux à la Jouhaux. Il n'aura pas la nôtre ; ce qui n'a évidemment aucune importance à ses yeux. Mais ce qui a de l'importance, c'est qu'il n'y aura pas d'Internationale tant qu'il n'y aura pas un esprit, une idéologie internationaliste, le sentiment que les ouvriers de tous pays, de toutes races, de toutes couleurs sont frères.

Foin de la lutte de classes ? Le mouvement empirique des travailleurs américains ne la mène pas trop mal depuis quelques années. Que l'expérience se poursuive pendant une période et l'on verra si le fait n'engendrera pas l'idée.

Brown s'est-il figuré par hasard, lorsqu'il dit ne pas vouloir de Quatrième Internationale, que nous identifions l'Internationale politique fondée par les trotskystes et appelée Quatrième Internationale avec une Internationale syndicale des quatre continents ? Il y aurait de quoi rire.

Il ne s'agit pas de savoir comment nous nous représentons, nous syndicalistes révolutionnaires, l'Internationale syndicale véritable. On ne nous demande pas notre avis, je le sais bien ; je vais tout de même donner le mien, si démodé et ridicule qu'il soit.

On ne fera pas une Internationale syndicale en l'adossant au plan Marshall. La conférence de Berne est un fichu berceau. Pas plus qu'en l'adossant à l'O.N.U., à son Comité économique et social et au Bureau international du Travail. Une telle Internationale syndicale fera tout, excepté son propre travail. Elle ira parader, discourir, partout ; elle fabriquera en série des petits et des gros Saillant. Elle ne remplira pas sa propre tâche. Dans le meilleur cas, je veux dire dans le cas où elle ne fera pas la tâche de ses ennemis, gouvernements et bourgeoisie, elle se conduira comme le paysan toujours fourré à la foire, à la chasse ou à la pêche, et qui ne s'occupe pas de ses bêtes et de ses champs. Le toit de sa ferme s'effondre vite. Il en sera de même, Brown, du toit de votre Internationale.

Une autre difficulté pratique semble difficile à résoudre. Comment incorporer à l'Internationale les Secrétariats professionnels internationaux ? Cette difficulté serait vite surmontée si l'on voulait jeter un coup d'œil sur la structure de l'ancienne C.G.T., celle de 1906, et s'inspirer de son exemple. Elle était formée de deux sections, l'une des Fédérations, l'autre des Bourses ou Unions départementales, qui se réunissaient soit séparément soit ensemble. Pourquoi l'Internationale syndicale ne comprendrait-elle pas ses deux sections : l'une des C.G.T. nationales, l'autre des Secrétariats professionnels internationaux ? Les deux sections s'habituant à travailler ensemble, s'épaulant mutuellement, échangeant renseignements et expériences, faisant face ensemble aux besoins de propagande et d'action internationale.

Certes, dans l'Internationale, la Section des C.G.T. nationales aurait des dimensions énormes. Qui l'empêcherait de se scinder en sous-sections par continent, ayant chacune un représentant au secrétariat ?

Je ne me fais pas d'illusions et je ne suis pas ambitieux. Il est certain qu'il ne sortira pas de Bournemouth l'Internationale syndicale de nos rêves. Je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'elle ne soit pas une Internationale réformiste bouffie de suffisance, passant son temps en salamalecs et en prosternations à l'Ouest et à l'Est. Si elle fait du travail syndical réel, si elle mène ce vaste travail d'enquêtes, d'information et d'éducation qu'envisage Jean Mœri ,le secrétaire de l'Union syndicale suisse, les révolutionnaires y trouveront largement leur compte. Et, pour notre part, nous ne lui marchanderons pas notre effort.

Puisse-t-elle prendre un autre départ que F.O. Puisse-t-elle mieux tenir le coup devant les staliniens et, aussi, devant les événements.

**BRAVO, KRAVCHENKO !**

Le procès Kravchenko n'est pas fini. Il est encore probablement assez loin de sa fin. Peut-être même les scènes les plus révélatrices et les plus décisives ne se sont-elles pas produites. Je ne veux pas atten-

dre la fin des débats pour faire quelques remarques.

En septembre dernier, nous avons montré « Action » se faisant grossièrement le porte-parole du Guépéou. à propos de l'assassinat de Trotsky .Cette fois, pour l'affaire Kravchenko, le Guépéou a choisi les « Lettres Françaises ». Aragon, qui l'a chanté avec plus d'enthousiasme encore qu'il n'en mettait à compisser le drapeau tricolore, ne pouvait lui refuser ça.

Le Sim Thomas, mystérieux et non présentable, qui accusa Kravchenko d'être à la solde de l'O.S.S. américain, n'est évidemment qu'un porte-plume du Guépéou. Wurmser et Morgan ne sont pas dégoûtés de se substituer à lui.

« Nous avons aussi **nos** libertés », disait l'autre jour Wurmser. En la circonstance, on voit surtout **leurs** servitudes.

Lorsqu'on apprit que Kravchenko poursuivait les « Lettres Françaises » devant un tribunal français, un ami, qui connaît bien la Russie et l'Amérique, déclara: « Kravchenko va venir se faire assassiner en France. »

Ignorance du danger ? Ou son mépris ? Il fallait du courage, du courage physique et du courage moral, pour risquer l'aventure. Kravchenko montrait déjà et il l'a confirmé durant les débats qu'il ne manquait ni de l'un ni de l'autre. Ce sont des choses assez rares pour qu'on les salue au passage. Le courage physique ça se voit encore. Mais le courage moral, ça se rencontre beaucoup moins. C'est curieux que ces temps derniers nous en aient fourni deux échantillons : Garry Davis et Kravchenko. Bénissons les dieux. Si cela pouvait être un présage !

Kravchenko n'a-t-il pas surestimé la liberté et la justice de nos pays, de notre pays surtout ? La France bénéficie encore dans le monde d'une réputation que nos ancêtres ont peut-être méritée. Hélas ! leurs descendants, nous en sommes parfaitement indignes.

Au cours de son procès, à Moscou, Zinoviev, à un moment, se tournant vers les journalistes étrangers, eut un geste émouvant, comme pour leur dire : « Enfin, vous ne pouvez pas avaler ça, vous autres ? »

Eh ! oui, nous pouvons avaler ça, nous aussi. Pas un, parmi ces journalistes de divers pays, dont pas mal d'Américains, ne répondit à l'adjuration de Zinoviev, soit qu'il ne comprit pas, soit qu'il ne voulut pas comprendre. Ces journalistes étrangers, si le gouvernement russe leur avait fait présenter, comme le gouvernement hongrois l'a fait après le procès Mindszenty, une attestation que toutes les formes légales de la justice avaient été observées, l'auraient probablement signée sans rechigner. Ils l'ont peut-être fait à l'époque.

Ces journalistes étrangers à Moscou, comme ceux qui étaient à Budapest, ne sont pas plus lâches ni plus imbéciles que leurs compatriotes. Ils sont simplement aussi imbéciles et aussi lâches. Le crédit fait à l'Ouest, nous ne le méritons pas ; nous ne le méritons plus. Dites à l'Ouest... L'Ouest comprend-il encore quelque chose ?

Vous avez vu ce défilé de témoins cités par la défense ? Cet agrégé Baby qui a solennellement débité ses babyneries. Ce monsieur, qui ne connaît rien de la Russie, qui y a vécu quelques semaines, baladé par l'Intourist, veut apprendre la vie russe à Kravchenko. Nous avions déjà vu le phénomène pontifier dans les Congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement et montrer de quelle morgue sont capables certains de ces messieurs les agrégés. Ce professeur d'histoire illustre étonnamment ce que j'ai dit quelquefois, qu'un professeur d'histoire n'est pas de ce seul fait un historien. Ce Baby est visiblement bouché à l'histoire.

Et le professeur Nicolle ? J'ignore s'il est digne de son père, s'il est dans sa partie véritablement un savant. Il se permet en tout cas de trancher, hors de sa partie, avec une légèreté criminelle. Serait-il de ces fils de bourgeois qui par désaffection ou haine de leur milieu se lancent dans les milieux révolutionnaires en trouvant tout beau, tout merveilleux. Ils marchent dans la merde, dans le sang, en disant : comme c'est magnifique ! Ils contemplent Staline la veille ou le lendemain du jour ou le tigre a fait des siennes : est-il délicieux ! Ils prennent avec ravissement le fascisme pour du socialisme. Jusqu'au jour où ils s'écroulent en larmes et regagnent le giron bourgeois.

Avez-vous vu Zilliacus, ce député de l'extrême-gauche travailliste anglaise ? Bien sûr, le régime là-bas ne vaut pas notre régime bourgeois, mais il est bon pour les Russes. Les Russes ceci, les Russes cela. Zilliacus, agent de renseignements anglais en 1918, a vu ce qui a été fait alors contre la Révolution russe par les gouvernements d'Europe. Il a été justement indigné. Comme nous, à l'époque. Mais la Révolution russe de 1918 ou de 1920 n'a rien de commun avec le régime de 1949. La Révolution française était tombée entre les bras de Napoléon. La Révolution russe est tombée dans les bras de Staline, et c'est pire. Quel drôle de socialisme peut bien professer Zilliacus pour n'avoir pas un haut le cœur devant l'exploitation des ouvriers et des paysans russes ?

Wurmser a résumé sa pensée sur « J'ai choisi la liberté » en disant : « Le roman de Kravchenko est un ramassis d'invraisemblances et d'impossibilités. »

En fait de romans, je crois que ceux que l'académicien russe Trahénine a écrits pour chacun des témoins mobilisés par le Guépéou pour venir écraser Kravchenko sont des modèles du genre. Dommage pour eux qu'ils sentent moins la vérité que la consigne.

Quant aux invraisemblances et aux impossibilités, c'est le drame de la Russie actuelle que l'invraisemblable, hélas ! soit le vrai et que l'impossible ait fini par devenir le possible.

Le mérite de Kravchenko, c'est précisément de l'avoir démontré une première fois par son livre et de le démontrer de nouveau devant un tribunal français.

Plus que son propre honneur, c'est le peuple russe ouvriers et paysans, qu'il défend.

Je ne puis que lui crier : Courage, Kravchenko !

**POUR NOS CHAMPIONS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE**

Le hasard a apporté sur ma table une brochure : **la Presse derrière le rideau de fer,** publiée par l'Union des journalistes libres de l'Europe centrale et orientale.

Cette brochure fait le tableau lamentable de la presse en Biélo-Russie, dans les Etats baltes, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Ukraine et en Yougoslavie. Le tableau confirme absolument les renseignements sur la Pologne que m'avait fournis Zaremba.

Ehni et Largentier, ces valeureux champions de la liberté de la presse, liront évidemment avec intérêt l'appel suivant lancé par l'auteur du chapitre de cette brochure relatif aux Etats baltes :

> « Le 13 novembre 1948, Paris restait sans quotidiens, car c'était la « grève des journaux », en signe de protestation contre la saisie de « Ce Soir » et de « l'Humanité ».
>
> » Peut-être, par esprit de solidarité, serait-il possible à la presse et aux journalistes de tous les pays libres de dire quelques mots sur ce qui se passe derrière le rideau de fer et en particulier sur les conditions d'existence des journalistes et des journaux.
>
> » Peut-être même pourrait-on songer à une « grève des journaux » en signe de protestation contre la suppression totale de la liberté de la presse dans les Etats baltes et dans tous les pays où, avec « les tanks soviétiques arrive la liberté », selon la conception soviétique. »

Sans nul doute, Ehni et Largentier vont se hâter de répondre à cet appel.

**Pierre MONATTE.**

# *Chronique ouvrière italienne*

# PARALLELE ITALIE-FRANCE

La situation demeure mouvante : grèves, agitations, protestations, « non collaboration », plan Marshall, et même le Grec Markos... L'important, c'est de maintenir les eaux agitées, grosses, furieuses, tempétueuses, même si elles iront finir dans une verre d'eau.

Ce sont les mêmes agitations qui convulsionnent la France comme l'Italie, sous le contrôle plus ou moins camouflé du parti communiste. On ne peut pas, il n'est pas possible de parler du mouvement ouvrier, en ignorant ou en omettant l'œuvre qu'accomplit ouvertement ou sournoisement le P.C.I. L'ombre du Kremlin se projette partout.

La différence qui peut exister entre ce qui se passe dans le camp syndical italien et ce qui se déroule en France se résume à ceci : dans la patrie de Voltaire le P.C. est plus mûr, il dispose d'hommes qui, sans être des aigles, sont bien supérieurs aux leaders italiens.

Il y a la tradition de la C.G.T., colonisée depuis longtemps ; il y a quantité d'écrivains, de littérateurs et de porte-plume. Cela n'existe pas en Italie. Ici tout se concentre en Togliatti et en Di Vittorio. D'autres noms existent, mais ils désignent des hommes qui furent dans l'opposition, et dans la confraternité kremlinienne ; c'est suffisant pour entretenir la suspicion.

En Italie, le P.S.I. (Nenni) est à la remorque du P.C. En France le parti socialiste est sur l'autre rive. En Italie le gouvernement De Gasperi possède une majorité absolue — 307 voix — telle qu'aucun gouvernement n'en a jamais bénéficié depuis que le pays s'est constitué en nation.

**AGITATION ET GREVES**

Tout concourt à provoquer l'agitation parmi les masses. Les industriels, les diverses fédérations patronales ont le vent en poupe. Ils provoquent effrontément, et comme l'homme est l'animal le plus adaptable qu'il soit, il s'adapte à tout : au fascisme, à la guerre, à l'agitation permanente, **laquelle finit par ne plus impressionner personne.**

Les cotisations syndicales, qui jusqu'au retrait des démo-chrétiens étaient retenues par les entreprises et versées par celles-ci aux unions locales et aux fédérations d'industrie (comme sous le fascisme), ne sont plus obligatoires. En conséquence, la propagande dans les boîtes qui jusqu'à présent se menait officiellement (encore une coutume gérarque) n'est plus tolérée aujourd'hui. Les militants ne peuvent plus prendre la parole à l'intérieur des usines sans le consentement des propriétaires.

**LA SCISSION PROGRESSE**

Après avoir créé la Libre Confédération Générale du Travail Italienne (L.C.G.I.L.), dont le secrétaire est le député Giulio Pastore, ancien secrétaire de la Confédération Di Vittorienne où il représentait le courant démo-chrétien, les démocrates chrétiens ont proclamé aux quatre vents que leur organisation n'était pas à caractère confessionnel — c'est là un mensonge solennel — et se sont mis à créer les organisations de base de l'écusson croisé.

Partout surgissent comme champignons après l'averse les sections démo-chrétiennes. L'A.C.L.I. (Association Catholique des Travailleurs Chrétiens) leur fournit les cadres et les locaux. Mais on ne peut encore dire exactement ce que les démocrates chrétiens représentent dans les faits.

Ils ont créé leurs fédérations professionnelles et sont parvenus à obtenir, bien qu'au début Di Vittorio, Bitossi et Santi y fussent nettement et résolument opposés, à obtenir pour eux-mêmes le droit de discuter — à égalité de conditions et de pouvoirs — les nouveaux contrats de travail et les éventuels problèmes syndicaux avec les patrons.

Nous assistons à un spectacle édifiant ; les industriels se présentent unis et compacts, formant un bloc homogène ; les travailleurs sont représentés dans l'imbroglio des contrats et des conflits par les porte-parole de deux organismes, lesquels ont tendance à se rendre la tâche difficile, à se combattre. L'armée ouvrière actuelle est divisée en deux tronçons, chacun d'eux aiguisant les armes pour se bagarrer contre l'autre, alors que les industriels se réjouissent et font ce qu'ils peuvent pour entretenir et favoriser la scission ouvrière.

**CHEZ NOUS, A LA CONFEDERATION**

Après que les démo-chrétiens ont été partis ou qu'ils ont été chassés, l'union et la paix dans les rangs des confédérés ne sont pas revenues. La polémique continue : Parri Enrico, du parti républicain italien ; Canini Giuseppe, du parti socialiste des travailleurs, vice-secrétaires dans la Confédération de Di Vittorio, se sont substitués à Pastore et à Rubinacci... et la polémique qui divise continue

Actuellement la pomme de discorde est fournie par la « non collaboration », qui pour les social-communistes est la pierre de touche, l'arme de demain pour les travailleurs, alors que pour Parri et Canini, c'est le sabotage de la production organisé par les social-communistes contre le gouvernement dont ils ont été rejetés... et dans lequel ils voudraient bien rentrer.

C'est ensuite, dans les deux partis cités plus haut, les courants favorables à la sortie de la Confédération générale du Travail. Il y a quelques jours, dans l' « Umanità », le député Nino Lazzoni, ancien organisateur socialiste de la Confédération, avant le fascisme, et un des secrétaires des travailleurs de la terre, déclarait qu'il n'y avait aucune possibilité d'accord avec les communistes et proposait le départ de la Confédération.

Au congrès des groupes d'Action sociale (Parti républicain) faisant partie de la Confédération, une forte minorité — parmi laquelle Randolfo Pacciardi — se prononçait pour la sortie de la Confédération, alors que Parri et d'autres penchaient pour demeurer dans la « maison » — et ils eurent la majorité — dans l'attente du développement de la crise confédérale, crise désormais latente et pourrissante.

**SUR L'AVENTIN**

Entre-temps, il se trouve des organisations qui pour maintenir l'unité à la base, dans leurs syndicats et dans leurs fédérations, se déclarent autonomes, et ont retiré ou suspendu leur adhésion à la C.G.I.L. de Di Vittorio, sans adhérer à celle de Pastore.

La marche sur l'Aventin a commencé avec le Syndicat national des Ecoles moyennes, qui groupe les maîtres de toute l'Italie.

La démocratie chrétienne disposait de 21.935 voix, sur un total de 38.263, mais elle n'osait proposer le départ de la Confédération, décision qui aurait exigé 68 % des voix. La démocratie chrétienne proposa la suspension de l'adhésion à la C.G.I.L et l'autonomie, en attendant qu'un prochain congrès réexamine la situation. Le scrutin donna les chiffres suivants : pour l'autonomie et l'indépendance du syndicat : 27.312 voix ; pour maintenir l'adhésion à la C.G.I.L. : 9.391.

Le Syndicat national des Ecoles moyennes se retira donc sur l'Aventin, suivi aussitôt par le Syndicat national des Banques.

La démocratie chrétienne poursuit entre-temps la constitution des diverses fédérations professionnelles. Le vent scissioniste souffle. Il n'y a qu'un groupe de vieux militants qui tente de refaire l'unité prolétarienne sur la base de l'indépendance absolue de l'organisation par rapport aux partis politiques, de la neutralité en matière électorale, du rejet du cumul des mandats syndicaux et politiques : on ne peut être à la fois député et secrétaire confédéral, fédéral ou syndical.

Je vous tiendrai au courant.

**L'HOMME DE LA RUE.**

(Rome 10-1-1949.)

# Le Carnet du "Civilisé"

## LA CASSURE DATE D'UN AN

## *Coup d'œil sur la nouvelle centrale syndicale*

Où en est la nouvelle centrale syndicale après un an d'existence ? C'est la question que beaucoup d'entre nous se posent en ayant quelques difficultés à répondre. Aussi, dans une dernière commission exécutive confédérale avais-je demandé que soit établi, pour les militants, un mémoire faisant ressortir, par **fédérations** et **unions** l'état approximatif du mouvement ; succès et échecs, espoirs et craintes, auraient permis de faire le point. Mais j'ai commis un crime de lèse-bureau confédéral en proposant que cette étude soit faite par une équipe de camarades volontaires. N'a-t-on pas interprété aussitôt qu'il s'agissait de faire surveiller ledit bureau par des gendarmes ?

Cette proposition n'a guère eu d'écho et finalement s'est terminée par l'accord donné à Neumeyer pour « enquêter » sur le nombre de cartes et timbres délivrés !

Pourtant, n'est-il pas indispensable, dans les moments que nous vivons, de savoir où nous allons ? Car les militants qui peinent ont besoin d'autre chose que des slogans de propagande qui vont du « Tout va bien » à « la scission est liquidée ».

La vérité est autre ; avec nos modestes informations essayons d'y voir clair sur le plan des fédérations. Je m'excuse par avance auprès de ceux de nos camarades qui estimeront que le tableau les concernant n'est pas tout à fait exact : je suis certain que la R.P. publiera toutes les mises au point.

### CHEZ LES FONCTIONNAIRES ET LES SERVICES PUBLICS

Chez les **fonctionnaires**, sauf l'Enseignement devenu autonome, la très importante majorité des adhérents est passée à la nouvelle centrale. Sont restés à la C.G.T. : les Douanes actives, les préposés des Eaux et Forêts, à peine la moitié des Cantonniers, le tiers des Postiers. Si les ordres staliniens de former des syndicats **ont été respectés**, les résultats sont très maigres, et il faut de véritables acrobates comme les dirigeants du syndicat des Indirectes pour maintenir cette organisation « autonome » au sein de l'U.G.F.F. A signaler un fait d'une importance exceptionnelle : **Fonctionnaires et Postiers** C.G.T. Force ouvrière ont réalisé une unité de structure au sein d'un Comité interfédéral dont l'autorité ne fera que croître.

La Fédération des **Services publics**, si elle est minoritaire à Paris est largement majoritaire en province.

Aux **Travailleurs de l'Etat** comme dans les **Moyens de Transports**, les débuts ont été très difficiles : l'année 1948 a vu ces organisations se renforcer et si elles sont encore plus faibles que les fédérations cégétistes, leur tenue peut être considérée comme honorable.

Chacun sait combien les staliniens étaient installés dans la corporation des **Cheminots** ; les îlots de résistance du début se sont très largement développés et si la répartition est fort inégale, la Fédération Force ouvrière poursuit son chemin lentement mais sûrement ; elle arrive même dans la période actuelle à mordre sensiblement dans les « tractionnaires ». Les élections à la Caisse de prévoyance ont montré que s'il y avait beaucoup **à faire, si la tâche** était ardue, l'administrateur Tournemaine voyait ses syndiqués faire du syndicalisme « avec leurs pieds ».

**Quelles que soient les difficultés** auxquelles tous nos camarades ont à faire face, je crois qu'il faut reconnaître à notre ami Delsol le bénéfice de les avoir toutes ; la situation au sein du **Gaz** et de l'**Electricité** est trop connue, et on voudra bien reconnaître la situation personnelle dont jouit dans ce milieu le « devenu discret » Marcel Paul. Cette fédération paraît mieux se tenir dans le Gaz que dans l'Electricité ; elle doit compter avec des syndicats chrétiens, lesquels, dans certains coins, ont bénéficié de notre absence pendant la période de démarrage.

Ce tour d'horizon fait sur le secteur important des « Services publics » en général, voyons grosso modo, le secteur privé.

### DANS LE SECTEUR PRIVE

La Fédération des **Employés** peut, à mon avis, sur le plan de la situation générale, se comparer assez bien avec celle des « Services publics » ; minoritaire à Paris, et surtout dans les grands magasins (ce qui explique en grande partie l'unité d'action de décembre dernier) elle est généralement majoritaire en province.

Dans la **Métallurgie**, la situation devient plus difficile à saisir ; certaines régions se défendent bien : Bordeaux, Saint-Nazaire, l'Est par exemple. A Paris, le maintien du syndicat autonome dirigé par Racine n'est pas fait pour faciliter le regroupement alors que la région parisienne demeure celle où l'emprise « communiste » est de beaucoup la plus grande. Dans le cadre d'une conjoncture favorable, cette fédération devrait connaître un large développement.

Chez les **Mineurs** la situation, à plus d'un, paraît surprenante ; on attendait mieux, d'autant plus que les mineurs ayant le plus souffert en novembre 1947, ont été les plus acharnés pour la scission ; mais il semble bien, sur le plan local ou régional, que nos camarades s'accrochent et que de nombreux syndicats vivent. Toutefois, les élections, les grèves dernières ont montré toute l'influence stalinienne, répondra-t-on. La réalité est plus nuancée : il ne faut pas oublier que la proportion d'étrangers et de jeunes (1) est grande, et que les élections ont lieu à scrutin **majoritaire**. Les grèves ont en outre montré, **une fois de plus**, l'importance et le rôle des délégués, dont la très grande majorité est formée des hommes du parti. Il faut reconnaître honnêtement que le bastion réformiste des mineurs a beaucoup perdu de son importance ; nos camarades sont sur la défensive, mais doivent, sans cesse, marquer des points, si le ministre de

(1) Explication de la proposition de loi Deixonne.

l'Industrie et du Commerce ne leur complique pas la tâche.

Le **Bâtiment** et les **Travaux publics**, par leur importance forment une des grandes corporations au premier plan de l'activité économique. Il faut malheureusement constater que la Fédération « Force ouvrière » a, pour le moment, de la peine à s'implanter dans les grands chantiers ; elle est même trop souvent inexistante. Par contre, elle connaît une certaine faveur dans les petites entreprises de province : j'y vois d'ailleurs une explication à la position de son secrétaire, lequel resté fidèle à la fixation autoritaire des salaires estimant que le retour à la libre discussion ne pourra pas être profitable aux ouvriers travaillant en petite équipe ou même individuellement.

L'**Alimentation** se tenant relativement bien voit, selon nos informations fragmentaires, son développement freiné par l'importance numérique de la main-d'œuvre adolescente dans nombre d'usines.

Pour ce qui concerne les autres fédérations, **Textiles, Cuirs et Peaux, Agriculture**, l'année 1949 devrait permettre un développement qu'il serait vain d'imaginer avoir été fait en 1948.

Des chiffres, demandera-t-on ? Je répondrai que dans la situation actuelle, il n'est pas sérieux d'en citer — pas avant le mois de juin.

Il n'est pas possible et il ne serait pas honnête de parler des unions départementales : le hasard des tournées syndicales peut déformer la vue d'ensemble. On retire, en tout cas, une impression d'inégalité dans l'activité et la réussite ; un symptôme réconfortant : plusieurs U.D. font paraître un journal. J'ignore si d'autres revendiqueront ces premières places, mais le Nord, la Gironde, la Loire-Inférieure me paraissent être en tête.

Quelles sont les réflexions que peut amener l'examen de la situation syndicale ? Certains observateurs du mouvement syndical affirment en général :

— la scission est un échec ;

— la classe ouvrière est la grande victime de cette scission.

### LA SCISSION EST-ELLE UN ECHEC ?

Certains émettent ce jugement avec l'autorité que leur donne un examen superficiel du problème. **Certes, elle n'a pas eu le succès qu'on était en droit d'attendre.** Tous ceux qui avaient mis leur confiance dans la lutte pour la libération de l'homme, qui ont horreur des régimes totalitaires, qui sont contre l'abrutissement des propagandes, des slogans, des mascarades, des enrôlements, des disciplines imposées par le haut, voulaient espérer que la classe ouvrière, dans son ensemble, aurait sauté sur l'occasion pour se libérer de ses exploiteurs et de ses charlatans. Mais l'expérience du Front populaire, la guerre, l'occupation, la période euphorique de la libération n'ont certes pas été des moments favorables à une solide éducation syndicale. Par contre, le parti stalinien avec ses cadres, son argent, sa doctrine monolithique, son sens du religieux, a eu tout le loisir de se développer en marge du mouvement syndical traditionnel. Il a pu jouer gagnant, grâce, certes à son organisation et à ses militants dévoués aux ordres jusqu'à être martyrs, mais aussi par l'**insuffisance de préparation** ou de **mordant** des syndicalistes indépendants, par l'**incompétence** ou la **nonchalance gouvernementale**, par le **règne de la peur** qu'il a pu créer dans différents milieux, par sa tactique d'infiltration ; protagoniste de l'unité et de l'union puisque c'est là qu'il peut faire son travail de sape en toute quiétude, disposant de la veulerie de beaucoup, **bénéficiant** de la recherche d'intérêts personnels, et de la complicité « d'intellectuels progressistes » ayant honte d'être bourgeois, ou, comme le dit si excellemment, Joyeux, « le désir féminin de se frotter à la masse », **les hommes de ce parti avaient conquis de solides positions.**

**La scission, imposée par des militants de base, ne pouvait donc présenter que de grosses difficultés.** Si elle n'a pas eu le succès total qu'il aurait été agréable de connaître, il est, par contre, foncièrement inexact de dire qu'elle a échoué. Car la C.G.T., malgré son congrès carnavalesque, avec lancers de papillons, avec ses votes d'unanimité totalitaire, est incapable de mener le jeu ; elle est obligée d'employer tous les subterfuges et est déjà revenue à l'ancienne tactique de l'unité d'action afin de pouvoir redorer son blason.

Le danger reste que l'éclatement n'a pas permis le regroupement complet de tous ceux qui désirent un syndicalisme libre.

Il eût été bon qu'en face du syndicalisme politique se dressât la Centrale des syndicalistes libres, groupés d'ailleurs dans des tendances d'affinité. Au lieu de cela, nous pouvons dénombrer avec **Force ouvrière : la C.F.T.C.,** la **C.N.T.,** le **Comité des Indépendants** (Travail et liberté), la **Fédération des Autonomes,** la **C.G.C.** ; la Centrale R.P.F. semble avoir été évitée, sinon c'était **huit** centrales qui se trouvaient en compétition. Si échec il y a, c'est dans cette diversité des mouvements, dans le **maintien** ou la **création d'organismes** qui risquent de cacher leur faiblesse par des assauts démagogiques.

Disons qu'après la période d'organisation, et de nécessaire décantation, si la centrale Force ouvrière n'a pas réussi à cristalliser l'ensemble des travailleurs désirant des organisations libres, elle est la plus importante, et ses militants devraient avoir le souci d'en faire une maison **largement aérée, où chacun puisse y défendre ses intérêts et ses idées.** Qu'elle ait été ainsi constituée, je ne me donnerai pas le ridicule de l'affirmer ; mais ce que je puis dire, c'est qu'il paraît possible de défendre de telles thèses dans un climat de liberté : ce qui n'est déjà pas si mal et **il n'appartient qu'à nous que l'amélioration soit constante.**

### LA CLASSE OUVRIERE EST-ELLE LA GRANDE VICTIME DE CETTE SCISSION ?

Il serait puéril de nier qu'une telle cassure n'ait pas eu de répercussions sur la lutte ouvrière ; n'est-ce pas cette crainte qui a d'ailleurs retenu tant de militants ? Que dans de nombreuses entreprises le patronat en ait profité pour relever la tête, c'est l'évidence même. Que celui-ci essaie de jouer des syndicats d'une centrale, contre ceux de l'autre, c'est malheureusement exact. Mais rien ne sert de jérémier et ce sont les inévitables inconvénients de la division. **La responsabilité de ceux qui l'ont rendue indispensable n'en est que plus grande** ; et toutes leurs falsifications de l'histoire n'y changent rien.

Ce recul est certes regrettable, mais il n'est pas catastrophique ; on aperçoit des promesses d'unité, en dehors des mouvements staliniens, et la lutte contre un patronat fatigué, restant malgré tout essentiellement individualiste, réserve des possibilités. Tandis qu'il est facile d'apercevoir où était menée la classe ouvrière par une unité de façade : masse de manœuvre contre le plan Marshall, troupe de choc servant à la constitution d'un gouvernement dit « d'union démocratique », c'est-à-dire avec des représentants fascistes à l'intérieur ; tout cela grâce à la tromperie de ceux qui sont depuis longtemps les plus agressifs contre-révolutionnaires pour amener le pays au régime de la « Démocratie populaire ». Nous risquerions de connaître à l'heure actuelle l'épuration, l'augmentation de la durée du travail, le stakhanovisme comme religion d'Etat.

les camps de travail (pardon : de « rééducation ») et le blocage, encore plus dur, des salaires.

Quelle que soit la faiblesse actuelle du mouvement syndical, **sa soi-disant force l'amenait tout droit à l'enchaînement** : faut-il citer ici, à cet égard, le triste exemple donné par la C.G.T. tchécoslovaque ? Notre geste de décembre 1947 a donc évité le pire pour la classe ouvrière, car le pire, **c'est le fascisme, de quelque masque qu'il s'affuble.**

## LE DIFFICILE REDRESSEMENT DU MOUVEMENT SYNDICAL

Mais cela n'a pas été sans entraîner une désaffectation très grande des travailleurs à l'égard de leurs organisations, un malaise et une désorientation évidents. Les tenants de la « Grande C.G.T. » peuvent toujours affirmer et monter en épingle tel petit fait : **il est certain que le kommando est très rudement touché** ; le nombre des « déserteurs » prend des proportions gigantesques ; partout souffle un vent d'économies forcées et d'auto-critiques énergiques ; sauf en exploitant plus ou moins habilement les difficultés inévitables de notre économie désaxée, il paraît bien impossible, après la grève des mineurs, que la C.G.T. puisse lancer une action de très grande envergure comme il lui était loisible de le faire jusqu'ici. Mais ceux qui délaissent la C.G.T. ne rejoignent pas les autres mouvements (1).

## LES RAISONS DE NOTRE FAIBLE ASCENSION

Les raisons de cette abstention et de l'ascension trop faible de notre mouvement sont nombreuses et de fort inégale importance. Tout d'abord, **refus** pour la plupart de « s'engager » dans la pluralité syndicale ; comme c'est plus facile ! **L'incompréhension** d'une très grande masse, **attendant** du syndicat qu'il **donne,** qu'il **fasse,** parce qu'habituée à ce que le **parti** ou la « **C.G.T. qui, seule, défend bien la classe ouvrière** » donne des ordres.

**L'accentuation de la pluralité syndicale** : il est certes important d'avoir quitté la C.G.T., mais je n'arrive pas à comprendre pourquoi des militants ont pris la responsabilité de lancer une « fédération-confédération de syndicats autonomes » ; j'ai suivi, en effet, assez les débats de leur dernière conférence pour constater que tous les propos qui étaient tenus, toutes les idées défendues pouvaient l'être dans la centrale « Force ouvrière » ; la consistance des doctrines élaborées n'était vraiment pas suffisante pour créer un autre mouvement, lequel ne fait que diminuer l'importance de ceux qui essaient de donner une orientation plus virile à la direction confédérale.

Est-il impossible de faire passer les considérations de personne à leur juste place ? Le manque de dynamisme du bureau confédéral est le reproche le plus courant ; il faut être juste et reconnaître que nos camarades ont à faire face à des tâches écrasantes ; toutefois, il est incontestable qu'apparaît une tendance assez fâcheuse à considérer que « nous grandirons parce que nous avons raison », à attendre le résultat des erreurs des autres, à admettre comme inutile toute réponse aux attaques staliniennes. Il faut compter aussi avec les effets désagréables produits par la publication dans la presse de province par tel secrétaire confédéral, articles qui ne s'ajustent pas toujours — et il s'en faut ! — avec l'action menée par nos camarades dans le cadre de leur union départementale.

L'idée bien arrêtée pour certains que la centrale suit la politique gouvernementale compte encore pour beaucoup ; parce que F.O. lançait sa campagne de baisse des prix, le gouvernement ne pouvait qu'appuyer ce programme qui était pour lui celui de la **paresse** et de la **tromperie** : je pense, au contraire, que le plus grand responsable des difficultés de la centrale F.O. est précisément ce gouvernement qui n'a fait que compliquer la tâche des militants et a rigoureusement fait le contraire de ce qu'il annonçait.

Par contre, on entend dire de moins en moins que la centrale est celle du parti S.F.I.O. ; **mais c'est pourtant à cause de beaucoup trop de militants de ce parti que nous connaissons bien des difficultés.** Il n'y a pas de fédération, il n'y a pas d'U.D., où on ne peut citer un ou plusieurs militants, ayant une réelle autorité dans le parti S.F.I.O. et sur le plan syndical qui ne soit resté à la C.G.T. pour des raisons souvent fort diverses, mais où le courage est généralement absent. Par leur présence, ces camarades se portent caution des hommes staliniens et permettent à ceux-ci de dire : « Vous voyez bien que nous faisons bon ménage avec ceux qui ne sont pas des nôtres » (2).

Et chacun sait quel régime de terreur ont fait régner dans les ateliers et chantiers ceux qui sont les défenseurs de nos « libertés démocratiques » ; le tout accentué par la tenaille angoissante de l'éventuel choc des deux blocs, avec la crainte de voir les Russes sur l'Atlantique en un temps record ; il suffit de cela pour que beaucoup s'abstiennent et renoncent à la lutte.

Et quel trouble n'a pas jeté dans les autres corporations le maintien du Livre dans la C.G.T. et le refuge, toujours plus prononcé, de l'**Enseignement** dans l'autonomie ! Outre ce trouble, le mouvement syndical libre est privé de nombreux militants de grande valeur dont l'absence se fait encore plus lourdement sentir en province et dans un mouvement qui repart à zéro.

L'absence d'un quotidien parisien favorable au mouvement Force Ouvrière pèse durement ; il y aurait beaucoup à dire sur la façon de présenter les informations de « Franc-Tireur » et autre « Combat ».

Prétendre donc que tout va bien serait absurde ; mais croire pour cela que le syndicalisme libre ne remonte pas la pente est encore plus absurde. Quels sont les militants avertis qui pouvaient imaginer que notre route ne serait pas hérissée des pires difficultés ? En face de nous, trois adversaires : le **parti, l'Etat,** le **patronat.**

Etat et patronat sont de vieilles connaissances même s'ils ont évolué ; l'**Etat** est devenu plus monstrueux, plus tentaculaire, plus « social », plus « économique », plus interventionniste dans les revendications ouvrières.

Le patronat est devenu moins combattif (compréhensif même, dans certain de ses éléments), plus malthusien, plus « fonctionnaire », moins important dans ses activités générales.

Quant au parti, nous l'avons vu à l'œuvre dans nos syndicats : disposant de moyens financiers énormes, de cadres nombreux et dévoués, il polarise les jeunes énergies. Il est l'Eglise, la doctrine étant sa religion ; ses militants sont des croyants ou des fanatiques qui remplissent aussi bien les fonctions de chefs que celles de martyrs ; leur formation va de l'école à la mêlée en passant par le noviciat.

On a réussi à tuer tout esprit critique en eux, et ils considèrent comme la plus infâme des calomnies d'être accusés de participer à la plus grande escroquerie contre-révolutionaire : pour eux socia-

(1) A noter toutefois que la C.F.T.C., dans une certaine mesure, a bénéficié, au début, de cette fuite de la C.G.T. du fait que le mouvement Force Ouvrière a dû s'organiser.

(2) A signaler d'ailleurs que la grande tactique pour les « tsaristes » est de laisser la place aux « cryptos » ou aux membres du « P.S. unitaire » ; de fort honorables carrières pourront être ainsi faites où la servilité remplacera utilement le caractère.

lisme = U.R.S.S. Et tous les problèmes sont réglés. **Et ils sont forts de la force qu'on leur prête ; elle est le plus souvent faite de notre faiblesse.**

A cela les uns opposent leur bonne volonté réformiste, les autres leur langage ou leur esprit révolutionnaire, les uns et les autres, leurs actes mi-réformistes, mi-révolutionnaires groupés dans des organisations différentes ; le point de ralliement reste le respect de la personne humaine dans un socialisme antiétatique.

N'empêche que tous ces militants ne sont pas des religieux ; s'ils trouvent dans le syndicalisme une honnête activité, ils doivent constater que faisant appel à la raison, à l'intelligence, à la lutte permanente de l'individu, mais admettant les limites de l'homme, ils laissent de côté tout un domaine passionnel ou la foi et la religion ont encore tant d'importance pour une grande partie de l'humanité.

Le chemin choisi est donc le plus difficile, le plus ingrat, et les armes sont inégales ; il suffit de ne jamais l'oublier dans l'action quotidienne .

Roger LAPEYRE.

# SCISSION INTERNATIONALE ET AUTONOMIE NATIONALE !

Dans l'**Ecole libératrice** (organe du Syndicat national des Instituteurs), du 27 janvier 1949, Aigueperse — secrétaire général du syndicat — consacre son leader à la scission de la Fédération syndicale mondiale. En voici les causes, d'après lui :

**Il est évident que l'action des syndicats soviétiques comme celle des syndicats des pays de démocratie populaire est liée à celle des partis politiques au pouvoir et par conséquent à celle des gouvernements.**

**Les membres de la majorité de la F.S.M. accusent, à leur tour, la minorité d'être au service du capitalisme et des gouvernements réactionnaires et de pratiquer un anticommunisme systématique. La voie dans laquelle se sont engagées les organisations américaines, le rôle qu'elles ont joué sur le plan électoral et sur le plan politique, permettent, en effet, de douter de leur indépendance réelle.**

Mouvement balancé, conforme aux règles de la rhétorique comme de la gymnastique hébertiste. Un coup à gauche... un coup à droite. Et l'on se maintient sur la position d'équilibre, d'impartialité et d'autonomie.

Le malheur c'est que ce raisonnement d'apparence si clair est un modèle de confusion en ses éléments de base.

Les syndicats américains eurent-ils raison d'intervenir dans la bataille électorale ? Il s'agissait de provoquer l'échec des responsables de la loi antisyndicale. A plusieurs reprises, les syndicats de fonctionnaires français ont usé de ce moyen de pression sur les parlementaires — en menaçant de représailles électorales ceux qui votaient contre les revendications des fonctionnaires.

Lorsque Lavergne — dans l'organe officiel de la Fédération autonome de l'Education nationale — se félicite d'une consolidation du front laïque qui « **ouvre une trêve, tout au moins sur le plan de la laïcité, entre deux grands partis trop portés à se combattre sans aménité** », n'intervient-il pas — au nom de l'organisation syndicale — sur le plan politique et parlementaire ?

Aigueperse — longtemps responsable d'un grand syndicat de la C.G.T. — a-t-il oublié que de 1936 à 1939 — puis de 1944 à 1948 — avec son consentement et son approbation, la C.G.T. toutes tendances réunies (à l'exception d'hérétiques impénitents comme nous) a joué sa partie dans le concert des groupements purement politiques ? Opérations discutables, dangereuses, déplorables. Mais quand on les a tolérées, quand on les entreprend chez soi, on ne doit pas se montrer trop sévère à l'égard des autres.

Au reste, l'essentiel n'est pas là. Car il ne s'agit pas ici d'action et de tendances — mais de l'organisation elle-même, de sa structure et de son esprit. Les syndicalistes purs ont toujours été isolés dans l'Internationale... entre les Trade-Unions, construisant une machine parlementaire se prolongeant aujourd'hui en gouvernement travailliste ; les syndicats américains dont la conscience de classe ne s'affirme guère (ce qui ne veut pas dire qu'ils ne mènent pas d'action de classe) ; les syndicats du continent européen liés organiquement à des partis politiques ou même longtemps soumis à la règle du « trépied » (parti, syndicats, coopératives). Mais jamais cet isolement ne motivait — à lui seul — une scission organique. Au contraire, jamais avant 1939, les syndicats de toutes tendances n'ont admis — même de simples rencontres — avec les corporations fascistes ou le Front du Travail hitlérien. Les syndicats de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires » peuvent-ils déterminer **librement** leur orientation et leur action, choisir **librement** leurs représentants ? Les trois tendances représentées au bureau du syndicat des Instituteurs pourraient-elles s'opposer **librement** au sein du syndicat de l'Enseignement soviétique ? Ou ces organisations ne sont-elles que des organes d'Etat, soumis à la dictature d'un parti unique, monolithique et totalitaire ? Dans le premier cas, rien ne justifie la scission. Dans le deuxième cas, rien ne justifie l'unité avec les staliniens, comme rien ne pouvait légitimer le contact permanent avec les hitlériens.

Au congrès de la Fédération internationale des Associations d'instituteurs qui s'est tenue au lendemain de la victoire de Hitler, le syndicat des Instituteurs a rompu brutalement avec le groupement allemand... mis au pas par les nazis. Et cependant c'était — à quelques exceptions près — la même équipe qui le représentait... les mêmes hommes privés de leur esprit, de leur liberté, emprisonnés dans leur uniforme ! Si mes souvenirs sont exacts, Delmas et Marie-Louise Cavalier se révélèrent en cette affaire les plus intransigeants et les plus fermes.

On souhaite à celle-ci et au successeur de Delmas de manifester la même indépendance et la même énergie à l'égard des agents de Staline. Et l'on est bouleversé en apprenant que la Fédération internationale des Travailleurs de l'Enseignement (à laquelle adhère le syndicat national) a adressé un « télégramme d'approbation » (1) à Saillant, secrétaire de la Fédération syndicale mondiale, après le départ des syndicats anglais et américains.

Roger HAGNAUER.

(1) **Le Monde** du 22-1-49.

# Notes d'Economie et de Politique

## Politique

### MOMENT DECISIF POUR L'AVENIR DU MONDE

Le gouvernement de Nankin s'est enfui à Canton, à l'extrême sud de la Chine ; les troupes communistes bordent, au moment où j'écris, toute la rive nord du Yang-Tse de Nanking à Shanghaï, et le grand fleuve, artère vitale de la Chine, sera peut-être traversé lorsque ces lignes paraîtront. Cependant que ce qui reste des hommes du Kuomintang essaient, désespérément de camoufler la reddition sans conditions à laquelle ils sont prêts, par quelque chose qui ait, vaguement au moins, la forme d'un traité ou d'un armistice.

Autrement dit, la victoire, une victoire totale est dès maintenant acquise aux troupes et au gouvernement de Mao Tse Tung. Il n'y aura bientôt plus qu'à liquider quelques poches, et — chose plus difficile, mais non impossible — à exercer une autorité effective sur toutes les provinces de ce vaste pays, y compris le Seu-Tchouan, y compris le Yun-Nan, mais peut-être à l'exception de la Mandchourie, laissée, avec un camouflage quelconque, sous le contrôle de la Russie.

C'est là un événement fondamental, non pas seulement pour ce qui concerne la vie intérieure de la Chine, non pas seulement pour ce qui a trait à l'équilibre des forces dans l'Extrême-Orient, mais pour ce qui regarde l'évolution générale du monde durant les décades, et peut-être les siècles, qui viennent.

La question qui va se poser, en effet, dès aujourd'hui, est celle-ci : libéré de ses landlords et de ses « seigneurs » militaires, le peuple chinois va-t-il se donner une vie propre, poursuivre une évolution indépendante, se créer une civilisation originale et acquérir sa pleine souveraineté politique ? Va-t-il former ainsi, avec, d'une part, ses 400 millions de membres, et, d'autre part, avec les centaines de millions d'autres Asiatiques qui l'environnent et qu'il ne pourrait qu'entraîner dans son orbite, une Puissance de premier ordre, un troisième Géant, d'une grandeur inégale à aucun autre ?

Ou bien, au contraire, la Chine est-elle destinée à n'être, sous son nouveau régime, qu'un simple satellite, un satellite de la Russie ? Liée à celle-ci plus étroitement encore qu'elle ne le fut aux Américains sous le régime de Chang Kaï Chek ; plus soumise, en fait, à l'empire russe qu'elle n'était soumise à l'Europe, sous les empereurs mandchoux, au temps des « Concessions » et des « traités inégaux ».

Selon la réponse qui sera donnée à cette question, la face du monde peut être changée.

J'avais, bien avant la dernière guerre, exprimé l'opinion qu'il y avait, déjà alors, trois candidats à l'empire du monde : l'Amérique, la Russie et l'Extrême-Orient. Quelque temps après la défaite japonaise, un camarade me demandait si je croyais encore à l'avenir de l'Extrême-Orient ; les événements présents se chargent de répondre : trois ans et demi après Hiroshima, une Puissance infiniment plus menaçante pour les Etats-Unis, que ne l'était le Japon de 1940, s'installe à Pékin. Un Etat doué d'un dynamisme qui n'a pas eu son égal en Chine depuis l'époque des Han, un Etat qui apparaît déjà au peuple japonais comme son rédempteur, ainsi que l'indique le million de voix que la victoire de Mao Tse a valu au parti communiste japonais lors des récentes élections, un régime qui est capable de réaliser cette union sino-japonaise qui est la condition nécessaire pour que l'Extrême-Orient puisse devenir rival de l'Occident.

Si cette Puissance se développe d'une manière indépendante, alors nous ne nous serons pas trompés : c'est à trois que se jouera le jeu pour la conquête du monde. Et, dans ce jeu, l'ultime vainqueur risque fort d'être le dernier venu, car c'est lui qui possède les plus grandes réserves : réserves en matières premières, réserves en hommes, et, probablement aussi, réserves de jeunesse, de fraîcheur et d'énergie.

S'il devait en être autrement, si la Chine de Mao Tse devait tomber au rang d'une quelconque Pologne ou d'une quelconque Bulgarie, alors la partie continuerait à ne se jouer qu'à deux. Le seul résultat serait que la puissance du partenaire russe se trouverait renforcée, mais sans doute d'assez peu, car le potentiel d'un peuple, comme celui des individus, ne se réalise pleinement que dans la liberté.

...Peut-être conviendrait-il, avant de terminer cette note, que j'indique quel est celui des deux termes de l'alternative dont la réalisation me semble la plus probable. Mais je ne saurais. Des raisons en faveur de l'une ou l'autre solution sont faciles à trouver, mais je pense qu'aucune d'elles n'est décisive. Elles n'ont trait, en effet, qu'à la surface des choses. Les motifs qui détermineront le peuple chinois à suivre l'une ou l'autre voie seront d'une nature extrêmement profonde, tenant au caractère même de ce peuple et à un complexe de facteurs de toutes sortes qui me semble rebelle à l'analyse. Seul un homme qui aurait vécu depuis de longues années en Chine, ou, plus exactement, au sein du peuple chinois, quelqu'un du genre d'Alexandre Ular par exemple, pourrait hasarder un pronostic.

En tout cas, nous ne tarderons probablement pas à être fixés, car les choses se décideront sans doute très rapidement. C'est dans les moments révolutionnaires que se fixe pour de longues années le dessin général de la ligne d'évolution d'un peuple. L'établissement du nouveau régime chinois est essentiellement une révolution. Ce qu'il fera dans les années, et même peut-être dans les premiers mois de son existence, tracera pour longtemps, pour la Chine et pour le monde, la voie de l'avenir.

### QU'ON NOUS FOUTE LA PAIX AVEC L'ARMEE FRANÇAISE !

Ce pauvre Ramadier s'est fait prendre à parti parce qu'il avait mis en disponibilité deux douzaines de généraux ! Des généraux, a-t-il dit, qui n'avaient pas d'emploi !

Et cependant ce qu'on en a fabriqué des emplois pour les généraux ! Voici, par exemple, un fait que j'ai eu l'occasion de constater récemment par moi-même : autrefois, les territoires militaires du Sud-tunisien avaient tout juste pour chef un commandant; le Sud-algérien lui-même, plus de trois fois grand comme le Sud-tunisien, n'était administré que par un commandant. Eh bien ! aujourd'hui, alors que, contrairement à cette époque, tout est maintenant « pacifié » et « organisé », qu'il n'y a plus qu'une besogne de routine à accomplir, ce n'est plus un commandant, c'est un général qui commande les territoires du Sud-tunisien !

Et ce qui est vrai pour les généraux est non moins vrai pour les officiers supérieurs. Ainsi, dans la même région, à Gabès, où il y avait autrefois une petite garnison de « joyeux », il n'existait alors comme officiers que les officiers de troupe, le plus ancien d'entre eux faisant office de « commandant d'armes ».

Aujourd'hui la garnison de Gabès est extrêmement réduite, on rencontre tout juste quelques goumiers, mais, en revanche, on trouve presque à chaque pas dans les rues un magnifique lieutenant-colonel, qui doit être, je suppose quelque chose comme commandant d'armes et qui, n'ayant rien à faire de plus sérieux, semble passer son temps à surveiller la circulation. Il est souvent flanqué d'un non moins magnifique membre de la « Police Militaire », en grande tenue de bataille, casque, bâton, etc... qui, gravement, lorsqu'une camionnette militaire, par hasard, arrive dans la ville, se tient en quelque carrefour pour lui assurer le libre passage, un carrefour où il passe bien deux douzaines de véhicules par heure ! Il faut bien que le commandant d'armes justifie sa fonction.

Et ce n'est certainement pas là une situation particulière au Sud-tunisien et à Gabès !

Mais, malgré le nombre de milliards que coûte aux citoyens français l'entretien d'un tel parasitisme, ce n'est là, au fond, que des broutilles.

La question importante est celle-ci : à quoi peut bien servir aujourd'hui l'armée française ?

Dans l'état actuel des choses il n'y a présentement pour la France qu'une seule guerre concevable : la guerre avec la Russie. Or, à quoi pourra servir dans une telle guerre une armée où le tiers, au moins, des effectifs vote communiste, et sera donc... du côté de l'ennemi ? Une telle armée est absolument incapable d'offrir la moindre résistance. On en a eu un exemple en mai et juin 40, alors qu'il n'y avait cependant pas le tiers des soldats qui était en faveur du pacte hitléro-stalinien, mais où cependant les partisans de Staline et leurs sympathisants furent assez nombreux pour faire de l'armée française, presque dès le premier jour, une armée en déroute.

L'armée française a donc tout juste aujourd'hui la même valeur que celle des troupes de Chang Kaï Chek, et pour la même raison. Chang n'a jamais pu compter que sur son aviation. Dans une guerre contre la Russie le gouvernement français ne pourrait lui aussi compter que sur l'aviation, et à condition qu'il ait eu le soin d'en sélectionner suffisamment les pilotes et les mécaniciens.

Alors ?

A quoi bon entretenir une armée vouée d'avance à la déroute ?

Supprimez purement et simplement l'armée ! Ayez tout juste une aviation, si vous le voulez, à laquelle vous pourrez même ajouter une paire de régiments de parade chargés de défiler le 14 juillet au son de Sambre-et-Meuse, car il est dangereux de rompre avec les traditions aussi respectables et aussi chères au cœur de M. Prudhomme. Mais, tenez-vous en là !

Vous économiserez ainsi 500 milliards, juste de quoi avoir votre budget en équilibre sans surcharger exagérément la production. Juste de quoi arrêter l'inflation, sans arrêter l'activité économique. Et votre « sécurité » n'en sera pas diminuée d'un pouce ; au contraire !

## LA PILE ATOMIQUE FRANÇAISE NE PEUT QUE HATER LA GUERRE

Jusqu'à hier la possibilité des recherches atomiques à l'échelle industrielle était un monopole anglo-saxon : Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne. Aujourd'hui la mise en service d'une pile atomique en France a fait une brèche, pour la première fois, dans ce monopole. Il y a qu'à lire la presse américaine pour s'apercevoir que les Etats-Unis, au moins, en ont été profondément affectés.

Et ça se comprend !

Il est entendu que la pile construite sous la haute supervision de M. Joliot n'est que de faible puissance, qu'elle ne peut pas fournir des éléments radioactifs en quantité suffisante pour qu'on puisse avec eux construire une bombe ; il n'en est pas moins certain que d'après l'aveu même de ses promoteurs la pile est destinée, entre autres, et sans doute principalement, à faire des recherches dont les résultats peuvent être d'un gros intérêt pour la fabrication des bombes.

Tous les principes scientifiques qui sont à la base de l'explosion de l'atome ont été depuis longtemps publiés et sont maintenant bien connus. Ce qui est tenu secret, c'est ce que les Américains appellent le « know-how », c'est-à-dire le savoir-faire, le tour de main, ou, pour parler plus scientifiquement, la solution de toutes les questions de détail qui se posent dès que l'on passe du principe à la réalisation. Les principes se découvrent et s'élucident au laboratoire; la solution de la multitude des problèmes pratiques qui se posent dès qu'on opère sur des masses plus importantes que celles qui sont manipulées dans les laboratoires, ne peut être trouvée que si l'on opère à une échelle suffisante, au moins semi-industrielle, sinon entièrement industrielle.

Avant la pile atomique qui vient d'être inaugurée les savants et techniciens français ne pouvaient user que du laboratoire, et donc n'y retrouver que les principes, c'est-à-dire ce qu'on connaissait déjà ; désormais ils vont pouvoir s'atteler aux problèmes industriels, découvrir les « know-how ».

Cette perspective ne saurait enchanter les Américains. D'abord, pour une raison générale. Les Français ont une réputation bien établie de ne pas être « sérieux ». Aussi inconstants qu'une belle fille ! On ne sait jamais avec eux où ils en seront demain. Aujourd'hui ils sont avec vous, demain ils peuvent être contre vous ; aujourd'hui ils tiendront rigoureusement secrets les résultats de leurs recherches, demain, pour une raison ou une autre, ils les livreront à tout venant.

D'autre part, à cette raison générale s'en ajoute une autre, très particulière. Les Américains savent aussi bien que nous que le haut commissaire à l'énergie atomique, le grand maître de tout ce qui sera entrepris avec la pile, est M. Joliot. Et que M. Joliot est membre du Parti Czariste Français. Les chances de fuite sont donc exactement de 100 p. 100.

Ce n'est pas la récente déclaration de M. Joliot affirmant qu'il démissionnerait du Parti Czariste plutôt que de livrer les secrets atomiques qui puisse à quiconque donner le change. Bien que l'illogisme et la science fassent parfois bon ménage, il est difficile de supposer que même un savant soit à ce point dépourvu de logique. Puisque M. Joliot est membre du parti russe, c'est qu'il estime que le régime de la Russie est quelque chose d'admirable, tandis que le régime de la France est effroyable, que l'un est autant supérieur à l'autre que le jour l'est à la nuit ; comment alors, ayant la possibilité d'aider le bien à détruire le mal, à aider le jour à triompher de la nuit, pourrait-il hésiter un moment ?

Surtout si, à ce moment, la France est alliée à l'Amérique et qu'en conséquence, s'il a absolument besoin de rassurer sa conscience de « patriote », il lui sera loisible de penser qu'en agissant ainsi c'est contre l'Amérique, et non contre la France qu'il opère, que c'est le gouvernement français qui, ayant « vendu » la France aux Etats-Unis, est « traître », et non lui !

Il est donc impossible de prendre les déclarations de M. Joliot pour autre chose que ce qu'elles sont : l'un de ces mensonges qui ne trompent personne mais qu'on ne peut s'éviter de proférer.

La quasi-certitude où sont les Américains de voir, dans ces conditions, la pile atomique française aider les Russes à construire leurs bombes ne peut évidem-

ment que rapprocher la date à laquelle l'Amérique estime que la Russie pourra fabriquer des bombes atomiques, et donc la date où elle estimera nécessaire de prendre les devants.

### MINDSZENTY ET L'ACTEDRON

L'agence américaine United Press a donné aux journaux une dépêche de son correspondant de Rome du 19 janvier dernier où il est dit notamment :

> *L' « Action catholique italienne » a accusé aujourd'hui le gouvernement hongrois d'avoir usé d'une drogue destructrice de la volonté sur le cardinal Joseph Mindszenty et sur d'autres prêtres pour leur extorquer « des aveux complets ».*
>
> *Dans un article spécial de son quotidien* Quotidiano, *cette puissante armée laïque de l'Eglise catholique décrit l'effet de la drogue « actedron » sur plusieurs personnes et ajoute : « Il est très vraisemblable que le cardinal Mindszenty lui-même a été soumis à ce traitement de la part de la terreur communiste »...*
>
> *L'Action catholique prétend que l'actedron a été employé sur des personnes arrêtées lors du premier procès hongrois de trahison, et elle nomme Valentin Arancy comme l'une de ses premières victimes. Il fut de nouveau employé sur le prêtre Jean Aszialas, de Pocspetri, qui appela le clergé hongrois à dénoncer le cardinal Mindszenty juste avant d'être lui-même exécuté comme traître, après avoir avoué sa trahison...*
>
> *L'article déclare que les personnes arrêtées sont d'abord privées de nourriture durant un certain temps dans leurs cellules, après quoi « pendant une semaine ou deux, les prisonniers reçoivent seulement du poisson extrêmement salé et pas d'eau ». Lorsque la soif est devenue intenable et que la santé des prisonniers commence à décliner, « alors on leur offre de l'eau ou de la soupe. L'une ou l'autre, peu importe, car dans chacune d'elles est dissoute un peu de poudre : le formidable actedron ».*

Si peu de confiance qu'on puisse avoir, en règle générale, dans ce que disent ces « Messieurs prêtres », l'usage régulier du droguage par le Guépéou, dans tous les grands procès politiques, nous apparaît comme hors de doute. Il n'y a point de pays, en effet, autres que ceux soumis au Guépéou, où l'on ait jamais vu, dans les temps modernes, les inculpés avouer toujours leurs crimes et s'accuser eux-mêmes avec une véritable frénésie, quelle que soit leur race, leur caractère ou leurs croyances.

Ça a commencé il y a quelque vingt ans avec cet ingénieur anglais, Ramsine, embauché par les soviets, qui s'accusa d'avoir pratiqué l'espionnage industriel pour le compte de l'Angleterre. Depuis, la comédie s'est poursuivie sans une faille — si ce n'est la rétraction momentanée de Smirnov, avant qu'il ne confesse de nouveau sa culpabilité après avoir été sorti de la salle d'audience. Tout le monde a avoué, aussi bien le général allemand qui s'est reconnu coupable du massacre des officiers polonais de Katyn, que l'ingénieur anglais, aussi bien les catholiques hongrois que les bolchéviks russes.

Une telle unanimité n'a, je le répète, aucun précédent dans l'histoire judiciaire moderne. On trouvera cependant exactement la même au moyen âge et sous l'ancien régime. Tous les procès se terminaient alors également par des aveux. Les aveux les plus invraisemblables. Il n'y a pas une « sorcière » qui ne se soit accusée de choses que, nous le savons bien aujourd'hui, elle n'a pu commettre. Mais comment faire autrement, puisque la torture était répétée jusqu'à ce que l' « aveu » fût obtenu ? Aujourd'hui, certainement, le Guépéou n'use qu'accidentellement de la torture. Nous sommes des « civilisés », que diable ! et nos armes sont bien supérieures. Mais le résultat est identique, et possède juste... autant de valeur. La procédure judiciaire est revenue, en Russie, à ce qu'elle était, il y a des siècles, en Occident ; elle se pratique simplement sous une forme « supérieure ». Bel exemple de dialectique !

Dans tous les domaines, la Russie nous ramène à la « nuit » du moyen âge. Une nuit que les procédés scientifiques fera seulement plus profonde.

——»«——

# Economie

### ECHELLE MOBILE POUR LE PROPRIETAIRE ECHELLE MOBILE POUR LE RENTIER

Deux faits importants dans la vie économique française ont marqué le début de l'année. L'un est la mise en vigueur du nouveau régime des loyers, l'autre est l'emprunt. Le premier intéresse les propriétaires, le second les rentiers. Or il est tout à fait remarquable qu'en ces deux occasions le gouvernement ait accordé, aux propriétaires et aux rentiers, ce qu'il refuse énergiquement aux salariés : une échelle mobile. Non pas, il est vrai, une échelle mobile d'après les prix, car il eût été alors trop difficile de continuer à la refuser aux prolétaires, mais une échelle mobile tout de même — une échelle qui tout de même fera varier loyers et rentes avec la valeur de la monnaie.

L'article 9 du décret du 10 décembre 48 qui détermine les prix de base des loyers décide en effet que :

> *En cas de variation du salaire moyen départemental pris en compte pour le calcul des prestations familiales, les prix de base du loyer ainsi que les prix de base des majorations semestrielles sont, à compter de la première majoration semestrielle qui suit la date de publication de la décision ayant fixé le nouveau salaire, modifiés dans la proportion correspondant à la variation dudit salaire.*

Rien de plus précis et de plus catégorique : les loyers fixés aujourd'hui seront non seulement augmentés d'un cinquième chaque semestre, mais ils seront, en outre, augmentés chaque fois que les salaires augmenteront, et dans la même proportion.

C'est l'échelle mobile des loyers par rapport aux salaires.

Pour l'emprunt c'est encore mieux. Le souscripteur à l'emprunt jouira non seulement d'une échelle mobile, mais d'une échelle mobile à sens unique, une échelle mobile qui ne jouera que dans le sens de la hausse. En effet, si, durant les dix ans qui viennent, l'intérêt de l'argent augmente, et qu'en conséquence l'Etat doive emprunter à plus de 5 p. 100, les porteurs de l'actuel emprunt verront leurs intérêts portés au nouveau taux d'intérêt ; si, au contraire, l'argent devenant « moins cher », l'Etat peut trouver à emprunter, durant cette même décade, à moins de 5 p. 100, les porteurs de l'emprunt continueront à toucher leurs 5 p. 100 !

## DEFLATION EN PERIODE D'INFLATION !

La question des loyers appelle de plus importants commentaires.

Rappelons quelques idées essentielles.

Aucun tour de passe-passe, aucune mesure financière, ou aucune manipulation monétaire, ne sauraient créer de la richesse, ils ne peuvent que la déplacer. Du moment qu'on a besoin d' « argent », c'est-à-dire du moyen de se procurer des biens, vivres, vêtements ou toutes autres marchandises, il faut enlever cet argent à d'autres, à ceux qui en ont, et en réduisant leurs moyens d'acquérir des biens réduire leur consommation.

Or, depuis dix ans, l'Etat français a vu ses besoins d'argent augmenter considérablement, c'est-à-dire qu'il lui faut fournir à une armée de plus en plus nombreuse de soldats, de fonctionnaires, de subventionnés, etc... de quoi s'assurer des biens pour leur subsistance. Il ne peut le faire qu'en réduisant la consommation des autres citoyens.

Mais parmi ceux-ci, il en est une partie qui est constituée par les producteurs ; si on réduit leur consommation au-dessous d'un certain niveau, ils ne voudront plus, ou ne pourront plus, produire. L'Etat ne peut donc se procurer la part supplémentaire de biens dont il a besoin qu'en rognant la part des non-producteurs, de ceux qui ne produisent pas présentement, mais qui, en vertu de leur travail passé ou par tout autre procédé, ont acquis un droit sur une part de la production actuelle : rentiers, retraités, propriétaires, etc...

Ainsi, dès que ses besoins excèdent ce qu'il peut prélever sur les producteurs sans compromettre la production, l'Etat est obligé de réduire, à l'aide de mesures exceptionnelles, la part des biens qui jusque-là allait aux détenteurs de la richesse acquise. L'inflation, c'est-à-dire l'émission de faux billets de banque — qui fait monter les prix — est le moyen le plus fréquemment employé pour opérer cette réduction ; tant qu'elle n'a pas disparu, c'est que l'Etat n'est pas encore parvenu à faire face à ses besoins par des moyens normaux, c'est-à-dire par des impôts prélevés dans une mesure égale sur les producteurs de la richesse et sur les détenteurs de la richesse acquise.

Or, en France, comme chacun sait, l'inflation persiste. Sa cadence n'est même pas ralentie, quoi qu'en prétende M. Petsche, et elle se manifesterait à une allure extrêmement accélérée s'il n'y avait pas « l'oncle d'Amérique », c'est-à-dire si le gouvernement des Etats-Unis ne fournissait pas gratuitement à l'Etat français pour des centaines de milliards de marchandises que celui-ci revend, et s'il n'utilisait pas l'argent qu'il touche ainsi pour le paiement de ses propres dépenses. Ou, pour parler plus concrètement ; s'il n'y avait pas l'oncle d'Amérique qui nous fournit gratuitement des marchandises, la part de biens que reçoivent présentement les détenteurs de la richesse acquise devrait être réduite encore davantage, afin que l'Etat puisse recevoir celle qui correspond à ses besoins.

Eh bien ! c'est dans de pareilles conditions que l'Etat se décide à revaloriser dans une proportion considérable les loyers, c'est-à-dire à remettre les propriétaires en état d'accroître leurs prélèvements sur les biens !

Economiquement parlant, il s'agit là d'une véritable mesure de déflation, car la déflation n'est autre chose que la remise aux détenteurs de la fortune acquise de richesses dont l'inflation les avait expropriés.

C'est donc une mesure de déflation en pleine période d'inflation ! Ou, si l'on préfère, de déflation économique en période d'inflation monétaire !

De plus, étant donné l'échelle mobile dont on les a gratifiés, non seulement les propriétaires vont profiter d'une mesure de déflation, mais ils sont assurés, en outre, contre toute nouvelle inflation.

C'est d'une hardiesse inouïe... à moins que ce ne soit d'une bêtise incroyable !

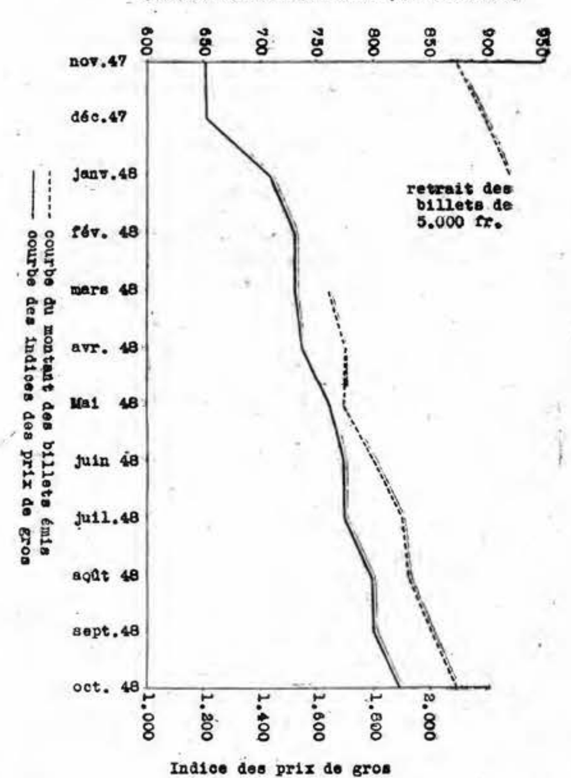
Notons, pour terminer, qu'il est manifeste que cette idée extraordinaire n'a pu être conçue que sous les effets de l'euphorie procurée par le plan Marshall. Mais, dès cette année, la manne américaine va être réduite, et elle le sera sans doute bien davantage l'année prochaine, lorsque la France n'aura plus besoin de vivres américaines. Alors, privé des cadeaux d'Amérique, comment l'Etat français pourra-t-il maintenir le cadeau qu'il vient de faire aux propriétaires ?

Lui faudra-t-il, de nouveau, tendre la main ?

## L'INFLATION ET LA HAUSSE DES PRIX

Pour ceux qui doutent encore que la hausse des prix soit due à l'augmentation des billets de banque (à peu près équivalente dans les conditions actuelles à l'émission de faux billets, ou « inflation ») nous publions ci-dessous deux courbes, celle des prix et celle du montant des billets émis durant les douze mois qui se sont terminés en octobre dernier. Ils verront que ces deux courbes montent en même temps l'une que l'autre, et à la même cadence. Cela, aussi bien avant le retrait des billets de cinq mille, qu'après.




On constatera également qu'après le retrait des billets de cinq mille, les deux courbes sont beaucoup plus rapprochées. Cela provient notamment de ce que nous avons dit dans les R.P. de février et décembre : la diminution de la thésaurisation née des craintes provoquées par le retrait des billets de cinq mille a fait qu'à une même quantité de billets émis a correspondu une plus grande quantité de billets effectivement circulant, donc des prix plus élevés.

**R. LOUZON.**

# Contre la guerre d'Indochine

*L'appel publié, dans notre dernier numéro, sous la signature de Robert Louzon a été entendu.*

*Nous avons pris contact immédiatement avec nos camarades du R.D.R. Une pétition est lancée. Le texte en a été publié dans* Franc-Tireur. *Nous tenons des listes à la disposition de nos amis.*

*D'autre part, les organisations syndicales autonomes de l'Education nationale de la Loire ont pris l'initiative d'un appel qui devrait être largement diffusé.*

*Il faut recueillir rapidement des milliers, des millions de signatures. Une campagne de meetings est envisagée. Tout doit être mis en œuvre pour mettre fin à cette sinistre aventure.*

---

# APPEL

## des enseignants de la Loire

Le 28 janvier 1949.

En plein accord avec la formule de la motion d'orientation générale des congrès F.E.N. et S.N.I. de Pâques 1948 contre les guerres coloniales,

En plein accord avec les buts généraux de pacification internationale poursuivis par les éducateurs de tous les pays, organisant dans le monde entier la journée universitaire et scolaire de la paix, le 1er février 1949,

Les sections de la Loire F.E.N. et S.N.I. autonomes **demandent** que sans attendre l'échance du 15 mars, fixée pour de nouvelles négociations, tout soit mis en œuvre, **afin d'économiser les vies humaines que représente ce mois et demi de guerre parfaitement inutile** (alors que Sa Majesté Bao Daï estime tout ce temps nécessaire à ses tranquilles réflexions),

**demandent que soit concrétisée auprès du gouvernement français** l'aspiration permanente de l'immense majorité des citoyens et des travailleurs de notre pays, et que leur **opposition aux guerres de demain** soit matérialisée par leur **opposition immédiate à la guerre d'aujourd'hui,**

**demandent aux bureaux nationaux F.E.N. et S.N.I.** de répondre aux initiatives de la **Ligue française des Droits de l'Homme**, réclamant une trêve, au moins temporaire, immédiate ; de **Robert Louzon** (l'économiste de **La Révolution prolétarienne** et des **Etudes matérialistes**) préconisant une pétition nationale pour l'arrêt du conflit ; du quotidien **Franc-Tireur** et du R.D.R. (Rassemblement démocratique révolutionnaire) lançant cette pétition, et ceci tout en marquant l'indépendance syndicale absolue des enseignants autonomes à l'égard de ces mouvements, publications ou personnalités,

**demandent aux bureaux nationaux F.E.N. et S.N.I. autonomes,** fidèles à la motion d'orientation générale de Pâques (congrès de mars 1948), d'appeler tous les syndicats et les militants syndicalistes de toutes tendances à participer activement à cette vaste campagne de pétitions pour la cessation des hostilités en Indochine dans le cadre d'un large mouvement d'unité d'action syndicale démocratique pour la paix (Autonomes, C.G.T., C.G.T.F.O., C.N.T., C.F.T.C., cartel d'unité d'action syndicaliste),

proposent à tous les **bureaux des sections départementales** de lancer ensuite dans leurs départements la même campagne de dénonciation effective de la guerre (guerre dans laquelle nous avons notre part de responsabilité en tant que citoyens français), en plein accord avec les décisions des congrès des syndicats enseignants de mars 1948.

Pour que cesse le massacre, et le gaspillage des milliards publics,

Pour que renaissent l'amitié et la confiance entre les peuples libres de France et d'Indochine,

**MOBILISATION SYNDICALE GENERALE POUR LA PAIX.**

**La commission exécutive de la Section de la Loire du S.N. Instituteurs :** Barlet, Bourseire, Mlle Cellier, Chauvy, H. Colomb, Mlle C. Delorme, Duperray, Forissier, Giry, Gonnet, Mme Guilhem, Mlle A. Lafont, Mme Lyotard, Perrin, Romeas, Subrin, Chazelle, Mme Colomb, Franc, Rouays.

**Le bureau de la section de la Loire F.E.N. :** Dolino (Col. Mod.), Dancer, Giraudon (Lycées), Bourgier, Duperray, Perrin, Vieljeuf (Instituteurs).

***

**Envoyez par milliers vos signatures personnelles et celles de vos organisations, quelles qu'elles soient,**

**Soyez des propagandistes ardents, reproduisez et diffusez notre pétition dans les ateliers, les bureaux, les usines ; dans les quartiers des villes, dans les villages les plus reculés, dans les syndicats, les associations, les partis, les amicales ; organisez des permanences.**

***

Retourner les pétitions signées à :

Mlle Renée Cellier, institutrice, 7, rue Montesquieu, Saint-Etienne.

NOTA. — Dans les communes rurales prière de transmettre cette circulaire aux autres écoles du groupe puis au conseil d'administration du sou des écoles.

**Aux secrétaires de sections départementales :** Prière de transmettre une des circulaires au secrétaire de la section départementale F.E.N., une à la Fédération départementale des Œuvres laïques.

# Karl LIEBKNECHT, cet inconnu

Trente ans nous séparent de l'assassinat, par une soldatesque déchaînée, de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Durée largement suffisante pour que l'oubli ait fait lentement son œuvre et que la légende se soit formée sur commande. Rosa et Karl sont donc devenus, dans l'histoire pétrifiée des différents **parti-ismes,** des saints statufiés. On a cherché ainsi à enterrer ce qu'il y avait de durable et de précieux dans l'activité et dans la pensée de ces grandes et vigoureuses figures du mouvement ouvrier international.

Il vaut donc la peine, à l'occasion du trentième anniversaire de la mort de Karl Liebknecht, de laisser parler devant nous l'homme, méconnu et falsifié, le combattant aux vues profondes.

### LA GUERRE ET LE PROLETARIAT

Liebknecht écrivait en 1917 :

« Le prolétariat est terriblement affaibli dans tous les pays belligérants, matériellement et moralement. Les classes possédantes des pays victorieux sont puissamment renforcées, politiquement et économiquement. La plupart des dirigeants ouvriers et une grande partie des masses ouvrières sont, dans les pays victorieux, corrompus jusq'aux moelles, désorientés ou découragés; dans les pays vaincus, désespérés ou en proie au délire chauvin. Le prolétariat est plus incapable d'action, les classes possédantes plus sûres d'elles-mêmes et de leur but que jamais. La solidarité internationale est effroyablement paralysée. **L'excitation des peuples les uns contre les autres est puissamment facilitée, portée même à l'état chronique.** L'impérialisme triomphant, le socialisme discrédité... Le résultat de la guerre n'est pas un zéro, c'est un déficit gigantesque pour le prolétariat. »

Qu'écrirait-il en 1940 de la politique nationale des partis ouvriers traditionnels ?

### OU EN EST LE MOUVEMENT OUVRIER

« Le mouvement ouvrier a été ramené au point où il se trouvait avant 1870.

» Dans chaque pays et au sein de l'Internationale, tout est à recommencer : le travail d'enseignement, l'organisation, l'entraînement à la lutte de classes, la réalisation de la solidarité internationale.

» La création d'une organisation et d'un mouvement internationaux, capables d'entraîner les travailleurs, est une tâche fondamentale qui doit être de nouveau entreprise, dans des conditions plus difficiles que jamais. Tous les bras à l'œuvre ! Travailler, ne pas désespérer ! » (1917).

Sommes-nous aujourd'hui plus avancés ?

### DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Des méthodes d'organisation traditionnelles, Liebknecht dit qu'elles endorment la classe ouvrière dans une confiance mystique inactive, la bercent dans une morne indifférence, paralysent sa capacité et sa volonté de combat. « C'est là le principal danger de tous les systèmes représentatifs pour le prolétariat, la raison la plus impérieuse de faire inlassablement l'éducation des travailleurs, de les mettre en action, de les rendre autonomes, c'est-à-dire de réaliser la démocratie prolétarienne. »

Quelle distance de la démocratie prolétarienne de Liebknecht à la démocratie populaire à cent pour cent des Rakosi, Anna Pauker, etc. !

### BUREAUCRATIE ET PROLETARIAT

« L'organisation est pour la bureaucratie une fin en soi, non le moyen d'une fin révolutionnaire. D'une manière paradoxale, elle est une formation parasitaire de l'ordre social capitaliste. Seule une vraie idéologie peut permettre d'en sortir. Tel est le cercle vicieux dans lequel se meuvent les grandes organisations centralisées avec leurs fonctionnaires régulièrement appointés, et bien appointés relativement à leur niveau de classe antérieur : non seulement elles créent en cette bureaucratie professionnelle une couche bel et bien hostile aux intérêts révolutionnaires, mais elles transforment leurs mandataires en des chefs, et bien souvent en des tyrans, qu'un intérêt violent oppose à une politique révolutionnaire du prolétariat, alors que d'autre part l'autonomie intellectuelle et morale des masses, leur volonté, leur initiative, leur activité propre se trouvent réprimées ou même anéanties. »

### LE REMEDE ?

C'est là un vice contre lequel au point de vue organisation, il n'existe qu'un remède :

« Suppression de la bureaucratie **appointée,** ou tout au moins son exclusion de toutes les décisions, limitation de son rôle aux travaux techniques; interdiction de la réélection de tous les fonctionnaires après une durée déterminée, ce qui permettrait en même temps d'accroître le nombre des prolétaires connaissant la technique de l'organisation; en tout temps, possibilité de révocation, sur l'initiative de la base, pendant la durée des fonctions, limitation de la compétence des instances; décentralisation; vote de la base pour toutes les questions importantes (droit de veto et initiative).

» L'élévation des masses et de tout individu à l'autonomie intellectuelle et morale, à la défiance en face de l'autorité, à l'initiative personnelle résolue, à la capacité et à la volonté d'action libres, d'un point de vue général, la seule base sûre pour le développement d'un mouvement ouvrier égal à sa mission historique est, plus particulièrement, la condition essentielle pour l'élimination du danger bureaucratique. »

### INTERVENTION DE LA FORCE EXTERIEURE

Liebknecht repousse l'intervention politique de la force extérieure :

« Le succès que le prolétariat obtiendrait éventuellement de cette manière ne serait pas le succès de sa propre force, ne serait pas le succès d'une aide révolutionnaire. Il s'effondrerait bientôt dans la honte et ferait reculer le mouvement révolutionnaire en deçà de son point de départ. Les méthodes astucieuses de la diplomatie secrète, au langage double, la politique insidieuse des cabinets est interdite au socialisme. Son trésor le plus précieux: c'est la confiance des travailleurs en l'honnêteté, en la rectitude, en la pureté de sa politique. La source de cette confiance est la franchise et la simplicité, la vérité et la clarté intérieures et extérieures. »

### LA POLITIQUE DE L'INTERNATIONALISME

« Les fins de la politique extérieure du socialisme doivent être socialistes; ses moyens aussi...

» Les moyens de la politique extérieure du socialisme sont les différentes formes et méthodes de la lutte de classe.

» Pas plus en matière extérieure qu'en matière intérieure il ne peut y avoir de moyen de politique socialiste qui soit en dehors de la lutte de classe. »

Nous voilà loin de la propagande antiboche du P. C.

**LES RACINES DE LA GUERRE**

« Quel est le contenu des contradictions qui jusqu'ici ont conduit à la guerre et y conduiront toujours aussi longtemps qu'elles subsisteront ? La concurrence mondiale capitaliste entre les divers systèmes impérialistes autour des richesses de la terre (matières premières, main-d'œuvre, débouchés, territoires d'exploitation, etc.).

» Supprimons donc cette concurrence capitaliste. Faisons des richesses de la terre l'affaire commune de toute humanité. Remplaçons la société capitaliste, qui divise le genre humain en classes et en hordes de brigands s'entredévorant, par la société socialiste, qui rassemble et réconcilie l'humanité. »

**MORALE DE BANDITS, HIER ET AUJOURD'HUI**

Liebknecht, révolutionnaire prolétarien allemand, s'éleva contre la morale de brigands des impérialistes allemands :

« Ils commandent et décident en Ukraine et ailleurs, plus cruellement qu'en pays conquis, économiquement aussi bien qu'en matière de politique extérieure et intérieure. Ils pillent, assassinent, jugent, pendent, s'implantent, tracent les frontières, décident du sort des territoires ou de leurs habitants qui comme les paysans ukrainiens se défendent désespérément contre les réquisitions. »

Un Liebknecht russe devrait aujourd'hui transcrire ce texte avec la même indignation en y remplaçant seulement Ukraine par Pologne, Hongrie ou Roumanie. Il en viendra lui aussi à conclure que « l'oppression militaire est une base sur laquelle rien de durable ne peut être édifié ».

**VIEUX SLOGANS**

En mai 1918 Liebknecht écrit :

« Les présents événements à l'Est imitent beaucoup le passé. » (Il fait allusion à l'action allemande.) Il cite, à cette occasion, des plébiscites et des referendums, les cinq « plébiscites » que les deux Napoléon utilisèrent pour déguiser leurs divers coups d'Etat césariens.

Il rappelle de même la fondation des républiques fantômes, comme les républiques cisalpine (italienne), helvétique, ligurienne (gênoise), batave (hollandaise) par Napoléon, qui fit ratifier par le plébiscite des populations ces créations politiques.

La situation est-elle différente à l'Est aujourd'hui, avec ces plébiscistes et ces referendums à cent pour cent des voix (Ukraine occidentale, républiques baltes, etc.) ?

Le mot d'un historien allemand cité par Liebknecht n'est-il pas encore valable aujourd'hui ? « En de telles circonstances, il se trouve partout un peuple ou une populace pour acclamer le vainqueur. »

**LA TACTIQUE**

« Nous ne voulons pas être les représentants du principe contemplatif, mais du principe d'action.

» La force de reconnaître les limites des possibilités pratiques ne nous fera nullement défaut. Mais nous manquons le plus souvent de force pour chercher à pousser le développement de chaque moment jusqu'à la réalisation de la possibilité extrême. Ce qu'on ne peut faire qu'en s'assignant un but situé bien au delà de cette possibilité extrême. Le possible n'est accessible que si l'on tend vers l'impossible.

» La possibilité réalisée est la diagonale des impossibilités. Plus le but est élevé, plus les forces dirigées vers ce but inaccessiblement élevé agissent énergiquement, et plus le résultat atteint est élevé. Vouloir ce qui est objectivement impossible, ce n'est ni folie, ni fanatisme, ni illuminisme, ni aveuglement, mais travail pratique par excellence.

» Montrer l'impossibilité d'atteindre un but, ce n'est pas faire la preuve de l'absurdité de ce but, mais simplement la preuve d'un manque de pénétration à l'égard de lois du mouvement des sociétés. Nous sommes donc par principe une minorité. Chaque fois, en effet, que nous amenons la majorité à accepter nos idées et nos revendications, nous en élevons aussitôt le niveau. Selon l'essence de notre fonction, elles doivent toujours aller au delà de ce qui est admis par la majorité, en lutte incessante pour l'ascension du genre humain.

**» Toujours croire au succès, et être toujours prêt à l'échec, telle est la formule magique qui garantit la victoire. »**

---

## *En Espagne franquiste*

# Il faut arracher NADAL des griffes du bourreau

Franco vient de condamner à mort Enrico Marcos Nadal, secrétaire de la C.N.T. espagnole reconstituée et ses camarades de la C.E. à plusieurs années de prison.

Des syndicalistes et des hommes libres de ce pays se sont dressés contre ce crime.

Il faut que tous ceux à qui le fascisme, quelle que soit sa couleur, fait horreur fassent entendre leur protestation.

Voici celle de la C.G.T.-F.O. :

**La Commission Exécutive douloureusement émue par les condamnations prononcées par la justice de Franco, contre des militants syndicalistes, proteste avec indignation contre de pareils crimes et décide de demander au gouvernement français d'élever une protestation officielle.**

**Un télégramme sera également envoyé aux Centrales syndicales d'Amérique et d'Angleterre pour les inciter à agir de même auprès de leurs gouvernements.**

D'autre part, un certain nombre d'intellectuels, de militants libéraux et syndicalistes, dont :

**Albert Camus, Roger Lapeyre, Gilbert Walusinski, Alfred Rosmer, Louis Guilloux, Gilbert Sigaux, Jean Bloch, Michel, etc., sont intervenus immédiatement :**

**1° Auprès de M. Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères ;**

**2° Auprès de l'ambassadeur du gouvernement du général Franco ;**

**3° Auprès de H. V. Tenson, secrétaire général des Trade Union Congress, General Council, Transport House, Smith Square, London, S.W.1, de James Carey, secrétaire, et Philip Murray, président des Congres of Industrial Organisations, 718, Jackson Place, N.W. Washington, 6, D.C. ; du président William Green de l'American Federation of Labor, A. F. L. Building, Washington, D.C., afin que ces organisations syndicales interviennent auprès de leurs gouvernements dans le même sens.**

En outre :

**Un télégramme demandant la grâce d'Enrico Marcos Nadal a été envoyé par les écrivains soussignés : André Breton, Albert Camus, René Char, André Gide, François Mauriac, Jean-Paul Sartre.**

# L'Assemblée algérienne

Qui, en France, se rappelle encore des élections à l'Assemblée algérienne ? Très peu de gens, sans doute. Elles ne datent pourtant que d'avril dernier. Mais la conspiration du silence, particulièrement opérante dans l'atmosphère d'agitation sociale où nous sommes plongés, la peur de la guerre qui plane sur le monde agissent comme des soporifiques sur la mémoire du Français, qui a déjà la réputation de l'avoir courte.

Pourtant des journaux comme **Combat**, entre autres, ont montré à l'occasion de ces élections qu'on fait aussi bien en Algérie dans le genre « démocratique » que de l'autre côté du « rideau de fer ». Le seul reproche que nous leur adresserons, c'est d'avoir eu le souffle court. C'est d'avoir abandonné la victime à son bourreau, après avoir laissé espérer qu'il y avait encore en France des avocats dignes de la cause des indigènes algériens.

Il faut croire que la raison d'Etat a des raisons qui nous échappent. Comment expliquer autrement le désintéressement subit de la défense ? Et cela à l'instant où le bourreau accuse jusqu'aux avocats d'un moment.

Dans une interview publiée par **le Figaro** le 21 septembre dernier, M. Naegelen, gouverneur général de l'Algérie, proteste contre le reproche qui lui a été fait « d'avoir favorisé la propagande en faveur des candidats loyaux ». Et déclare : « On a effrontément travesti les faits en m'accusant d'avoir « truqué » les élections. » Alors qu'il a seulement « voulu lever l'hypothèque de la terreur qui pesait sur le pays ». Le bon apôtre !

Devant la carence des quotidiens « démocratiques » à grand tirage, et si limitée que soit la portée de notre voix, même si nous ne devions écrire que pour l'histoire, nous dénoncerons l'imposture.

Les preuves abondent attestant le « truquage » des élections, les tentatives d'intimidation, le meurtre même dont on a usé pour soutenir certains candidats dits « loyaux » désignés par l'administration. Elles sont si nombreuses qu'il faudrait plusieurs numéros de la **R. P.** pour les contenir toutes. Nous nous limiterons donc à quelques faits. Ils seront suffisants pour clouer au pilori un racisme sans scrupules et sans excuses.

### UN REQUISITOIRE

Tout d'abord, un résumé de délits et crimes commis par l'administration à l'occasion des élections à l'Assemblée algérienne, dont nous donnerons plus loin les détails.

1° Pendant la campagne électorale :

— Application du décret-loi du 30 mars 1935, dit « décret Régnier ». Décret d'exception maintenant les discriminations raciales aux candidats militants des partis nationaux et progressistes ainsi qu'aux électeurs eux-mêmes, et entraînant une répression aveugle et brutale.

— Intervention directe de l'administration et des préfets dans la désignation ou le soutien de certains candidats tarés, en tout cas complètement discrédités aux yeux des populations algériennes.

— Journaux saisis.

— Suppression du ravitaillement, intimidations, violences.

— Brimades et restrictions à l'égard des partis nationaux et progressistes : refus d'autoriser leurs réunions, militants maltraités par la police, souvent emprisonnés sous des prétextes insignifiants (collage d'affiches, distribution de tracts).

2° Pendant les jours de scrutin, les 4 et 11 avril 1948 :

— Manœuvres d'intimidation généralisées : emploi de l'armée, de la légion étrangère, de la garde mobile et de la police autour ou à l'intérieur des bureaux de vote.

— Armée et police mobilisées non pour assurer l'ordre public mais pour prêter aide et assistance à tous ceux qui étaient chargés du trafic électoral.

— Constitution des bureaux de vote en violation de la loi ; désignation d'avance de tous les membres du bureau choisis parmi les représentants ou les auxiliaires de l'administration : administrateurs, caïds, gardes champêtres, etc. Dans un grand nombre de centres, pour le second collège (collège indigène), les bureaux de vote sont composés uniquement d'Européens, pris parmi les colons les plus réactionnaires.

— Occupation permanente des bureaux de vote par les agents de l'autorité.

— Obligation faite aux électeurs de voter à bulletin ouvert, sans passer par les isoloirs.

— Emploi de la violence contre les électeurs, particulièrement dans les campagnes où les caïds ont constitué de « véritables bandes de matraqueurs ». Fouille des électeurs à l'entrée ou à la sortie des bureaux de vote.

— Substitution d'urnes dans de très nombreux bureaux.

— Présence sur les tables de deux urnes. Refus d'ouvrir l'une d'elles.

— Refus d'accepter, sur ordre du gouverneur général et des préfets, les délégués des candidats dans les bureaux de vote et, dans la majorité des cas, les candidats eux-mêmes.

— Maires, administrateurs, adjoints votant au lieu et place des électeurs, et pour plusieurs d'entre eux.

— Refus d'inscrire sur les procès-verbaux les réserves formulées par les électeurs et, en cas de résistance de ces derniers, menaces d'arrestation.

— Interdiction faite aux huissiers d'instrumenter le dimanche pour rendre tout pourvoi inopérant.

— Procès-verbaux falsifiés.

Et voici maintenant le détail :

### LE DECRET REGNIER

A tout seigneur tout honneur ! Nous commencerons le développement de nos preuves par le décret Régnier, du 30 mars 1935, car il a été un instrument électoral de première force.

Pour permettre au lecteur de se rendre compte de son importance, nous le reproduisons ci-après :

Art. 1er. — **Quiconque aura, en quelque lieu et par quelque moyen que ce soit, provoqué soit des indigènes algériens, soit des indigènes des colonies ou protectorats français ou étrangers résidant en Algérie à des désordres ou manifestations contre la souveraineté française, à la résistance active ou passive contre l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique, sera puni de trois mois à deux ans de prison et de 500 à 5.000 francs d'amende.**

En vertu de ce décret, au 1er avril 1948, il y avait déjà plus de 200 hommes, de toute opinion, dans les prisons de Dra-el-Mizan et de Tizi-Ouzou, en Kabylie.

Deux conseillers municipaux U.D.M.A. de Palikao;
Deux conseillers municipaux M.T.L.D. ;
Deux conseillers municipaux communistes;
Trois candidats à l'Assemblée algérienne étaient arrêtés à leur descente d'avion.

Soixante communistes poursuivis à Alger, pour avoir collé des affiches électorales, alors que les candidats réactionnaires — dont le maire hitlérien Gazagne — agissaient en toute impunité. Et nous en passons.

On aura une idée de ce qu'on peut faire avec un pareil décret quand on saura qu'il suffisait d'être détenteur de bulletins de vote M.T.L.D. pour qu'il vous soit appliqué.

N'importe quel individu en cour auprès de l'administration peut faire tomber cette épée de Damoclès sur la tête de son adversaire politique avec l'appui ou la complicité des caïds et de leurs hommes de main.

Dans les siècles de prison qui ont été distribués à l'occasion des seules élections à l'Assemblée algérienne, c'est au décret Régnier que revient la palme.

Des indigènes ont même été arrêtés à El Kseur, à Tizi-Reniff, à Bougie, pour avoir dénoncé l'illégalité du décret Régnier. Car ce décret est illégal.

Il est même trois fois nul et non avenu depuis longtemps, du fait :

a) de l'ordonnance du 7 mars 1944;
b) de la Constitution française;
c) du Statut de l'Algérie.

L'article 2 de l'ordonnance du 7 mars 1944 déclare : « La loi s'applique indistinctement aux Français musulmans et aux Français non musulmans. Toutes dispositions d'exception applicables aux Français musulmans sont abrogées. »

L'article 81 de la Constitution française s'était exprimé ainsi :

« Tous les nationaux français et les ressortissants de l'Union française ont la qualité de citoyen de l'Union française qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de la présente constitution. ».

Et la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, stipule :

« Aucune mesure, règle ou loi d'exception ne demeure applicable sur le territoire des départements algériens. »

Or le décret Régnier, du moment qu'il crée un délit qui n'existe qu'à l'égard des indigènes, est une loi « d'exception » qui ne s'applique » pas « indistinctement aux Français musulmans et aux Français non musulmans ». Que ce soit sur l'auteur ou la victime du délit que la loi fait porter sa distinction, du moment qu'elle distingue elle n'est pas la loi commune de tous les citoyens.

Et pourtant le décret Régnier a été appliqué aux indigènes dans toute sa rigueur jusqu'en septembre 1948, date à laquelle l'Assemblée nationale a cru devoir voter une quatrième loi pour son abrogation. Mais elle s'est bien gardée de voter une loi d'amnistie qui, elle, s'imposait.

## UN PEU DE CUISINE ELECTORALE

Avec une arme comme le décret Régnie, que les administrateurs de commune mixte surtout manient avec dextérité, on pouvait entrer dans l'arène électorale sans aucune crainte. Mais quand on a de la « maturité politique » on est heureux de prouver à ceux qui n'en ont pas qu'on a plusieurs cordes à son arc. Civilisation oblige.

Et pour commencer, un exemple typique de la manière d'obtenir un « administratif » que nous avons pris dans **la République algérienne**, l'hebdomadaire bien fait et courageux de l'U.D.M.A., si précieux pour notre enquête.

Voici, développée par un homme sans « maturité politique », d'après Moch, la recette qui a servi dans la commune mixte de Sidi-Aïssa :

« On prend six douars et leurs bureaux de vote habituels :

» Exemple : douars Sidi-Aïssa et Aurès, bureau de vote : village centre; douars Zemlan, Tafrout, Ouled-Ali-ben-Daoud, bureau de vote : Maginot centre; douars Hadjrès et Selmatès, bureau de vote : Aïn Hadjel.

» Ceci fait, on verse le tout dans un crâne de sous-préfet, on agite avant de s'en servir et on sert doucement de façon à ce qu'il n'y ait pas de remous. »

Cela donne des bureaux de vote : à 14 km. du village, sans téléphone et sans local; la ferme d'un caïd à 8 km. de toute agglomération, sans téléphone; un coin perdu, sans route, à 20 km. du centre habituel, par ailleurs, etc.

Et le rédacteur de la **R. A.** ajoute :

« Vous laissez refroidir quelque temps. Vous obtenez un magnifique « administratif » parfois indigeste mais toujours pittoresque. »

Avec les découpages savants, le déplacement des bureaux de vote dans les montagnes, loin des regards indiscrets.

Mais comme l'Arabe est paraît-il très curieux, l'administration prend d'autres précautions.

D'une part, sous prétexte que le décret du 4 mars 1948 ne cite pas explicitement la loi du 5 septembre 1947, elle autorise le président du bureau de vote, qui ne s'en prive pas, à ne pas admettre les mandataires des candidats.

Voici les consignes qu'elle donne dans les télégrammes officiels :

Objet : **Elections Assemblée algérienne.**

**Vous communique ci-après réponse gouverneur général à question posée par services préfectoraux — stop — Citation votre télégramme du 20 mars relatif application Assemblée algérienne — dispositions article 15 — loi du 5 septembre 1947 — élections municipales — stop — Article 24 décret du 4 mars 1948 prévoit seulement application dispositions générales relatives élections — stop — Devez donc vous reporter textes généraux qui ne prévoient pas admission obligatoire délégué officiel candidat dans salle de vote pendant scrutin.**

Autre télégramme :

**En conformité instructions gouverneur général délégués officiels candidats non admis obligatoirement bureau de vote — stop — Candidats pourront désigner scrutateurs pour dépouillement — stop — Instructions s'appliquent aux deux collèges (3 avril 48 - 12 h. 30).**

D'autre part, pour rendre impossible l'établissement de la preuve relative aux atteintes à la liberté et à la sincérité du vote, elle prit l'initiative d'adresser aux maires et administrateurs la circulaire suivante :

Objet : **Elections à l'Assemblée algérienne. — Huissiers.**

**J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les termes de l'article 1.037 du code de procédure civile. Ce texte précise, en effet, que les huissiers ne peuvent instrumenter « les jours de fête légale », si ce n'est en vertu de permission du juge dans le cas où il y aurait péril en la demeure.**

**Or le dimanche étant jour de fête légale, il vous appartient d'exiger des huissiers, qui prétendraient instrumenter lors des opérations électorales des 4 et 11 avril, l'autorisation réglementaire prévue par la loi. Dans le cas contraire, les huissiers ne peuvent être considérés que comme simples citoyens dont les constats ne peuvent valoir qu'à titre de simple témoignage. Le sous-préfet, signé...**

Sans compter les messages téléphonés comme celui du sous-préfet de Tizi-Ouzou aux maires et administrateurs de l'arrondissement :

**Devant le grand nombre d'électeurs qui, vraisemblablement, se présenteront sans être munis de leur carte, et pour éviter toute contestation ultérieure, il serait opportun de ne pas timbrer les cartes qui seront présentées.**

## PRESSIONS

La cuisine devient si épicée, les pressions sur les présidents de djemaâs tellement scandaleuses, dans les communes mixtes, que M. Benchenouf lui-même — président du groupe des indépendants, c'est-à-dire du groupe des candidats officiels musulmans à l'Assemblée nationale — se voit obligé d'intervenir auprès du gouverneur général.

Voici son télégramme :

**Protestons énergiquement contre pression systématique de l'administrateur de la commune mixte de Khenchela sur les électeurs, pression dirigée contre les candidats de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien.**

**Cette pression devient de plus en plus forte à l'approche des élections. Elle est contraire aux principes démocratiques de la République française, et notre attachement à ces principes ne peut nous permettre de subir passivement ces faits sans vous les signaler et vous demander d'y remédier. D'autant plus que c'est au nom du préfet et de vous-même que cette pression s'exerce. Elle jette un réel discrédit sur la France.**

**Nous vous prions d'intervenir pour faire cesser cette pression.**

Dans la commune mixte de Cassaigne, le 28 mars 1948, les membres du bureau de la section U.D.M.A. du douar des Achaâchas sont arrêtés par

les gendarmes de Picard. Voici dans quelles conditions :

**Chaque dimanche se tient dans ce douar un marché clandestin de denrées contingentées, favorisé par l'agha Bellarbi, moyennant une dîme imposée à chaque trafiquant, variant suivant la profession. Ainsi le cafetier devait payer 1.000 francs par mois. Les deux gardes champêtres ? Parents de l'agha et ses complices.**

**Emu par les progrès de la section U.D.M.A. dans son douar, l'agha Bellarbi décida de frapper un grand coup à la veille des élections.**

**Il avisa soudainement les gendarmes qu'une réunion politique « clandestine » se tenait au marché des Achaâchas.**

**L'arrivée des gendarmes sema la panique parmi les trafiquants qui se volaient mutuellement en pliant bagages. Au cours de la bagarre générale à coups de pierres qui s'ensuivit, un gendarme fut blessé sérieusement.**

**L'enquête faite aussitôt ne donna pas de résultat, mais l'agha assura les gendarmes que son fils « saurait leur indiquer les coupables ».**

**C'est ainsi que dès le lendemain à quatre heures du matin, douze membres responsables de la section U.D.M.A. étaient arrêtés et leurs domiciles perquisitionnés.**

**Quelques jours après, le procureur de la République les faisait relâcher « jusqu'à plus ample information ».**

**C'est alors qu'intervint l'administrateur de la commune mixte, M. Morizot. Il menaça de démissionner si les inculpés n'étaient pas arrêtés de nouveau, en ajoutant :**

**« Si ces gens-là ne sont pas arrêtés, nous sommes d'avance battus aux élections. »**

**Et les douze membres responsables de la section U.D.M.A. du douar des Achaâchas furent emprisonnés aussitôt.**

Un autre exemple de « neutralité administrative » — de taille celui-là — nous est fourni par le préfet d'Alger lui-même, M. Ernst.

**Télégramme de M. le Préfet du département d'Alger (Alger 97.001, 53, 3-10-30).**

**M. le Préfet d'Alger à M. le Maire et administrateur du Chéliff :**

**Vous prie faire possible le 4, élections deuxième collège, à ce que les listes n° 1 U.D.M.A. et 2 M.T.L.D. soient anéanties. Rendre compte chaque heure du 4. Renforcement personnel de votre commune. Transmettre ceci à tous administrateurs environnants.**

Pris la main dans le sac, que fait notre préfet ? Il ordonne la saisie du journal de l'U.D.M.A., **la République algérienne**, qui a publié son télégramme.

Après la pression, la provocation, l'atteinte à la liberté de la presse. Toute la gamme de l'arbitraire digne des Etats totalitaires.

Ici ce n'est plus un quelconque caïd ou administrateur de commune mixte qui opère, c'est le préfet d'Alger soi-même, le préfet du département où le gouverneur général a son siège. Aucune excuse à invoquer. Le cabinet de Naegelen sait.

# Comment on a voté dans le deuxième collège

## Premier tour

Sous ce titre nous donnerons toute une série de preuves qui ont été rendues publiques en Algérie, et qui n'ont été l'objet d'aucun démenti.

Nous nous excusons d'avance de leur longueur et de leur nombre, mais nous estimons qu'on ne saurait trop apporter de preuves quand il s'agit de faire éclater une vérité qu'on s'acharne à tenir sous le boisseau.

DEPARTEMENT D'ALGER :

ALGER, bureau 3 bis. — **Les électeurs sympathisants U.D.M.A. sont portés comme ayant pris part au vote, alors que ce n'est pas vrai et que leur carte, d'ailleurs, n'est pas poinçonnée.**

ALGER, rue Marengo. — **Le président du bureau de vote indique lui-même aux électeurs les bulletins de son candidat. Il refuse aux délégués U.D.M.A. le droit de faire des réserves. Et comme ils protestent, il les fait expulser par la police.**

MAC-MAHON. — **Le bureau de vote Halamia est fermé par ordre du caïd.**

BOUINAN. — **Des cartes sont poinçonnées discrètement par le président du bureau, sans que leurs propriétaires aient participé au vote. Ils sont portés comme ayant voté d'avance.**

TABLAT. — **Au bureau de vote de Deschya, la police tire sur la foule. Sept morts.**

AUX OUADHIAS (Fort-National mixte). — **Sur plus de 3.700 inscrits, il n'y a guère plus de 160 votants amenés presque de force par les supporters de l'administrateur Escoffier, qui présidait aux destinées de deux urnes clouées sur deux tables attachées l'une à l'autre. Le bureau de vote était composé — assesseurs et secrétaire — d'un trio de gardes champêtres, dont l'un portait ostensiblement un volumineux revolver. Il faut passer entre deux rangées de policiers et de gendarmes pour aller voter.**

**Des procès-verbaux furent établis et émargés, mentionnant soigneusement les chiffres des votants pour l'une des urnes ; quant à l'autre, l'administrateur se refusa à l'ouvrir.**

**Au résultat, les 9 voix de l'U.D.M.A. restèrent inchangées, mais les 101 de l' « administratif » devenaient plusieurs milliers.**

BELI-DOUALLA. — **Trois urnes, dont deux fermées. « Ne vous fatiguez pas », dit aux candidats, qui viennent voir ce qui se passe, l'administrateur, M. Merlot.**

TIZI-OUZOU. — **On constate également que des urnes sont fermées d'avance. Les délégués des candidats U.D.M.A., même électeurs dans la commune, sont refoulés des bureaux de vote.**

FORT-NATIONAL. — **« Avez-vous voté ? — Non ! — Pourquoi ? — Les urnes sont fermées ! » Même attitude qu'à Tizi-Ouzou vis-à-vis des délégués U.D.M.A.**

MEKLA. — **Même situation.**

BENI-KHELILI. — **« On boit l'anisette ».**

**Au bureau de vote de l'école d'Akrou, c'est « navrant ».La salle est en contre-bas. En haut, sur le terre-plein des orateurs haranguent les électeurs : « Nous refusons de voter ! »**

**Au bureau, M. Merlot, administrateur de la commune mixte : « Vous venez voter ? — Non ! — Vous voulez boire ? — Oui ! »**

**Dans la salle à côté se tiennent les gendarmes et les membres du bureau. On boit l'anisette.**

**Résultats ? Le candidat, membre de la commission municipale de la commune mixte, ancien conseiller général, obtient : 0 voix, dans sa circonscription.**

**Par contre, le candidat qui avait déclaré aux électeurs — qui n'ont pas voté ! — : « Je marche avec l'administration » est proclamé : élu.**

**Un caïd est enfermé pendant trois jours, à la veille des élections, pour permettre à son concurrent de passer.**

AUMALE. — **Les bureaux de vote des douars, indiqués officiellement, sont déplacés le jour du scrutin.**

**A la mairie, le vote s'effectue sans passer par l'isoloir.**

**Trois délégués U.D.M.A .sont arrêtés par les gendarmes.**

CRESCIA. — **Le maire empêche les électeurs de voter.**

BOUINAN. — **Les délégués U.D.M.A., inscrits dans**

la commune, sont systématiquement refoulés des bureaux de vote.

BORDJ-MENAIEL. — Le maire refuse leurs cartes aux électeurs du deuxième collège. Les mitrailleuses sont braquées sur le bureau de vote.

MENERVILLE. — Les délégués U.D.M.A. sont expulsés de la région par les gendarmes.
Un grand nombre d'électeurs ont reçu leur carte portant d'avance la mention : « A voté ».
Deux arrestations de délégués U.D.M.A. « étrangers à la région ».
Des électeurs sont obligés de voter pour le candidat de l'administration.
De même pour BELLE-FONTAINE.

BOU-SAADA. — Tous les électeurs favorables à l'U.D.M.A. sont empêchés de prendre part au vote, et ses délégués sont refoulés.
Impossible de faire des réserves.

CIRCONSCRIPTION DJELFA-LAGHOUAT
(Sud algérois)

METLILI. — La veille du scrutin, les délégués des candidats chargés du contrôle, munis régulièrement de leurs pouvoirs, ont été refoulés dans une camionnette militaire sur Gardhaïa.
Malgré l'intervention écrite de M. Bensalem, candidat de l'U.D.M.A., auprès du colonel commandant le territoire, les délégués ne purent joindre le bureau de vote de Metlili et furent menacés d'emprisonnement.

MESSAAD, commune mixte de Djelfa. — Les voitures retenues par le candidat de l'U.D.M.A. pour le transport des délégués aux bureaux de vote d'Amoura et de Moudjeberra sont réquisitionnées au dernier moment par l'administration. Les délégués durent effectuer à pied un trajet d'une soixantaine de kilomètres.

EL GUEDID des Oulad-Zid. — Les délégués U.D.M.A. sont chassés du bureau de vote par le président.

EL GUEDID, des Oulad-Mohani. — Le bureau de vote ne comporte pas d'isoloir. Les électeurs sont contraints de voter selon les indications des membres du bureau acquis à l'administration.

NEGUIB, des Sahary. — Les délégués U.D.M.A. sont expulsés du bureau de vote. L'un d'eux, Guerch Brahim ben Ali, est battu par le président, M. Meyson, et gardé en prison jusqu'à la fin du scrutin.

DAR CHIOUKCH, résidence de l'agha Amar, candidat administratif. — Les délégués U.D.M.A., devant les irrégularités commises ouvertement, consignent sur le procès-verbal du bureau la protestation suivante :
« Les délégués de l'U.D.M.A. protestent :
» a) contre le fait que les mêmes électeurs ont voté de 5 à 10 fois ;
» b) contre la distribution de cartes d'électeur et de bulletins de vote par le naïb du caïd devant le bureau de vote dans la cour même du bureau.
» Font observer :
» a) que des électeurs étrangers aux Oulad Abdallah ont voté à Dar Chioukch et ne peuvent être reconnus ni par les membres du bureau ni par les délégués ;
» b) que le candidat Lahrech Amar — candidat présenté par l'administration — avait, à trois reprises et pendant le vote, tenu des meetings à cinq mètres du bureau. »

CHAREF. — Les mêmes électeurs votaient et revotaient, malgré les protestations des délégués.
Au moment du dépouillement, l'administration a fait jeter dans l'urne par l'un de ses hommes, Brihmat Bachir, 150 enveloppes contenant les bulletins du candidat administratif.

Le délégué et secrétaire de la section U.D.M.A. à Charef est battu et se voit poursuivi pour avoir voulu empêcher ce scandale.

AMOURA. — Les délégués U.D.M.A. sont menacés par les armes.

AIN-MAHDI (commune mixte de Laghouat). — Le bureau de vote des Ouled Ziane est installé dans la maison de l'agha de la tribu. L'accès en est interdit aux délégués de l'U.D.M.A.

Sur 204 électeurs, il y a eu 204 voix pour Amar, candidat de l'administration.

AIN-EL-HAMARA. — Les délégués de l'U.D.M.A. sont tenus à distance des bureaux de vote sous la menace de mitraillettes.

TIBRENT. — Les délégués U.D.M.A. sont chassés du douar. Sur 200 votants, 200 voix pour l'agha Amar.

ZENINA. — « J'ai trouvé vos noms parmi la délégation chez l'administrateur ; il ne veut plus que vous soyez U.D.M.A. » Propos tenus par le bachaga Hamida à Kirèche Abderrahmane et Kerna Ahmed — convoqués expressément — parce qu'ils faisaient partie de la délégation qui accompagnait le candidat U.D.M.A. dans sa tournée électorale.

Coups portés au délégué U.D.M.A., menaces de revolver, sous l'œil amusé de l'administrateur de Djelfa, M. Petitjean. Son adjoint, M. Rey, chargé du ravitaillement, accompagné de provocateurs, dont un repris de justice particulièrement violent, menace les commerçants qui n'ont pas voté pour le candidat administratif, « principalement les commerçants kabyles qui font trop de politique ».

DEPARTEMENT DE CONSTANTINE

KHENCHELA. — A Khenchela sévit l'administrateur Laussel, mêlé jadis à une affaire d'escroquerie de la banque Sacazan.
La veille du scrutin, la troupe, avec des engins blindés, parcourt le territoire et s'installe.
Le lendemain, à l'ouverture du scrutin, les urnes restent fermées.
Défense à quiconque de pénétrer dans la salle de vote. Interdiction de contrôler. Personne, même le député de la circonscription, n'aura la possibilité d'assister aux opérations électorales.
Le mystère le plus complet entoure le bureau de vote dont les présidents et les assesseurs ont été désignés d'avance. La plupart des illettrés, incapables d'émarger des feuilles de vote qui comportent des empreintes digitales.
Avant le scrutin, les cartes d'électeur ont été distribuées avec la mention : « A voté », par les soins des agents de la commune mixte.
Les notables avaient été gratifiés, au préalable, d'une distribution de tissus.
Voici au sujet de ces élections, une déclaration de M. Benkhelifa Tahar, président du premier bureau centralisateur de vote de la treizième circonscription du deuxième collège de Khenchela :
« J'ai examiné les procès-verbaux qui me sont communiqués. Il en résulte que les bureaux de vote ont été constitués contrairement au décret réglementaire du 2 février 1852 et des lois du 5 avril 1844 et 29 juillet 1915 : présidents et assesseurs sachant lire et écrire.
» Je me considère comme n'étant pas entré en possession des véritables procès-verbaux des différents bureaux de vote : les procès-verbaux qui me sont transmis n'émanant pas de ces bureaux, les présidents et assesseurs, secrétaires et scrutateurs de ces bureaux étant illettrés.
» Il suffit, du reste, de constater que plusieurs procès-verbaux sont rédigés par une seule main, signés d'une seule main, donc par un tiers, après coup. Un procès-verbal est soussigné par deux empreintes digitales.
» Il me parait donc impossible, en toute dignité, et dans le cadre des lois républicaines, de proclamer des résultats n'émanant pas des bureaux de vote et, par conséquent, ne répondant pas à l'expression de la volonté des électeurs. »

DJIDJELLI-TAHER. — Le caïd Daoud père ouvre le bureau de vote de son douar et tient publiquement aux délégués des candidats ce petit discours :

« Ce n'est pas la peine de vous tracasser. J'ai reçu l'ordre de faire voter pour Douadi (candidat administratif) et mes hommes voteront pour Douadi. On m'a demandé de lui donner 500 voix, mais je ne veux pas me laisser distancer par les autres caïds. Je veux donner à Douadi 650 bulletins. Pour Djemame, qui est un gentil garçon, 250 voix, et 50 pour chacun des autres candidats. »

Ahuris par cette déclaration, les délégués refusent de prendre part au vote et prêchent immé-

diatement l'abstention. Une vingtaine d'électeurs ont déjà voté, mais les autres, indignés, s'en vont. Résultat : Douadi se voit attribuer 1.050 voix.

Au bureau de vote des Ouled-Allel, l'administrateur Barrier enlève l'urne à 16 heures pour l'emmener dans son propre bureau.

A 17 heures, il procède de même au bureau de vote de Sidi-Abdelaziz.

A 17 h. 30, une discrète opposition empêche le même Barrier d'enlever l'urne du bureau de vote des Beni-Habibi. Dans ce bureau, les résultats sont proclamés : Douadi tient la lanterne rouge avec 19 voix.

Oui, mais... l'administrateur veille au grain, et le procès-verbal transmis au bureau centralisateur porte : 682 voix à M. Douadi.

Dans le douar Ouled-Askeur, il y a 1.173 inscrits, Douadi : 1.172 voix.
Djemame : 1 voix.

Ainsi, depuis le 4 février, date de la clôture des listes, dans le douar le plus déshérité de la région, il n'y a eu ni malades ni absents.

Au douar Beni-Zoundaï, Douadi n'obtient que 9 bulletins, malgré l'administrateur adjoint Dechaux et le caïd Messakha, mais en sortant du cabinet de l'administrateur les 9 bulletins sont devenus 427.

Il en est de même au douar Boutenache où 13 bulletins deviennent 787.

Dans la commune de Taher, les urnes sont enlevées manu militari et les résultats proclamés le lendemain par l'administration.

OUARGLA. — Les bureaux de vote sont gardés par des engins blindés, tandis que des militaires en armes circulent aux alentours.

L'heure du vote est fixée pour les électeurs de chaque tribu. Disposés en colonne, ils sont conduits par les caïds et les chefs de fraction munis du bulletin adéquat, après être passés chez le caïd Khirani Leulmi pour prêter serment sur le coran.

AIN-BEIDA. — Les délégués U.D.M.A. sont refoulés du bureau de vote.

DEPARTEMENT D'ORAN

SECTION DE SIDI-BEL-ABBES. — Ouled Nehar Cheragas. — La section U.D.M.A. avait délégué deux membres à Flaricha. L'un d'eux, qui avait réussi à pénétrer dans le bureau de vote, a été expulsé par trois civils envoyés par le caïd de la tribu.

Ouled Nehar Gherabas. — Les membres du bureau de vote sont pris en dehors de la djemaâ, parce qu'elle est U.D.M.A. Il n'y a pas d'isoloirs.

SEBDOU. — Les assesseurs sont pris en dehors de la djemaâ et les membres U.D.M.A. refoulés. La garde mobile rôde autour du bureau où se trouvent le garde champêtre et le caïd.

L'urne, remplie depuis la veille, n'a pas été ouverte.

AZAILS. — Les délégués U.D.M.A. sont expulsés par les gendarmes sur réquisition expresse et écrite du président du bureau de vote. Il n'y a pas d'isoloirs.

AIN GHORABAS. — Les délégués U.D.M.A. sont expulsés manu militari et l'un d'eux est menacé d'arrestation. Le caïd est dans le bureau, pendant que la garde mobile patrouille.

TERNY. — Le bureau de vote est installé dans une maison située au milieu d'un champ cultivé. A deux cents mètres à la ronde des hommes du caïd surveillent étroitement tous les accès et les délégués U.D.M.A. ne peuvent approcher du bureau. 120 électeurs des douars des Ouled M'hamed, suspects de progressisme n'ont pas pu voter, le caïd s'étant emparé de leurs cartes.

BENI-SMAIL. — Les délégués de l'U.D.M.A. sont reçus à coups de pierres. Les quelques rares électeurs qui sont allés pour voter ont été priés de partir après avoir montré leurs cartes.

L'abstention est quasi totale, mais le candidat administratif, le caïd Benaffane est tout de même proclamé élu.

L'émotion est grande dans les tribus. Le pire a toutefois été évité grâce au sang-froid des militants U.D.M.A. qui ont eu le sentiment que l'administration cherchait à dresser les tribus les unes contre les autres.

A signaler que tous les délégués avaient des pouvoirs visés par la sous-préfecture de Sidi-bel-Abbès.

SIDI-DAHO. — Le caïd pousse le zèle jusqu'à donner un nombre de voix égal à la totalité des électeurs inscrits :
282 voix à Boukadda sur 282 inscrits.

Ni décès, ni maladies, ni déplacements. Même pas de bulletin nul. Tout le monde vote !

AU KHROUF, commune mixte de St-Lucien. — Inscrits : 1.267 ; votants : 1.267 ; suffrages exprimés : 1.267. Ont obtenu : Benkadda, 1.267 voix. Tous les autres candidats : 0.

MASCARA. — Plusieurs arrestations en ville et dans les environs.

On oblige les électeurs à voter pour le candidat de l'administrateur, à coups de bâtons.

## Deuxième tour

— Dans l'arrondissement de Sidi-bel-Abbès les représentants U.D.M.A. sont chassés manu militari des bureaux de vote et des localités environnantes. Même les militants locaux ne peuvent participer au contrôle des opérations.

— Dans la commune mixte de la Mekara, le président du centre municipal de Chetouane est suspendu entre le premier et le deuxième tour.

— A Elgâada, dans la commune mixte de Saint-Lucien, deux militants qui auraient trop bien surveillé le bureau sont arrêtés la veille du scrutin de ballottage.

— Un commerçant, Amara Hadj Ahmed, de Bedeau, est privé de ravitaillement après les élections. Il est poursuivi pour « manifestation sur la voie publique à l'occasion de la campagne électorale ».

— Dans la circonscription de Sidi-bel-Abbès, les élus musulmans, qui avaient siégé au premier tour comme assesseurs dans les bureaux de vote, ont été soigneusement écartés du second et remplacés par des administrateurs ou des élus colons du premier collège.

— A Oued-Imbert (Saint-Denis du Sig), le bureau est composé entièrement d'Européens.
Résultats, au dépouillement :
Bendimered (U.D.M.A.) : 16 voix (621 au premier tour).
Benhalima (administratif) : 820 voix (2 au premier tour).

— Au bureau du Krouf (Sidi-bel-Abbès), pendant que le caïd Benaïssa procédait à l'appel nominal des électeurs, douar par douar, listes en main, le président de la djemaâ, Lassa Mohamed ould el Hadj, s'appliquait, consciencieusement, à remplir l'urne.

Présents et absents, les morts même, tout le monde « a voté ». Inscrits : 1.250 ; votants : 1.250.
Bellarbi (administratif) obtient : 1.250 voix.

— A Mocta-Douz (Oran), l'électeur qui pénétrait dans la salle de vote, après avoir décliné son nom, était accompagné, jusqu'à la sortie, par un membre du bureau qui avait la mission de le persuader qu'il avait effectivement voté.

— A Tafaraoui, un très grand nombre de cartes étaient réparties entre une centaine de personnes qui, placées à la queue leu leu, votaient et revotaient, sans interruption, jusqu'à épuisement du stock.

— A Aïn-Tedeles, Aboukir, Blad-Touaria, Bellevue (Mostaganam), pour simplifier la tâche à leurs électeurs, les maires leur tendaient une enveloppe préalablement garnie qu'ils n'avaient plus qu'à introduire dans l'urne.

Simple formalité, mais combien fructueuse, puisque le candidat administratif a réuni la totalité des inscrits. Des votes à 100 %. Enfoncé Staline !

— A Lapasset, tous les mandataires sont expulsés, vers 11 h. 30, juste le temps de procéder à une substition d'urne. Une des fenêtres donne sur la cour. C'est par là qu'on fit disparaître l'urne « douteuse » dans laquelle un U.D.M.A. avait glissé une

pièce de 5 francs qu'il fut impossible de trouver au dépouillement.

— A Picard, sous la haute protection de l'administrateur Chouaral et de l'agha Bellarbi, on fit le plein avant d'admettre les délégués U.D.M.A. au bureau de vote.

Résultats :

Benzati : 370 voix (1.609 au premier tour).

Khoussa (administratif) : 850 voix (440 au premier tour).

— Au bureau de vote des douars Nekmaria-Zériffa (Constantine), c'est le colon de la région qui préside. Un certain M. de Ménard.

Guy de Ménard est cet individu qui se présenta, quelques jours après la libération, à l'administrateur de Cassaigne de l'époque, croix gammée à la boutonnière, injure à la bouche.

Pourquoi se gênerait-il, puisqu'il bénéficie d'une impunité scandaleuse, bien qu'il ait le meurtre d'un musulman sur la conscience !

— A Taher, dimanche 11 avril, vers 15 h. 30, un candidat indépendant se présente à un bureau de la commune mixte et demande si tout se passe normalement.

— Tout va bien, sinon que l'urne vogue en ce moment vers Taher, répond le président.

— Comment ? Que dis-tu ?

— Eh bien ! Oui, l'administrateur, accompagné de gendarmes, est venu en prendre possession !

— A Beni-Douala (Fort-National), le premier électeur qui se présente n'arrive pas à introduire son enveloppe dans l'urne... déjà bourrée.

— Mais l'urne est pleine ! dit-il.

— Ah ! oui, tu veux créer un incident ? répond le président. Je mets tout le monde dehors. »

Au résultat, le candidat administratif avait 5.000 voix.

— Dans la plupart des bureaux des deux communes mixtes de Taher et Djidjelli (Constantine), l'abstention a été totale, ce qui n'a pas empêché les procès-verbaux de mentionner des résultats... fabriqués de toutes pièces.

Par contre, dans tous les centres de plein exercice, et dans les bureaux des communes mixtes où le vote a été régulier, le candidat administratif a obtenu un centième des suffrages.

— A Zemmora, le chaouch de l'adjoint Netviller, Belnouari Bekhadda, fait supprimer le ravitaillement dans plusieurs douars de la commune mixte à un grand nombre de malheureux qui ont refusé de voter au premier tour suivant les consignes données. (Au second tour, il fut impossible de voter autrement que selon les ordres !)

Le même chaouch se vante d'avoir fait déplacer un garde champêtre intérimaire pour y mettre un de ses parents.

— Des coupes sombres sont opérées dans le ravitaillement de certains douars, ainsi que des saisies de grain avec le classique : « Va dire à Ferhat Abbas de te le rendre. »

## CONSTATS D'HUISSIERS

Nous avons vu à propos de la cuisine électorale que l'administration avait pris ses précautions pour que les atteintes à la liberté du vote ne puissent être constatées officiellement. Les candidats progressistes ont essayé de tourner la difficulté et malgré l'administration sont parvenus à fournir des témoignages probants sinon officiels.

Voici quelques extraits de procès-verbaux de constats d'huissiers

— A la requête de M...., délégué de M. Ouhibi Saïd, candidat aux élections à l'Assemblée algérienne,

Nous, huissier près les tribunaux de Tlemcen, soussigné,

Nous sommes transporté, en compagnie du requérant au douar Azail, à la fraction Tléta où les élections à l'Assemblée algérienne se déroulent dans un couloir de l'école de cette localité. Là étant, le requérant a exhibé son pouvoir pour pénétrer dans la salle de vote, mais le président, M. Hassar Boumediène, l'en a empêché en notre présence et a affirmé qu'il agissait ainsi en vertu des instructions officielles qu'il avait reçues et affichées à la porte d'entrée. Sur la réquisition de M. ... nous prenons copie desdites instructions affichées :

« Elections à l'Assemblée algérienne scrutin des 4 et 11 avril 1948, deuxième collège.

» Note de service

» Aux termes des lois en vigueur, seront seuls admis à pénétrer dans les bureaux de vote :

» 1° L'administrateur principal ou son représentant,

» 2° Les membres du bureau,

» 3° Les électeurs de la section munis de leur carte d'électeur et munis d'une pièce d'identité ; les électeurs ne pourront pénétrer à l'intérieur du bureau de vote que pour voter et ne seront pas autorisés à y stationner,

» 4° Les candidats munis d'une pièce d'identité.

» Tlemcen, le 3 avril 1948.

» L'administrateur principal :

» Signé : Illisible. »

— Je... huissier près les tribunaux d'Oran, soussigné,

Me suis transporté à Tafaraoui à la porte du bureau de vote sis en la mairie de centre.

Là, étant, j'ai demandé, en présence du représentant de mon requérant, au président du bureau l'autorisation de pénétrer dans la salle et d'y dresser tous constats.

Cette autorisation m'ayant été refusée, je suis resté sous le péristyle de la mairie.

De cet emplacement, l'intérieur du bureau étant visible, j'ai constaté la présence du caïd d'un des douars de Tafaraoui, reconnaissable à sa barbe noire, sur le seuil du couloir d'entrée ; j'ai remarqué aussi un musulman de haute taille qui m'a été désigné comme étant caïd également.

— Je... huissier près les tribunaux d'Oran, soussigné,

Me suis transporté à Saint-Leu, dans le bureau de vote du deuxième collège établi dans une des classes du groupe scolaire.

Etant là et ayant demandé au président l'autorisation d'y demeurer et d'y faire tous constats, celui-ci m'a déclaré qu'il lui était interdit de laisser pénétrer dans ledit bureau des personnes étrangères à la commune et m'a prié de me retirer ; ce que j'ai fait aussitôt.

— Je... huissier près les tribunaux d'Oran, soussigné,

Etant dans la commune de Saint-Maur, je me suis rendu avec mon requérant auprès du maire de ladite commune.

Se trouvant en présence de ce dernier, mon requérant lui a demandé en exhibant des récépissés de candidature délivrés en son nom, s'il lui refusait toujours l'entrée du bureau de vote.

A cette question le maire a déclaré que ce matin à l'ouverture du bureau de vote il avait admis le sieur Maachou à pénétrer dans ce bureau. Mais, qu'ayant reçu des ordres téléphoniques du sous-préfet, il avait dû, ensuite, interdire à ce candidat l'accès dudit bureau, qu'il ne pouvait que maintenir ce refus.

— Je... huissier près les tribunaux de Tlemcen, soussigné,

Me suis transporté ce jour à la tribu des Beni Ouarsous, au lieu dit Souk el Arba, C.M. de Remchi, où est établi le bureau de vote, où étant j'ai trouvé le caïd Derkaoui, qui, après avoir donné connaissance de l'objet de ma mission, a déclaré : « Ni l'huissier ni le candidat n'ont rien à faire ici. Je vous prie de partir immédiatement des alentours du bureau et du marché. »

En conséquence, et afin d'éviter tout incident, nous nous sommes aussitôt retirés et avons quitté le douar.

— Je... huissier près les tribunaux de Bel-Abbès, soussigné,

Certifie m'être successivement transporté dans les bureaux de vote de Deligny, Bou Djebaa, Aïn-Cheurfa, les Trembles et Prudon, et avoir constaté ce qui suit :

En ce qui concerne Deligny :

Pénétrant à 8 h. 12 au bureau de vote, nous constatons que celui-ci est composé de M. Berdonave, maire de la commune, comme président et assisté de quatre autres membres, tous Européens.

**M. Bordenave auquel j'exhibe ladite ordonnance nous a déclaré :**

**« Qu'il ne tolérera ni l'huissier ni le délégué de quelque parti que ce soit dans la salle. »**

**Nous nous sommes, en conséquence, retirés et à notre sortie dudit bureau un groupe d'électeurs, s'adressant à nous, nous déclare :**

**« Nous avons été empêchés de voter librement par le président et les autres membres du bureau. Ils nous ont obligés de voter à bulletin ouvert pour le candidat Benkada bel Arbi, sous peine de répression. »**

**En ce qui concerne Bou Djebaa :**

**Arrivés à 9 h. 40, nous constatons dans le bureau de vote la présence du caïd..., de son père, ancien caïd, de M. ..., secrétaire de la C.M. de la Mekerra et de M. Bouche Gabriel, propriétaire-viticulteur, demeurant à Sidi bel Abbès, qui préside le bureau.**

**Celui-ci, auquel j'exhibe ladite ordonnance, ne veut même pas en prendre connaissance et me chasse de la salle, en me poussant vers la porte.**

**Le bâtiment où se trouve le bureau de vote est entouré d'un piquet de légionnaires, accompagnés de gendarmes et de gardes champêtres, tous armés.**

**A l'extérieur, de nombreux électeurs nous déclarent spontanément avoir été empêchés de voter librement et chassés de la salle de vote, au motif qu'ils n'ont pas voulu voter pour le candidat Benkada à eux imposés, tant par les caïds, que par M. Bouche lui-même.**

**Entre Boudjebaa et Aïn-Cheurfa, nous rencontrons plusieurs groupes d'électeurs de ces deux bureaux. Ils nous ont fait tous les mêmes déclarations.**

**Un car appartenant à M. Perea, stationne à proximité du bureau de vote de Bou-Djebaa et un autre, appartenant à M. Molina Joseph, est à côté du bureau de vote d'Aïn-Cheurfa.**

**Les électeurs nous déclarent que ces deux cars ont servi au transport des soldats appartenant à la Légion étrangère.**

**En ce qui concerne Aïn-Cheurfa :**

**Nous trouvons dans le bureau de vote un Européen et un musulman. Le caïd du douar est devant la porte.**

**De nombreux électeurs regagnent leur domicile, nous déclarant n'avoir pas voté et préféré s'abstenir que de voter de force pour la candidat Benkada.**

**En ce qui concerne Les Trembles :**

**Nous pénétrons dans le bureau de vote, suivis par les deux délégués précités.**

**Nous constatons alors la présence de M. ..., maire des Trembles, qui préside le bureau. Celui-ci, à qui j'exhibe ladite ordonnance ne veut pas que je reste dans la salle et me donne l'ordre de sortir. Cependant que les deux délégués, quelque peu surpris, protestent énergiquement, en constatant que l'urne n'était pas celle qu'ils avaient vue et vérifiée le matin.**

**Ils nous déclarent avoir marqué d'un signe particulier la première urne pour la reconnaître, que l'urne qui se trouve en ce moment sur le bureau n'a ni les dimensions, ni la couleur, ni les cadenas, ni les clefs de la première.**

**Après ces déclarations, et sur un nouvel ordre du président, je me suis retiré.**

## QUELQUES RESULTATS SIGNIFICATIFS

Personne ne sera surpris après ce que nous venons de publier des résultats obtenus. Mais parmi ceux-là il en est de particulièrement suggestifs. Nous en donnons quelques exemples qui suffiraient à eux seuls à confondre les imposteurs, s'il en était encore besoin.

**A Bône, les candidats anticolonialistes obtiennent, au premier tour : 10.258 voix et le candidat administratif, 2.971, tandis qu'au deuxième, le candidat anticolonialiste n'en obtient plus que 96 et que le protégé de l'administration se voit attribuer : 14.660 voix.**

**A Palikao (Oran), au premier tour de scrutin, les candidats anticolonialistes obtenaient 5.532 voix et celui de l'administration : 3.228. Au deuxième tour, les candidats anticolonialistes ne retrouvent plus que 660 voix et celui de l'administration 10.374.**

**A Bel-Abbès, au premier tour, le candidat de l'administration obtient 5.497 voix, les candidats anticolonialistes 11.261 ; au deuxième tour, le candidat administratif passe à 11.166 voix.**

**A Blida, le seul siège en ballottage du département d'Alger, le candidat de l'administration passe de 8.655 au premier tour, à 16.929 au deuxième.**

**A Souk-Ahras (Constantine), le candidat de l'administration passe de 2.043 voix au premier tour à 14.230 au deuxième tour.**

**A Tébessa (Constantine), le candidat de l'administration passe de 4.592 au premier tour, à 16.454 au deuxième tour.**

**Etc., etc.**

## ABUS DE POUVOIR CARACTERISES

**A Djidjelli et à Khenchela, dans le département de Constantine, les opérations électorales ont été marquées de telles violations de la loi que les présidents des bureaux de vote centralisateurs, agissant dans la plénitude de leurs attributions, se sont refusés à proclamer les résultats. Or, il est de jurisprudence constante, dans ce cas, que seul le Conseil d'Etat chargé par un texte spécial du contentieux de l'Assemblée algérienne (décret du 4 mars 1948) est appelé à proclamer les résultats, quitte à ce que ces mêmes résultats soient contestés devant la même juridiction. La haute administration algérienne s'est donc substituée au Conseil d'Etat et les deux « indépendants » de Djidjelli et de Khenchela ont été convoqués à la séance inaugurale et siègent actuellement à l'Assemblée alors que cinq candidats régulièrement élus sur 9 de la nuance M.T.L.D. avaient été préalablement arrêtés.**

## MEURTRE, ASSASSINAT

Mais il n'y a pas eu que la fraude, la pression, les faux et usages de faux pour obtenir un collège composé de beaucoup plus d'hommes de paille que d'élus du peuple, il y a eu aussi le meurtre, l'assassinat.

Au douar de Medjadja, un militant progressiste est mort des sévices dont il a été l'objet de la part des hommes de main du candidat du préfet d'Alger.

Sept morts, par la garde mobile, sans sommation préalable, dans le douar de Detchmya, commune mixte d'Aumale (Alger).

Quatre morts à Champlain, dans l'arrondissement de Médéa (Alger).

Pour avoir voulu faire respecter la loi et assurer la liberté de vote.

Pouvait-il en être autrement dans l'atmosphère de terreur où un peuple de plusieurs millions d'hommes est plongé depuis des mois ? Jamais pareil déploiement de force. Il faut remonter à l'insurrection de Kabylie de 1871 pour trouver l'équivalent. Et encore. Jamais pareil cynisme dans l'arbitraire et le mensonge, si ce n'est dans les pays fascistes. Jamais pareille répression, surtout depuis le 1er mars 1948. Des arrestations massives ont été opérées sur tout le territoire. Et c'est par siècles qu'on totalise les années de prison qui ont été distribuées.

Vraiment, le sang-froid de la population musulmane a été admirable. Elle a évité la grande saignée que les colonialistes escomptaient et fait la preuve aux yeux de tous les honnêtes gens de sa maturité politique, malgré le nombre infime de ses élus — six — à l'Assemblée algérienne.

**J.-P. FINIDORI.**

(A suivre.)

---

*Les journaux ont annoncé que le mandat de M. Naegelen, comme gouverneur général de l'Algérie, était renouvelé.*

*C'est dire que le gouvernement français couvre l'imposture.*

*Mais que les socialistes acceptent un tel défi aux règles les plus élémentaires de la démocratie, c'est un comble. D'autant que le prédécesseur de Naegelen avait amorcé une politique très libérable, comme on le verra dans le prochain numéro.*

# LIVRES REVUES JOURNAUX

**Rüth Fischer : STALIN AND GERMAN COMMUNISM.** (Harvard University Press. Cambridge 1948).

Tel est le titre d'un ouvrage volumineux qui vient de paraître aux Etats-Unis. Voilà un sujet qui mérite toute notre attention. Non seulement, parce que les conséquences de la politique stalinienne en Allemagne sont encore visibles de nos jours, mais encore, parce que l'Allemagne a été, en quelque sorte, la terre classique de la politique communiste. En effet, au début de la Révolution russe, lorsque pour Lénine, Trotsky et d'autres, la volonté internationaliste était encore tout à fait sérieuse, c'était à l'Allemagne d'abord qu'ils pensaient comme le maillon le plus faible de la chaîne capitaliste.

L'auteur de l'ouvrage paraît particulièrement qualifié pour parler d'un sujet dont l'importance dépasse le cadre d'une simple réminiscence historique : Rüth Fischer, communiste de vieille date, a vécu le drame allemand dès son début, c'est-à-dire depuis la révolution avortée de 1918. Elle l'a vécu activement, pendant une grande période dans les sphères dirigeantes du parti communiste allemand. De plus, elle a été en relations constantes avec les chefs du parti communiste russe, elle a personnellement connu Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Staline, etc.

Le sous-titre de l'ouvrage : « Une étude sur les origines du parti d'Etat » indique très bien la façon de penser de l'auteur ; l'étude qu'elle présente, veut être une contribution pour éclaircir ce phénomène que nous connaissons tous : comment se fait-il qu'une révolution authentique ait pu aboutir à une société totalitaire dont l'aspect le plus caractéristique et le plus voyant est précisément le parti d'Etat, omnipotent ?

Mais, puisque l'auteur a l'intention d'ajouter d'autres volumes à celui qui nous est présenté, bornons-nous, avant de prendre connaissance de ses conclusions, de puiser dans la documentation considérable présentée dans son ouvrage. Il est devenu un lieu commun de constater que la politique des partis communistes est dirigée par Moscou. Mais il est tout de même révélateur d'apprendre de quelle façon a été pratiquée, depuis les débuts du Komintern, cette mainmise de l'appareil d'Etat russe sur les jeunes partis communistes ; et il est encore plus intéressant de savoir de quelle façon le gouvernement russe a traité avec les gouvernements bourgeois à l'insu des membres de ces partis.

Le cas le plus typique est, sans doute, celui de Radek. Des documents et souvenirs de Rüth Fischer il ressort, d'une manière incontestable, que Radek, pendant tout son séjour en Allemagne, dans la période de 1918-1923, a été en relations suivies avec des membres influents de l'état-major allemand ; que, d'une manière générale, les Russes, déjà à cette époque, ont misé beaucoup sur leur influence, imaginée ou véritable, dans les sphères militaires et gouvernementales en Allemagne. Ces relations commençaient déjà à l'époque, lorsque (en 1919) Radek se trouvait encore dans une prison allemande. Voici ce que Rüth Fischer nous dit (p. 207) : « Radek avait d'autres visiteurs que ses camarades du parti. L'adjudant de Ludendorff, le colonel Baüer, venait le voir régulièrement, ainsi que d'autres officiers et des industriels aussi importants que Félix Deutsch, qui était lié avec Walter Rathenau... »

C'était lui encore qui était à la base de la politique nationaliste, pratiquée en Allemagne pendant l'occupation de la Rühr ; c'était lui, enfin, qui avait des contacts personnels fréquents avec nombre de nationalistes allemands qui, pour d'autres raisons que la Russie, visaient la destruction du traité de Versailles.

Ce qui est frappant dans ces épisodes de l'histoire, c'est que, déjà à cette époque, le parti communiste allemand était un **instrument**, et uniquement cela. Si, officiellement, le but de la révolution mondiale était admis, il fut néanmoins considéré comme une affaire dans laquelle les ouvriers et les communistes n'étaient que des acteurs inconscients. A l'époque où Lénine et Trotsky étaient encore les maîtres incontestés du Kremlin, la presse communiste en Allemagne prônait l'alliance avec certains fascistes allemands (Schlageter et von Reventlow), ainsi qu'avec des éléments de l'état-major. On acceptait d'un cœur léger la falsification de la doctrine pour gagner ces éléments de l'état-major. On acceptait d'un cœur lé- puissances occidentales. (Quoi d'étonnant, qu'aujourd'hui, en zone russe, on fasse la paix avec les « petits nazis », manifestement dans le même but ?)

Mais il y a d'autres faits qui expliquent le dédain des Russes pour les communistes allemands. Qui sait que la fameuse Reichswehr allemande a été réarmée au lendemain de la première guerre mondiale, avec la collaboration active des Russes ? A partir de 1921, d'après les témoignages de Rüth Fischer, les contacts entre les Russes et la Reichswehr étaient « solides et continus ». Ce n'est pas dans le parti communiste allemand, qui n'était qu'une masse de manœuvre, que les Russes mettaient leur confiance. Infiniment plus important pour eux étaient les généraux von Schleicher, von Hammerstein et von Nicolai. Tout ceci, bien entendu, à l'insu des communistes allemands.

La valeur de l'ouvrage de Rüth Fischer réside essentiellement dans la multitude des documents précis pour illustrer une thèse qui n'est pas toujours neuve ni originale. Mais c'est un ouvrage auquel on peut se référer avec confiance, car elle connaît le sujet, et a rassemblé une documentation que nous n'avons vu nulle part jusqu'ici. C'est, en même temps, une histoire très exacte et précise de la Révolution russe, et surtout du parti communiste allemand. On aimerait que cet ouvrage fût traduit en français. — **G. SARDET.**

**Gérard de Lacaze-Duthiers :**
**SOUS LE SCEPTRE D'ANASTASIE**
(Bibliothèque de l'Artistocratie)

Gérard de Lacaze-Duthiers, directeur de la Bibliothèque de l'Artistocratie qui depuis cinquante ans mène avec une belle ténacité la bataille pour « **soutenir les valeurs spirituelles les plus élevées, combattre le faux individualisme, substituer l'esprit de paix à l'esprit de guerre** », nous conte dans ce livre, en un style dont la fougue se nuance de verve ironique, ses démêlés avec l'Anastasie nº 2 (celle de Vichy) et l'Anastasie nº 3 (celle qui n'ose pas dire son nom, celle de la « Libération ») pour la publication d'un livre de maximes hérétiques de Marius Riollet : « Pattes d'Oie ».

Lacaze-Duthiers compare ces deux déesses stupides et malfaisantes, et leur mère : l'Anastasie de 1914-1918, avec laquelle on pouvait tout de même composer et ruser. C'est qu'il fut de cette phalange d'écrivains indépendants, qui prolongèrent contre la guerre cette récolte de l'Esprit humain dont Romain Rolland fut le pionnier. Notre jeunesse a poussé à la chaleur de ce foyer. Que reste-t-il aujourd'hui des souvenirs de notre jeunesse et de l'indépendance des écrivains, d'extrême-gauche, alors que l'on étouffe sous le poids des « conformismes » ? Pas grand-chose ! Raison de plus pour saluer l'obstination courageuse d'un Gérard de Lacaze-Duthiers qui entend demeurer parmi les vrais révolutionnaires « **ceux pour lesquels la Révolution ne consiste pas à prendre la place des autres, mais à dépouiller le vieil homme qui est en eux.** »

On appréciera en particulier ce qu'il écrit sur cette censure hypocrite qui, par le choix des bénéficiaires des attributions de papier, interdit la diffusion de toute pensée indépendante. Nous en savons quelque chose, ici, à **la Révolution prolétarienne.** Pour protester contre les multiples atteintes à la liberté de la presse, de l'édition et de la distribution, Gérard de Lacaze-Duthiers et nous, n'avons pas attendu — comme les dirigeants de la Fédération du Livre — que l'on s'attaque à la presse stalinienne. Ce libéralisme « orienté » et « opportuniste » ne lui convient pas plus qu'à nous. Et, cependant, que des « esprits profonds », des analystes subtils, justifient le pire au nom du « meilleur » et embrouillent tout — la lecture de son pamphlet contre les mœurs actuelles nous paraît salutaire et réconfortante en sa vigoureuse simplicité. — **R. H.**

# FAITS et DOCUMENTS

## FAITS DU MOIS

**SAMEDI 1er JANVIER.** — Les hostilités ont cessé au **Cachemire** entre l'Inde et le Pakistan.

**MARDI 5.** — Message de Truman au Congrès de **Washington**, annonçant une intervention plus marquée de l'Etat dans la vie économique.

Les troupes **d'Israël** ont franchi la frontière égyptienne.

**VENDREDI 7.** — Démission de M. Marshall, remplacé par M. Dean Acheson, comme secrétaire d'Etat du gouvernement des Etats-Unis.

**SAMEDI 8.** — Cinq avions britanniques sont abattus, au-dessus du territoire **d'Israël.** Le gouvernement de Londres proteste énergiquement et ordonne d'importants mouvements militaires et navals dans le golfe d'Akoba et dans toute la Méditerranée.

**MARDI 11.** — Jouhaux est réélu président du **Conseil National économique** par 81 voix sur 125 votants.

**MERCREDI 12.** — Le bureau de l'Union syndicale des **Métaux** parisiens (C.G.T.) réclame au ministre du Travail un relèvement des salaires de 25 % et une prime de 650 francs par mois.

L'Union des syndicats (C.G.T.) du Puy-de-Dôme annonce une grève de la faim des **mineurs** emprisonnés pour faits de grève.

Le gouvernement français rétablit la **taxation générale des prix**, bloque tous les prix industriels au niveau du 31 décembre et annonce des baisses sur les chaussures, les textiles, les fruits, les légumes, le lait condensé, le vin.

**JEUDI 13.** — La peine de mort est rétablie en **Roumanie.**

**DIMANCHE 16.** — Troubles à **Durban** dans l'Union Sud-Africaine, entre indigènes africains et Indiens.

**LUNDI 17.** — Ouverture à **New-York** du procès des douze leaders communistes américains.

Ouverture de la session du bureau exécutif de la **Fédération syndicale mondiale.**

**MARDI 18.** — La scission est consommée à la **Fédération syndicale mondiale** que quittent les Anglais, les Américains et les syndicats du Benelux.

**VENDREDI 21.** — Démission du maréchal Tchang Kaï Chek, président de la **République chinoise.**

Le gouvernement **français** lance un emprunt de 5 %.

**SAMEDI 22.** — On annonce la capitulation de **Pékin** où l'on attend l'arrivée des troupes communistes chinoises.

**DIMANCHE 23.** — Elections générales au **Japon.** Majorité absolue aux conservateurs. Forte avance communiste.

Elections municipales à **Grenoble.** Recul du R.P.F. Gains communistes.

**LUNDI 24.** — Ouverture à **Paris** du procès **Kravchenko** contre les « **Lettres françaises** ».

**MARDI 25.** — Création à **Moscou** d'un conseil d'assistance économique mutuelle, avec la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie.

Grèves aux usines **Berliet** de Lyon et aux usines **Panhard** de Paris.

**MERCREDI 26.** — Elections dans l'Etat **d'Israël** pour l'Assemblée constituante ; succès du parti gouvernemental : socialiste modéré.

**VENDREDI 28.** — Le conseil de sécurité de **l'O.N.U.** demande la libération immédiate et inconditionnelle des dirigeants républicains et la cessation des hostilités en **Indonésie.** La France, l'U.R.S.S. et l'Ukraine se sont abstenues.

**SAMEDI 29.** — La Grande-Bretagne reconnaît de fait le gouvernement **d'Israël.**

**Les syndicats polonais à l'alignement...** Voici, d'après la *Documentation Syndicale* du 4 février, un document sur la façon dont les nouveaux chefs syndicaux polonais conçoivent le rôle des syndicats. « La Tribune du Peuple » du 27-1-49, organe officiel du nouveau parti polonais ouvrier unifié, nous l'apprend sous la plume autorisée de T. Cwik, secrétaire général de la C.G.T. polonaise.

Il s'agit d'abord, pour lui, de définir les rapports qui doivent exister entre le parti (seul et unique parti de la classe ouvrière avant d'être le parti unique gouvernant le pays) et les syndicats.

« La C.G.T. est en train d'organiser une campagne de masses autour du premier congrès du parti polonais ouvrier unifié... Cette campagne comprend déjà des dizaines de milliers d'activistes syndicaux et s'étend à de larges masses organisées dans les syndicats...

» Quels sont les objectifs des syndicats lors de cette campagne ?

» Le principal problème qui se pose devant les syndicats, c'est leur attitude à l'égard du parti politique du prolétariat (sic). Le mouvement syndical est une partie intégrante du mouvement des classes laborieuses tout entier, **dont le parti ouvrier polonais unifié est le guide.** Ainsi le mouvement syndical est mû par la même force politique qui dirige le P.O.P.U.

» Dans notre activité quotidienne, nous allons exalter auprès des millions de travailleurs, qui se trouvent en dehors du parti, l'autorité du P.O.P.U. ; nous allons renforcer la conviction qu'il a un rôle dirigeant à jouer...

» **La C.G.T. soulignera, lors de cette campagne, la nécessité de liquider une fois pour toutes la tendance visant à l'indépendance des syndicats vis-à-vis du parti politique du prolétariat et de son programme ».**

On sait ce que veut dire « liquider une tendance » dans ces pays où un désaccord avec le moindre mot de l'évangile stalinien est assimilé à une « trahison » !

Ayant ainsi réduit le syndicalisme au rôle subalterne d'un simple exécutant des décisions du parti au pouvoir, donc du gouvernement, le secrétaire de la C.G.T. polonaise rappelle que cette dernière **a aussi à remplir des « tâches concrètes conformes aux prescriptions du premier congrès du P.O.P.U. »**

« Parmi les tâches essentielles et insuffisamment développées par les syndicats, il convient de mentionner l'organisation du contrôle social et la collaboration dans ce domaine des masses laborieuses avec l'appareil de l'Etat. »

Et comme il sied à un « syndicaliste » d'obédience stalinienne, le camarade T. Cwik se réfère à l'autorité suprême, en citant Lénine : « **Les syndicats doivent être les principaux et les plus réguliers collaborateurs du pouvoir d'Etat** »...

« En dehors des problèmes que je viens d'énumérer — continue ce syndicaliste domestiqué — je dois mentionner également la nécessité de renforcer le rôle dirigeant des syndicats dans l'organisation de l'émulation au travail. L'activité éducative des syndicats doit transformer l'attitude des masses à l'égard de la production. Le problème du rendement est le plus brûlant et le plus décisif dans notre économie. Aussi, tous les syndicats d'industrie ont-ils pris la décision de régulariser les normes de travail. Nous désirons imprégner toute notre activité de cet esprit de lutte pour le rendement. »

Le mouvement syndical polonais qui, de 1918 à 1939, a tout autrement combattu pour les intérêts ouvriers, est évidemment renié par les syndicalo- communistes d'aujourd'hui. M. Cwik le dit d'une façon explicite :

« **La C.G.T. désire changer de fond en comble l'activité pratiquée jusqu'à présent au sein du mouvement syndical. Le programme syndical éducatif et culturel doit s'inspirer des décisions du congrès du P.O.P.U.** Nous puiserons les enseignements de la grande expérience de l'U.R.S.S. en popularisant ses réalisations. »

Voilà, n'est-il pas vrai, un de ces textes dont on peut dire qu'il n'a pas besoin d'être longuement commenté.

« Changer de fond en comble l'activité des syndicats », cela veut dire en langue « démocratico-popu-

laire » cesser de défendre les revendications ouvrières pour devenir un rouage de l'appareil gouvernemental pour contrôler et stimuler le rendement.

### Le « communisme populaire » de Tito

Dans le *New York Herald* du 4 février, l'un des plus remarquables collaborateurs du journal, Joseph Alsop, publie un article daté de Belgrade, qui donne des vues importantes sur l'activité de Tito.

En voici le principal passage :

...Belgrade est le centre de la première hérésie communiste qui ait connu un plein succès. En Yougoslavie, Moscou a perdu une position stratégique vitale. Mais cette perte matérielle est de beaucoup dépassée par la menace spirituelle d'un maréchal Tito devenant une sorte de Luther communiste.

Après tout, cela est naturel. Pour employer le langage d'Arnold Toynbee, les maîtres du Kremlin remplissent le double rôle d'être les dirigeants d'un nouvel Etat mondial et les grands-prêtres d'une nouvelle Eglise universelle. Ainsi que le firent les Incas, ils emploient à la fois leur religion et l'épée. C'est précisément la combinaison de l'armée rouge et du parti communiste qui fait si formidable l'impérialisme soviétique.

L'extérieur peut toujours résister à un simple pouvoir militaire, ainsi que l'Occident est en train de le faire actuellement à l'égard de l'agression soviétique, mais le pire danger pour toute nouvelle dynamique religion comme le communisme sera toujours celui d'un schisme intérieur. Or Tito est maintenant en train de procéder à un tel schisme. Il menace ainsi la combinaison qui fait la véritable force du Kremlin, d'une manière qui ne serait à la portée d'aucun autre. Et c'est pourquoi le Kremlin et le monde occidental doivent tous deux surveiller, chacun de leur point de vue, avec attention et anxiété, le développement de ce qui se produit en Yougoslavie.

Ainsi que chacun le sait, Tito défia d'abord les maîtres du Kremlin en tant que dirigeants d'un Etat mondial. Il put le faire parce que lui et ses camarades avaient forgé leur propre parti communiste yougoslave, l'appareil de leur parti et leur armée dans le feu même de la guerre. Il fut aussitôt excommunié par le Kominform pour avoir voulu conserver à son pays l'indépendance que celui-ci avait conquise durant la guerre.

Mais le curieux et l'important est que cette querelle qui commença avec un défi au pouvoir temporel de Moscou se termine d'une manière très différente. Au début, comme tous les hérétiques, Tito prétendit être plus orthodoxe dans sa théologie que les grands-prêtres eux-mêmes. On sait maintenant qu'il avait un important motif pour agir ainsi : il espérait que d'autres partis communistes nationaux participeraient à son schisme. Il avait envoyé des agents à l'étranger, afin de s'y faire des alliés. L'affaire Gomulka en Pologne et d'autres faits montrent qu'un tel espoir n'était pas complètement déraisonnable.

Néanmoins, ce premier espoir de Tito fut déçu, pour la simple raison que l'appareil de tout parti communiste national, sauf peut-être celui de Chine, est directement contrôlé de Moscou par le M.V.D. Cette déception amena Tito et ses camarades à entrer dans la seconde phase qui caractérise toute sa carrière d'hérétique. Ils se sont mis à revoir tout le Credo de leur ancienne foi et à amender l'entière théologie, afin de l'accommoder à leur propre goût.

Le résultat de leur travail fut ce qu'ils appellent le « Communisme populaire ». Son point central est, naturellement, le rejet complet de l'impérialisme russe, chose qui entraîne de vastes conséquences stratégiques, mais il comporte également d'autres traits, encore plus intéressants.

Tito prend le mot « **populaire** » tout à fait au sérieux. Actuellement il voyage à travers le pays, se renseignant sur les besoins des gens. Il flagelle ses fonctionnaires pour ne pas s'être soucié de l'intérêt du peuple. Il a amèrement dénoncé le machiavélisme du Kremlin. Il a nettement attaqué le principe que « la fin justifie les moyens ». Il a même déclaré que le véritable communisme doit partir du peuple, et non point être un flot d'ordres déversé vers le bas par le parti...

### Nouvelles de Miasnikov

Depuis son départ pour la Russie, nous sommes sans nouvelles du camarade Miasnikov, qui fut le représentant d'un des courants de l'Opposition ouvrière dans le parti bolchévik. Ce n'est pas sans un sentiment d'heureuse surprise que nous avons trouvé dans le « Figaro » du 29 janvier les renseignements suivants sur son départ. Renseignements qui figurent au chapitre IX d'une « Histoire d'un réseau d'espionnage soviétique », publiée par Alexander Foote :

Le 6 janvier 1945, à 9 heures du matin, notre avion décollait pour Moscou. C'était le premier avion soviétique qui quittait la France depuis la libération. Ses passagers étaient en principe des prisonniers de guerre en voie de rapatriement. Des prisonniers de guerre ? Il y en avait des millions en France qui attendaient avec impatience d'être renvoyés dans leurs foyers, alors que, dans notre avion, quatre sièges restaient inoccupés. En fait, un seul de mes compagnons de voyage était un ex-prisonnier.

Tous les passagers étaient munis de certificats de rapatriement russes. Le certificat n° 1 était libellé au nom de Miasnikov, un bolchévik de la vieille garde.

Le certificat n° 3 était détenu par Alexandre Koulitchef, entendez Rado. Le certificat n° 4 avait été remis à un certain Ivanovski, un agent soviétique de nationalité douteuse qui passa la plus grande partie de la guerre caché en France. Le porteur du certificat n° 5 était le seul véritable ex-prisonnier de guerre. Le certificat n° 2, enfin, portait le nom d'Alfred Fedorovitch Lapidus, ancien ressortissant estonien, devenu citoyen soviétique, qui avait été déporté de Tallinn en France par les Allemands. Lapidus, c'était moi.

Quant à la masse des prisonniers libérés, il n'était pas du tout question de les rapatrier par des moyens luxueux. Il fallait d'abord établir s'ils avaient collaboré avec l'ennemi, et dans quelle mesure, puis découvrir pourquoi, en ne se battant pas jusqu'à la mort, ils avaient désobéi aux ordres de Staline. Très peu d'entre eux, à leur retour, ont dû pouvoir jouir de cette liberté au nom de laquelle on les envoya au front. La plus grande partie d'entre eux furent mobilisés dans les camps de travail, où ils peineront jusqu'à ce que mort s'ensuive. L'Etat soviétique ne plaisante pas avec ceux qui ne lui obéissent pas les yeux fermés.

Le voyage jusqu'au Caire se déroula sans incidents, après deux escales à Marseille et à Castel Benito, près de Tripoli (en Libye). A Castel Benito la Royal Air Force nous reçut avec une certaine curiosité (notre avion était le premier appareil russe à se poser sur ce terrain) et avec son hospitalité traditionnelle.

A Téhéran nous fûmes contraints par le mauvais temps de nous arrêter pendant trois jours. Je les passai presque entièrement avec Miasnikov. Le vieux bolchévik ne cacha pas son soulagement d'être enfin hors de la zone d'influence britannique. Il s'était senti, m'avoua-t-il, plutôt nerveux, parce que, pendant la période de l'intervention étrangère, il avait ordonné de passer par les armes plusieurs officiers anglais par mesure de représailles à la suite de l'exécution des commissaires de Bakou. Il craignait aussi d'autres rappels du passé : c'est lui, en effet, qui, en sa qualité de haut commissaire de l'Oural, avait, contrairement aux instructions les plus formelles de Lénine, fait fusiller à Ekaterinenbourg le tsar et la famille impériale. Il n'avait jamais caché, enfin, son inimitié pour Staline, qu'il avait connu à Bakou, avant la révolution. A cette époque il était classé plus haut que Staline dans la hiérarchie du parti et il avait fait expulser ce dernier à deux reprises « pour brigandage ». Staline, on ne l'ignore pas, avait participé à plusieurs attaques contre des banques en Géorgie, dans le but de procurer des fonds aux groupements révolutionnaires.

Après une nuit passée à Bakou nous mettions le cap sur Moscou. Peu après notre départ Miasnikov demandait au pilote d'envoyer un message : il priait Molotov de lui envoyer une auto et, de fait, une Packard officielle vint le chercher. Une escorte aussi l'attendait et les visages patibulaires des gardes me firent penser que l'avenir n'était pas très rose pour mon vieil ami.

Le 14 janvier 1945, à 4 h. p. m., notre appareil se posait enfin sur l'un des aérodromes de Moscou.

Depuis Miasnikov n'a pas donné signe de vie. A-t-il allongé la liste des vieux militants bolchéviks assassinés par Staline ?

**La crise tchécoslovaque**

*Œdipe*, hebdomadaire de la conjoncture mondiale, du 21 janvier 1949, publie sous la signature de Paul Barton une étude sur la crise de production en Tchécoslovaquie. L'échec du plan biennal a été officiellement reconnu le 7 octobre 1948 dans un discours du président du Conseil tchécoslovaque. Selon l'auteur, il s'agirait d'une crise du système tout entier, provoquée par la destruction systématique des forces productives.

La densité de la population est revenue à son état du début de notre siècle avec 12.164.631 habitants. En Bohême, cette contrée fondamentale de la République, la déportation a eu des conséquences encore plus catastrophiques parce que la minorité allemande y était le plus fortement représentée : la population de cette région fut ramenée à son niveau de 1880-1890.

Si l'on compare la diminution par rapport aux données de 1930 (année du dernier recensement avant la guerre), elle se trouvera évidemment modifiée par l'accroissement naturel de la population. Pour en comprendre la portée, il faut ajouter que la minorité allemande dans toute la République constituait presque 24 % du total et même 33 % pour la Bohême considérée séparément. Par conséquent, à la suite de ces expulsions en masse, la main-d'œuvre se trouva réduite dans la République de presque un quart ; en Bohême même, d'environ un tiers. Mais en fait la perte est bien plus élevée parce que la proportion de la population industrielle était beaucoup plus considérable parmi les Allemands de Tchécoslovaquie que chez les Tchèques et les Slovaques. Presque tout le lignite de la République était extrait dans la région des Sudètes, où étaient situés également d'importants gisements de charbon. Plus de 10 % de la production nationale en charbon et en lignite étaient exportés. Pratiquement, toutes les matières premières destinées aux industries céramiques et verreries tchécoslovaques, célèbres dans le monde entier, s'extrayaient en Bohême occidentale où se trouvaient également ces mêmes industries ; elles fournissaient environ 10 % du montant des exportations tchécoslovaques. Les deux tiers de l'industrie textile, en particulier celle du coton, étaient concentrés dans les régions limitrophes et elles fournissaient un quart de l'exportation nationale. Beaucoup de manufactures de bois et de papeteries, la moitié de l'industrie gantière et environ la moitié de la fabrication des produits chimiques étaient installées dans des régions où prédominait la population d'origine allemande ; il en était de même pour une forte proportion de la brasserie, de la culture de la betterave sucrière et des industries de distillation. Dans quelques-unes de ces branches industrielles, les exportations oscillaient entre 50 et 70 % (pour les produits textiles, gants, sucre, alcool) et 75 et 90 % (porcelaine et verre de qualité supérieure) de la quantité totale. Parmi les 1.300.000 personnes occupées dans l'industrie tchécoslovaque avant la guerre, il y avait environ 450.000 Allemands. Ainsi la minorité allemande, qui constituait à peine 25 % de l'ensemble de la population, fournissait environ 35 % de la main-d'œuvre industrielle.

Au point de vue numérique, il est vrai que cette perte en effectifs de travailleurs a été comblée depuis. Déjà, à la fin de 1947, l'industrie tchécoslovaque occupait 1.400.000 personnes.

Mais ce qui n'a pas été compensé, et ce qui ne peut l'être, c'est la haute capacité professionnelle des expulsés. Tandis que la majorité écrasante des ouvriers industriels allemands des Sudètes était composée d'ouvriers spécialisés qualifiés, leurs successeurs ont été recrutés parmi les paysans slovaques, les ouvriers agricoles et les ménagères. Il s'ensuit une réduction sensible de la productivité du travail ; dans les mines, la production moyenne d'un ouvrier en 1947 est de 23 % inférieure à celle de 1937 ; dans l'industrie textile, cette baisse est de 17 %.

**Pas de congrès des syndicats russes depuis dix-sept ans**

D'un article important de David Dubinsky, le président du syndicat américain de l'Habillement pour femmes, en même temps vice-président de l'A. F. of L., article publié dans *Foreign Affairs* de janvier et portant sur la scission de la F.S.M. et sur la constitution d'une véritable Internationale syndicale, reproduisons ces passages qui méritent attention :

L'expérience de la F.S.M. pose devant le mouvement syndical international un certain nombre de problèmes importants relatifs à sa position fondamentale, son action quotidienne et ses perspectives d'avenir. L'A.F. of L. s'était opposée à la création de la F.S.M. principalement parce qu'elle se rendait compte du fait qu'il existe une différence fondamentale — tant au point de vue de leur caractère que de leurs objectifs — entre les syndicats des pays non totalitaires et ceux des pays à régime totalitaire, et que, de ce fait, ils ne pouvaient collaborer au sein du même organisme syndical international. Cela, les membres de la Fédération américaine du Travail l'ont compris, il y a longtemps.

Dans les pays démocratiques, les syndicats sont des institutions volontaires. Ils sont les organes de larges couches de travailleurs, groupés selon leurs occupations et métiers, et non d'après leurs opinions politiques ; le but principal de ces syndicats est la défense et l'avancement des droits et intérêts des travailleurs. Les syndicats poursuivent ces objectifs en tant qu'organismes libres qui ont la possibilité d'exercer une influence considérable sur la politique des gouvernements et sur la législation, et font fréquemment usage de cette possibilité. Les syndicats libres constituent un moyen d'obtenir que les gouvernements démocratiques soient plus accessibles aux désirs et intérêts des masses populaires.

La situation est complètement renversée dans les pays totalitaires. Là, ce ne sont pas les syndicats qui contribuent à déterminer la politique des gouvernements, mais ce sont les gouvernements qui déterminent la ligne de conduite des syndicats. Dans ces pays, les syndicats sont des instruments du gouvernement, dont ce dernier se sert afin d'imposer sa volonté aux masses populaires.

Cela établit la différence insurmontable qui existait entre le Front du Travail nazi et les syndicats des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Scandinavie et autres pays démocratiques, et reste la cause de l'abîme infranchissable qui existe entre les syndicats communistes et les syndicats ouvriers de notre pays.

En ce qui concerne la Russie, cette différence est mise en relief par les faits suivants. Aucun Congrès national des syndicats soviétiques n'a eu lieu depuis avril 1932. Les responsables élus les plus en vue des syndicats soviétiques (Tomsky et autres) furent emprisonnés, poussés au suicide ou fusillés. Dernièrement, des informations ont paru dans les journaux d'après lesquelles la convocation d'un Congrès national des syndicats soviétiques aurait été envisagée pour avril 1949. Ceux qui à l'heure actuelle occupent des postes dans les syndicats soviétiques n'ont jamais été élus par un Congrès national, mais furent choisis par le parti communiste et nommés par le gouvernement. Dans son livre « A la recherche de la vérité en Russie », Citrine caractérisa les syndicats soviétiques comme des « organisations d'Etat » sans « aucune existence autonome ».

# ENTRE NOUS

C'est seulement dans le prochain numéro que nous pourrons publier notre compte récapitulatif de l'année 1948. Nous l'avions promis pour ce mois-ci. Nos lecteurs voudront bien nous excuser de ne pas tenir notre promesse. A chaque fin d'année, les comptables ont un travail de plus en plus considérable.

Le Gérant : J.-P. FINIDORI



Imprimerie « E. P. »
232, rue de Charenton, 232

# D'où vient l'argent ?

**MOIS DE JANVIER 1949**

RECETTES

| | | |
|---|---|---|
| **Abonnements** | | |
| Ordinaires | 31.404 | |
| De soutien | 5.000 | = 36.404 |
| **Souscriptions** | | 4.290 |
| **Participation à l'achat du papier** | | 2.000 |
| **Vente au numéro** | | 7.649 |
| **Publicité et divers** | | 1.270 |
| **Total des recettes** | | 51.613 |
| En caisse au 1er janvier | | 93.012 |
| | | 144.625 |

DEPENSES

| | | |
|---|---|---|
| **Impression des numéros de décembre et janvier** | 110.575 | |
| **Frais généraux :** | | |
| Timbres, P.T.T. | 6.061 | |
| Fournitures de bureau | 133 | |
| Divers | 1.390 | = 118.159 |

**SOLDE**

| | | |
|---|---|---|
| En espèces | 6.225 | |
| Aux chèques postaux | 20.241 | = 26.466 |

**SOUSCRIPTIONS DE JANVIER**

Beucher (Orne) 50 ; Grimm (Moselle) 100 ; Bouvier (Paris) 20 ; Boissier F. (Loire) 100 ; Issert J. (Paris) 50 ; Dupuy R. (Paris) 300 ; Martin F. (Drôme) 100 ; Chalaye (Eure) 100 ; Lulé A. (Sarthe) 100 ; Pérignan A. (Morb.) 100 ; A.S.R. Beauvais (Oise) 500 ; Stern (Paris) 200 ; Mlle Ducros (Loire-Inf.) 100 ; Mlle Lefèvre S. (Calv.) 100 ; Le Bot (Paris) 100 ; Fornerod (Suisse) 300 ; Doctrinal (Loiret) 100 ; Mathieu L. (Paris) 100 ; Dehove (Nord) 100 ; Lafferrière (Paris) 100 ; Maître A. (Paris) 70 ; Marcadet (S.-et-O.) 1.500. — Total : 4.290 francs.

**PARTICIPATION A L'ACHAT DU PAPIER**

Merlin (Paris) 500 ; Paillard (Isère) 1.500. — Total : 2.000 francs.

**ABONNEMENTS DE SOUTIEN**

V. D. (Paris) 1.000 ; Finas (Paris) 1.000 ; Finidori (Paris) 1.000 ; Mme Caen (Paris) 1.000 ; Hagnauer (S.-et-O.) 1.000. — Total : 5.000 francs.

**ABONNEMENTS ANTICIPES**
**pour aider à payer l'avance sur papier**

Grimm (Moselle).

Nombre d'abonnés au 1er février : 1.532.

# SPARTACUS
## CAHIERS MENSUELS

**ROSA LUXEMBOURG :**

| | fr. | | fr. |
|---|---|---|---|
| **REFORME OU REVOLUTION,** 112 p. ...... | **90** | franco | **100** |
| **GREVE GENERALE,** parti et syndicats. 80 p. ... | **80** | franco | **90** |
| **LA VIE HEROIQUE,** Lettres de la prison, La Révolution russe. 96 p. .................. | **80** | franco | **90** |

**MAURICE CEYRAT :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **LA TRAHISON PERMANENTE.** Documents clandestins communistes. 168 p. ......... | **150** | franco | **165** |

**JEAN JACQUES :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **VIE ET MORT DES CORPORATIONS.** Grèves et luttes sociales sous l'ancien régime. 144 p. | **125** | franco | **140** |

**MARX et ENGELS :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **CRITIQUE DES PROGRAMMES SOCIALISTES.** (Gotha, Erfurt, Le Havre). 100 p. ......... | **80** | franco | **90** |

**MAURICE DOMMANGET :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **LA REVOLUTION DE 1848 ET LE DRAPEAU ROUGE.** 80 pages ...................... | **80** | franco | **90** |
| **JACQUES ROUX, LE CURE ROUGE.** Le manifeste des enragés. 96 pages ............ | **90** | franco | **100** |

**LUCIEN LAURAT :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **DECHEANCE DE L'EUROPE.** Capitalisme et socialisme devant l'héritage de la guerre, 128 pages .......................... | **125** | franco | **140** |

**ROBERT LOUZON :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **L'ERE DE L'IMPERIALISME.** 96 pages ...... | **80** | franco | **90** |

J. LEFEUVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS (5ème) c. ch. p. PARIS 633-75